

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI  
ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS  
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE FRANCE CHARBONNEAU, J.C.S., présidente  
M. RENAUD LACHANCE, commissaire

AUDIENCE TENUE AU  
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST  
MONTRÉAL (QUÉBEC)

LE 24 FÉVRIER 2014

VOLUME 174

**DANIELLE BERGERON et JEAN LAROSE**  
**Sténographes officiels**

RIOPEL GAGNON LAROSE & ASSOCIÉS  
215, rue Saint-Jacques, Bureau 110  
Montréal (Québec) H2Y 1M6

## COMPARUTIONS

### POUR LA COMMISSION :

Me SONIA LeBEL  
Me SIMON TREMBLAY,  
Me MARIE-CLAUDE MICHON

### INTERVENANTS :

Me MÉLISSA CHARLES pour l'Association de la  
construction du Québec  
Me DENIS HOULE et Me SIMON LAPLANTE pour  
l'Association des constructeurs de routes et grands  
travaux du Québec  
Me JOSÉANE CHRÉTIEN pour le Barreau du Québec  
Me MARIE-CHRISTINE LEVASSEUR pour le Fonds de  
solidarité  
Me ROBERT LAURIN pour la FTQ Construction  
Me PIERRE POULIN pour le Directeur des poursuites  
criminelles et pénales

---

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES PIÈCES	4
PRÉLIMINAIRES	5
 JEAN-FRANÇOIS SABOURIN	
INTERROGÉ PAR Me SIMON TREMBLAY	7
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ROBERT LAURIN	91
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE	152
 PIERRE LAPRISE	
INTERROGÉ PAR Me SONIA LeBEL	177

---

LISTE DES PIÈCES

PAGE

122P-1441 : Cotisations syndicales des différentes  
associations à la CCQ

8

122P-1442 : Représentativité syndicale des  
électriciens selon le maraudage de  
2012 par région

124

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de février,

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Bonjour à tous. Bonjour, Maître Sabourin. Est-ce  
8 que les avocats peuvent s'identifier, s'il vous  
9 plaît?

10 Me SIMON TREMBLAY :

11 Oui. Alors, bon lundi. Simon Tremblay pour la  
12 Commission.

13 Me MARIE-CLAUDE MICHON :

14 Bon matin. Marie-Claude Michon pour le Procureur  
15 général du Québec.

16 Me MÉLISSA CHARLES :

17 Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire.  
18 Mélissa Charles pour l'Association de la  
19 construction du Québec.

20 Me DENIS HOULE :

21 Bonjour, Madame, Monsieur. Denis Houle pour  
22 l'Association des constructeurs de routes et grands  
23 travaux du Québec.

24 Me SIMON LAPLANTE :

25 Bonjour. Simon Laplante pour l'Association des

1           constructeurs de routes et grands travaux du  
2           Québec.

3           Me JOSÉANE CHRÉTIEN :

4           Bonjour. Joséane Chrétien pour le Barreau du  
5           Québec.

6           Me MARIE-CHRISTINE LEVASSEUR :

7           Bonjour. Marie-Christine Levasseur pour le Fonds de  
8           solidarité.

9           Me ROBERT LAURIN :

10          Robert Laurin pour la FTQ Construction. Bonjour.

11          Me PIERRE POULIN :

12          Et Pierre Poulin pour le Directeur des poursuites  
13          criminelles et pénales. Bonjour.

14          Me SIMON TREMBLAY :

15          Madame la Greffière.

16          LA GREFFIÈRE :

17          Pourriez-vous vous lever pour l'assermentation.

18

19

20

---

1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de février,

3

4 A COMPARU :

5

6 JEAN-FRANÇOIS SABOURIN, enquêteur à la CCQ

7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9

10 INTERROGÉ PAR Me SIMON TREMBLAY :

11 Merci beaucoup, Madame la Greffière. Donc, Madame  
12 la Présidente, Monsieur le Commissaire, avant de  
13 poursuivre avec les questions que j'ai pour le  
14 témoin, j'aimerais juste clarifier deux choses  
15 avant qu'on continue, bref. Premièrement, on a fait  
16 état la semaine passée de... de chiffres pour  
17 savoir à quelle hauteur étaient les cotisations  
18 syndicales. J'avais soumis un chiffre qui datait  
19 peut-être de deux mille neuf (2009). Pour clarifier  
20 la situation, là, on va déposer un document avec  
21 les chiffres exacts, les statistiques exactes au  
22 niveau des cotisations. Donc, Madame Blanchette,  
23 c'est l'onglet 24, s'il vous plaît. Donc, on voit,  
24 j'avais fait état de quatre-vingt-cinq millions  
25 (85 M\$), on voit que c'est le montant exact,

1 quatre-vingt-six millions trois cent cinquante-  
2 trois mille dollars (86 353 000 \$). Et les pages 2  
3 et 3 sont la ventilation de ces cotisations-là,  
4 pour ce qui est, évidemment, de la FTQ Construction  
5 et de l'International au sein des différents  
6 locaux.

7 Vous comprendrez que, compte tenu de la  
8 structure de la CSN, de la SD et de la SQC... CSD,  
9 pardon, et du SQC, il n'y a pas de répartition ici  
10 parce que c'est un seul syndicat qui garde donc  
11 cent pour cent (100 %) des contributions, qui ne  
12 les redonne pas aux différents locaux qui la  
13 composent. Donc, on va... on va produire ça,  
14 pardon, sous la cote 122P-1441.

15

16 122P-1441 : Cotisations syndicales des différentes  
17 associations à la CCQ

18

19 Q. **[1]** Et autre précision, Monsieur Sabourin,  
20 exceptionnellement maître Dumais de l'International  
21 a fait votre contre-interrogatoire, là, en fin de  
22 journée jeudi puisqu'il ne pouvait pas être présent  
23 ce matin. Il a abordé avec vous la question des  
24 pouvoirs qu'avait un enquêteur versus un  
25 inspecteur. Et en relisant les notes



1 sténographiques, j'ai pu percevoir peut-être une  
2 certaine ambiguïté. Donc, peut-être juste pour  
3 clarifier la situation ce matin, avant qu'on  
4 poursuive avec votre interrogatoire, peut-être  
5 juste nous expliquer, là, les pouvoirs exacts que  
6 vous avez, vous, comme enquêteur à la division des  
7 unités des enquêtes spéciales de la CCQ et par  
8 rapport peut-être à d'autres pouvoirs de d'autres  
9 départements, s'il vous plaît?

10 R. En fait, les... les principaux pouvoirs que  
11 j'exerce dans... dans le cadre de mes fonctions,  
12 là, qui me sont dévolus par le mandat général de la  
13 CCQ de veiller à l'application de la Loi R-20,  
14 c'est les pouvoirs prévus, là, au commissaire  
15 enquêteur nommé en vertu de la Loi sur les  
16 commissions d'enquête. Ce qui inclut  
17 essentiellement, là, le pouvoir de contraindre une  
18 personne à... à venir témoigner et à déclarer... à  
19 répondre sous serment aux questions que je vais lui  
20 poser. Ça peut inclure aussi également de  
21 contraindre une personne à m'amener une copie de  
22 documents ou d'écrits. De façon générale également  
23 - et c'est prévu dans la Loi R-20 - j'ai le pouvoir  
24 de pénétrer à toute heure raisonnable sur un  
25 chantier de construction ou dans un établissement

1 d'un employeur pour y exiger des documents relatifs  
2 à l'application de la Loi R-20 ou de ses  
3 règlements. Les gens qui gravitent autour de ce  
4 chantier-là ont également l'obligation de... de me  
5 fa... pas de me faciliter la tâche, mais de... de  
6 me permettre d'effectuer mon travail en ce sens-là.

7 Un pouvoir que j'exerce pas dans le cadre  
8 de mes fonctions puisqu'il relève davantage des  
9 activités d'inspection, c'est le pouvoir de  
10 demander si un travailleur est en possession d'un  
11 certificat de compétence ou si un employeur est  
12 titulaire d'une licence à la Régie du bâtiment ou  
13 encore, par exemple, d'un certificat qui  
14 autoriserait cet employeur-là à effectuer des...  
15 des travaux publics en vertu de la Loi sur les  
16 contrats publics. C'est un pouvoir qui est  
17 davantage utilisé par des inspecteurs, là, entre  
18 autres.

19 Un autre pouvoir qui est davantage utilisé  
20 par les inspecteurs, c'est l'ordonnance de... ce  
21 que j'appelle l'ordonnance de suspension de... de  
22 travaux. Ce qui est prévu dans la Loi R-20  
23 lorsque... de façon générale, lorsque - de par les  
24 activités de l'inspection - constate certaines  
25 infractions. Il y a un pouvoir prévu où on peut

1 ordonner la fermeture d'un chantier.

2 (09:39:06)

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Q. **[2]** Et si une personne, dans le cadre de vos  
5 fonctions, refuse de vous aider ou d'ouvrir la  
6 porte, est-ce que vous avez des pouvoirs?

7 R. Je vous dirais que j'ai les pouvoirs de pénétrer à  
8 toute heure raisonnable. J'ai les pouvoirs de  
9 contraindre une personne à... à comparaître devant  
10 moi. Maintenant, ma réaction devant une telle  
11 situation là va dépendre des circonstances, va  
12 dépendre de ma stratégie d'enquête mais surtout des  
13 droits des... des individus. Je pense, notamment,  
14 aux droits et libertés des individus concernés,  
15 parce que je veux m'assurer de préserver  
16 l'admissibilité de la preuve que je vais recueillir  
17 puis je veux m'assurer aussi d'exercer ces  
18 pouvoirs-là dans les limites prévues par... par les  
19 chartes.

20 Donc, ça va dépendre des circonstances. Il  
21 est possible que j'utilise un pouvoir de contrainte  
22 qui est prévu, là, à l'article 7 de la Loi R-20,  
23 là, d'assigner une personne, de la forcer à se  
24 comparaître. Il est possible que je ne le fasse pas  
25 si, par exemple, la... je forcerais, de cette

1       façon-là, la personne à s'auto-incriminer, ça va  
2       dépendre du... des circonstances.

3       Me SIMON TREMBLAY :

4       Q. **[3]** Bref, il y a une analyse qui va se faire, là,  
5       tout dépendant des circonstances avant d'agir?

6       R. Exactement. Maintenant, un autre pouvoir que  
7       j'exerce pas dans le cadre de mes fonctions mais  
8       qui est prévu dans la Loi R-20, c'est parce que ça  
9       relève pas de mes tâches à la CCQ, mais c'est le  
10      pouvoir en vue d'assurer la mise à exécution, de  
11      vérifier les dispositions de la convention  
12      collective et d'exiger tous documents écrits, liste  
13      de paies, registres, auprès d'un employeur. Ces  
14      demandes-là peuvent se faire, entre autres, là,  
15      avec des demandes écrites. Donc, dans le jargon CCQ  
16      on appelle ça des... des demandes de renseignements  
17      ou des DDR dix (10) jours, mais c'est un processus  
18      qui est prévu dans la Loi R-20, où on demande à un  
19      employeur de nous fournir une information par écrit  
20      ou de nous transmettre un document par écrit dans  
21      un délai de dix (10) jours, à défaut il peut... il  
22      peut être en infraction.

23               Un pouvoir que j'ai exercé dans le cadre de  
24      mes fonctions c'est une demande de renseignements  
25      qui est plus générale, qui est prévue aussi à la

1           Loi R-20. On y prévoit qu'on peut... la CCQ peut  
2           exiger, de toute personne concernée par les travaux  
3           de construction ou toute association, de fournir un  
4           document écrit... par écrit un renseignement ou de  
5           fournir un document.

6                     Et, finalement, il y a les pouvoirs qui me  
7           sont dévolus par le Code de procédure pénale, là,  
8           entre autres le pouvoir d'exécuter... de demander  
9           et d'exécuter des mandats de perquisition afin,  
10          toujours, de requérir un élément... soit un élément  
11          infractionnel, un élément susceptible de faire la  
12          preuve de la commission d'une infraction, et un  
13          pouvoir qui est de plus en plus utilisé par... par  
14          mon unité.

15                    Et, finalement, le pouvoir d'identification  
16          d'un contrevenant qui, également, émane du Code de  
17          procédure pénale. J'ai jamais eu à vivre cette  
18          problématique-là. Je sais que dans le cadre des  
19          activités d'inspection, entre autres, là, il y a  
20          certains individus rencontrés par des inspecteurs  
21          qui refusent de s'identifier. À ce moment-là on  
22          fait appel au support d'un corps policier qui va...  
23          qui va procéder à l'identification de la personne.  
24          À partir du moment où la personne est informée  
25          qu'il y a une infraction... qu'il est en train de

1           commettre une infraction, qu'il y a une... ou  
2           que... que les policiers en sont informés  
3           également, bien, à ce moment-là il y a tout un  
4           mécanisme qui est prévu dans ce sens-là au niveau  
5           de l'inspection. Moi, personnellement, par contre,  
6           j'ai jamais... jamais personne a refusé de...  
7           d'exhiber une pièce d'identité. Ça pourrait  
8           m'arriver, à ce moment-là je pourrais procéder de  
9           cette façon-là également.

10          LA PRÉSIDENTE :

11          Q. **[4]** Ce que vous dites c'est qu'à ce moment-là, vous  
12           procéderiez accompagné d'un agent de la paix?

13          R. Pas vraiment. J'irais...

14          Q. **[5]** Mais vous avez le pouvoir?

15          R. J'irais seul... J'aurais le pouvoir si la personne  
16           refuse de s'identifier après que je l'aie informée  
17           qu'elle a commis une infraction et qu'elle commet  
18           une infraction en refusant de s'identifier aussi,  
19           je pourrais appeler un corps policier et, dans le  
20           fond, revalider l'information devant un policier  
21           qui, lui, à ce moment-là constaterait  
22           qu'effectivement, après m'avoir parlé, qu'il y a  
23           une infraction, que la personne refuse de  
24           s'identifier.

25          Q. **[6]** C'est ce que j'appelle « accompagné d'un agent

1 de la paix ».

2 R. C'est... c'est une très bonne réponse.

3 Me SIMON TREMBLAY :

4 Q. **[7]** Et, finalement, je crois que vous avez  
5 également deux autres pouvoirs, qu'on pourrait  
6 qualifier davantage de civils ou d'administratif  
7 pour l'un?

8 R. Bien, parfois, on utilise... puis c'est très rare à  
9 mon niveau mais on utilise un recours en injonction  
10 ou d'autres recours civils. Mais ça se passe pas...  
11 ça se passe pas à mon niveau.

12 Q. **[8]** C'est assez exceptionnel?

13 R. Tous ces pouvoirs-là, naturellement, vont être  
14 ponctués ou vont être employés, là, toujours dans  
15 les limites des droits des individus,  
16 particulièrement les dispositions prévues dans les  
17 chartes. Et il y a une dimension aussi de stratégie  
18 d'enquête qui va rentrer en ligne de compte. Est-ce  
19 qu'on a besoin que la personne nous parle? Est-ce  
20 qu'on a absolument besoin pour faire notre preuve  
21 que la personne nous parle? Est-ce qu'on a besoin  
22 d'identifier la personne? Rendu là, c'est question  
23 de stratégie.

24 Q. **[9]** Donc, à moins que vous ayez d'autres questions,  
25 on retournerait à l'interrogatoire, là, de

1 monsieur, au témoignage, dis-je, de monsieur  
2 Sabourin. Donc, la semaine passée on a fait état  
3 que vous aviez huit grands constats, si on peut les  
4 appeler ainsi, et on avait laissé le dernier pour  
5 ce matin, faute de temps évidemment pour conclure  
6 la semaine passée.

7 Et celui-ci, on l'avait annoncé un peu,  
8 porte sur un peu votre expérience à la Romaine et  
9 plus en lien de façon spécifique avec les  
10 agissements présumés de monsieur Bernard Gauthier  
11 qui, rappelons-le, est représentant syndical dans  
12 la région de Côte-Nord pour le local 791. Donc, les  
13 opérateurs de machinerie lourde, de pelles et  
14 d'instruments du genre.

15 Donc, peut-être une mise en contexte, dans  
16 le cadre de cette... est-ce que je peux la  
17 qualifier d'enquête spécifique ou c'est plus une  
18 accumulation de différentes plaintes et différentes  
19 enquêtes que vous avez faites?

20 R. C'est un cumul, c'est différentes enquêtes que j'ai  
21 réalisées.

22 Q. **[10]** Qui vous permettent donc de livrer le  
23 témoignage que vous vous apprêtez à livrer, qui va  
24 porter davantage sur monsieur Gauthier et la  
25 Romaine, c'est bien ça?



1 R. Exactement.

2 Q. **[11]** Parfait. Dans le cadre de ces différentes  
3 enquêtes qui culminent avec votre témoignage  
4 aujourd'hui, combien de personnes avez-vous  
5 rencontrées? Parce qu'on a parlé de milliers de  
6 personnes dans le cadre de vos fonctions depuis  
7 cinq ans la semaine passée. Sauf que là, de façon  
8 plus spécifique relativement à monsieur Gauthier et  
9 à la Romaine, combien donc de personnes, de témoins  
10 avez-vous rencontrés approximativement, bien sûr?

11 R. Je vous dirais plusieurs dizaines, voire une  
12 centaine.

13 Q. **[12]** Et est-ce que vous êtes allé une fois,  
14 ponctuellement, ces rencontres-là se sont  
15 déroulées, j'imagine, sur plusieurs semaines?

16 R. Principalement au cours de la période deux mille  
17 neuf, deux mille dix (2009-2010) jusqu'en deux  
18 mille onze (2011), mais je vous dirais que durant  
19 notamment l'année deux mille dix (2010), j'avais  
20 déjà estimé que j'avais passé trois mois de mon  
21 année de travail sur la Côte-Nord et,  
22 essentiellement, là, aux environs de Sept-Îles et  
23 de Havre-Saint-Pierre. Donc, ça représentait en  
24 deux mille dix (2010) une partie importante de mon  
25 travail d'effectuer des enquêtes puis de rencontrer

1 des individus dans la région de la Côte-Nord.

2 Q. **[13]** Afin de bien... de bien cerner un peu, pas le  
3 modus operandi, mais la façon de faire, est-ce que  
4 vous pourriez peut-être nous expliquer sommairement  
5 la séquence des travaux qui a eu lieu à la Romaine  
6 et que vous avez été amené à constater? Je  
7 comprends qu'il y a plusieurs travaux, plusieurs  
8 entrepreneurs, mais peut-être les principaux qui  
9 vont nous guider un peu dans... dans votre  
10 témoignage notamment et les témoignages futurs qui  
11 viendront.

12 R. Bien, le premier entrepreneur qui a obtenu un  
13 contrat important au chantier de la Romaine c'est  
14 Fernand Gilbert, une entreprise dont le siège  
15 social est situé dans la région du Saguenay-Lac-  
16 Saint-Jean.

17 Q. **[14]** C'était pour quel travail?

18 R. C'est ce...

19 Q. **[15]** Quels travaux?

20 R. ... qu'on appelle le chemin de pénétration. Dans la  
21 séquence des travaux, les premiers travaux, on va  
22 dire, on travaille le « rough ». C'est des travaux  
23 de génie civil, mais on emploie principalement des  
24 manoeuvres et des opérateurs de pelle, on fait des  
25 travaux, on travaille la roche. Donc, on construit

1           une route. On fait des tunnels, on fait de  
2           l'excavation. Donc, les principaux corps de métiers  
3           qu'on va retrouver, c'est des manoeuvres et des  
4           opérateurs, dans la première phase.

5                       Donc, c'est Fernand Gilbert qui a ouvert le  
6           bal, si je puis dire, et par la suite il y a  
7           d'autres entreprises qui ont suivi, principalement  
8           les entreprises dont le siège social est situé dans  
9           les régions de Québec et dans les régions du  
10          Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il y a Construction, les  
11          Carrières Bob-Son qui a exécuté un contrat en sous-  
12          traitance pour Fernand Gilbert à l'automne deux  
13          mille neuf (2009).

14       Q. **[16]** Corrigez-moi, mais Bob-Son je pense que c'est  
15          une petite entreprise de la Côte-Nord?

16       R. C'est une entreprise de la Côte-Nord. C'est un  
17          contrat moins important, mais c'est une entreprise  
18          de la région de Baie-Comeau.

19       Q. **[17]** Donc, est-ce qu'il y a... dans la séquence des  
20          travaux on a donc Fernand Gilbert, on a Bob-Son qui  
21          va faire des travaux en sous-traitance pour Fernand  
22          Gilbert?

23       R. Par la suite on va débiter les travaux de galeries  
24          de dérivation, d'amener, un coup que le chemin de  
25          pénétration a été fait et qu'on peut atteindre les

1           endroits où on va faire ces travaux-là. Donc, il y  
2           a plusieurs entreprises qui vont se succéder au  
3           chantier en deux mille dix (2010). Des entreprises  
4           qui oeuvrent dans le milieu de l'électricité, qui  
5           construisent des lignes. Des entreprises comme des  
6           consortiums, Neilson-EBC, Les Excavations Marchand  
7           & Fils, Louisbourg, Construction Polaris, Cegerco  
8           qui va effectuer certains travaux également durant  
9           cette période-là. Et puis ça va se poursuivre... de  
10          façon générale, des entreprises des régions de  
11          Québec et du Saguenay-Lac-Saint-Jean et c'est  
12          essentiellement ces entreprises-là, il y en a  
13          d'autres depuis deux mille - deux mille douze  
14          (2000-2012) qui ont poursuivi ces travaux. Mais les  
15          entreprises que je vous nomme, qui font l'objet de  
16          mes constatations, si je peux dire, ont exécuté  
17          d'autres travaux, d'autres contrats importants  
18          également, depuis ce temps-là, au chantier de la  
19          Romaine.

20        Q. **[18]** En d'autres termes, ça c'est peut-être les  
21        acteurs principaux de vos constatations, vous avez  
22        fait, quand vous êtes allé en deux mille neuf  
23        (2009), surtout deux mille dix (2010), mais on  
24        s'entend qu'à l'heure où on se parle... bien peut-  
25        être pas à l'heure où on se parle mais dans l'été,

1 par exemple à l'été deux mille quatorze (2014), il  
2 va y avoir plusieurs entreprises, plusieurs  
3 chantiers, là, le chantier va battre son plein, là?  
4 R. Au début des travaux en deux mille neuf (2009),  
5 c'était un chantier de moyenne envergure, donc on  
6 parlait de quelques centaines de travailleurs. En  
7 deux mille dix (2010), on parlait de plusieurs  
8 centaines de travailleurs. Et depuis deux mille  
9 onze (2011), deux mille douze (2012), deux mille  
10 treize (2013), là on parle de quelques milliers.  
11 Donc, tout dépendant de la période dans l'année, un  
12 chiffre qui peut atteindre, là, un peu plus de deux  
13 mille (2 000) travailleurs au chantier. Donc, il y  
14 a davantage d'entreprises. Et ce qu'on remarque  
15 aussi, depuis un an ou deux, c'est la  
16 diversification des métiers impliqués. Comme on a  
17 avancé beaucoup les travaux de « rough », donc  
18 construction de routes, chemins de pénétration,  
19 l'excavation, bien là c'est le début des travaux  
20 dans les barrages, donc là on a des entreprises qui  
21 sont, qui ont différentes spécialisations, qui font  
22 du bétonnage, qui emploient davantage de  
23 charpentiers-menuisiers, mais également des  
24 entreprises qui font de la machinerie de  
25 production, qui embauchent des métiers mécaniques,

1        donc des monteurs d'acier de structure par exemple  
2        ou d'autres métiers mécaniques, des mécaniciens de  
3        chantier ou... c'est des métiers dont la majorité  
4        des membres, de façon générale, sont membres d'une  
5        association affiliée à l'International.

6        Q. [19] Vous avez expliqué la semaine passée que vous  
7        agissez suite à une plainte et également depuis  
8        quelques années, environ deux ans, à moins que je  
9        ne m'abuse, vous agissiez également de votre propre  
10       chef. Dans les six der... Ici donc, je présume  
11       qu'en deux mille dix (2010), puisque ça fait quatre  
12       ans, c'est suite à différentes plaintes visant  
13       monsieur Gauthier notamment que vous avez décidé  
14       d'aller explorer davantage, d'aller enquêter sur le  
15       terrain pendant quelques semaines?

16       R. En deux mille dix (2010), j'ai passé environ trois  
17       mois de mon année là, donc éventuellement je ne  
18       faisais pas que des dossiers d'enquête mais on me  
19       demandait de rencontrer des individus, d'aller  
20       requérir des renseignements et, naturellement, en  
21       présentant un petit peu le travail qui a été  
22       effectué chez nous, puis en offrant la possibilité  
23       aux gens d'effectuer une plainte, le cas échéant,  
24       là. Donc, dans le cadre de ces nombreuses visites-  
25       là, où à la fois je travaillais sur des dossiers

1 d'enquête mais je procédais à des rencontres, je  
2 pouvais par exemple me présenter sur le chantier de  
3 la Romaine et faire le tour de la majorité des  
4 employeurs qui étaient actifs, rencontrer les  
5 responsables d'embauche, rencontrer également  
6 certains travailleurs, les délégués de chantier et  
7 les représentants syndicaux.

8 Q. **[20]** D'accord. Première question que je vous  
9 demande, suite à vos constatations et votre séjour  
10 à la Romaine, à Havre-Saint-Pierre et dans les  
11 environs en Minganie, est-ce qu'on peut dire que...  
12 avez-vous pu constater plutôt que monsieur Gauthier  
13 contrôlait l'embauche de travailleurs sur ce  
14 chantier?

15 R. Oui.

16 Q. **[21]** À la Romaine?

17 R. Oui, j'ai... en fait j'ai constaté que... qu'il y  
18 avait une volonté de tout contrôler. Je vais y  
19 revenir un petit peu plus loin, mais j'ai constaté  
20 également que c'est son leitmotiv, donc c'est son  
21 principal objectif au-delà de toute autre  
22 considération, là, priorité de main-d'oeuvre et de  
23 l'embauche locale ou aptitudes des travailleurs. Je  
24 vais y revenir un petit peu plus loin. Mais Bernard  
25 Gauthier m'a déjà mentionné, lors d'une rencontre

1 en deux mille dix (2010), qu'il estimait, lui,  
2 qu'il devait être consulté lors de tout mouvement  
3 de main-d'oeuvre.

4 Q. **[22]** Il vous a dit ça personnellement?

5 R. Oui.

6 Q. **[23]** À vous?

7 R. Oui.

8 Q. **[24]** Dans quel contexte qu'il vous dit ça?

9 R. Ça faisait suite à l'embauche par une entreprise  
10 d'un travailleur dont la région de domicile était  
11 le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette personne-là était  
12 un opérateur, il était membre du local 791  
13 également et le sens des propos de Bernard  
14 Gauthier, puisqu'on a discuté de cette... j'ai  
15 discuté de cette question-là, j'étais pas seul,  
16 j'étais en compagnie de mon supérieur de l'époque,  
17 avec Bernard Gauthier, c'est que lui prétendait  
18 qu'il devait être en mesure de rassurer ses  
19 travailleurs si jamais certains auraient des propos  
20 désobligeants ou critiqueraient la venue d'un  
21 opérateur de pelle d'une autre région. Il fallait  
22 qu'il soit au courant pour calmer le jeu, pour être  
23 au courant dans le fond de situations  
24 conflictuelles à venir parmi ses membres à lui,  
25 entre ses membres à lui.



1 Q. [25] O.K. Et là, plus spécifiquement pour la  
2 Romaine, parce qu'on a eu l'occasion d'en discuter,  
3 là, jeudi dernier, mais à la Romaine, suite à vos  
4 constatations, qu'est-ce qui se produisait? Qu'est-  
5 ce qui arrivait lorsqu'un entrepreneur, par  
6 exemple, refusait à monsieur Gauthier le soin, si  
7 je peux le qualifier ainsi, d'imposer l'embauche  
8 sur un chantier?

9 R. Il y a une entreprise dont j'ai nommé précédemment,  
10 les Carrières Bob-Son qui a une attitude  
11 particulière. C'est un employeur, selon ce que j'ai  
12 constaté, là, qui ne cède pas aux pressions de  
13 Bernard Gauthier. Donc, lorsqu'il convoque, il  
14 forme une équipe de travail pour aller effectuer  
15 des travaux au chantier de la Romaine au cours de  
16 la période d'août, septembre deux mille neuf  
17 (2009), un contrat qui est en sous-traitance pour  
18 Fernand Gilbert, FGL, il désigne son équipe, c'est  
19 ces gens-là qui vont travailler. Il désigne un  
20 travailleur qui est un permanent de son entreprise;  
21 cette personne-là, je vais l'appeler « Éric ». Éric  
22 reçoit un coup de fil de Bernard Gauthier qui lui  
23 dit qu'il ne pourra pas travailler à la Romaine,  
24 mais que d'ici deux à trois semaines il va lui  
25 trouver un emploi, il va le placer ailleurs.

1                   Donc, ce salarié-là dit à son employeur,  
2           Construction Bob-Son : « Je ne pourrai pas y aller,  
3           Bernard Gauthier veut pas, il va me trouver une job  
4           ailleurs, je veux pas m'immiscer dans un conflit. »  
5           L'employeur a tenté de tenir son bout. En fait, il  
6           a tenu son bout mais lorsqu'il discute avec Bernard  
7           Gauthier, celui-ci lui mentionne : « Éric ne  
8           passera pas la barrière du chantier. » Selon cet  
9           employeur-là également, Bernard Gauthier avait  
10          exercé des... avait exercé des pressions ou avait  
11          tenu des propos à l'endroit d'Hydro-Québec qui  
12          laissaient présager qu'il pourrait y avoir un arrêt  
13          de travail si ce travailleur-là pénètre au  
14          chantier.

15                   Lors de la conversation entre le  
16          représentant de Les Carrières Bob-Son et Bernard  
17          Gauthier, Bernard Gauthier veut que l'entreprise  
18          embauche un autre travailleur qui est dans la  
19          région immédiate du chantier, donc dans la région  
20          de la Minganie, aux environs de Havre-Saint-Pierre,  
21          parce qu'il estime que les travailleurs de la  
22          région de la Minganie doivent recevoir une priorité  
23          supplémentaire aux autres travailleurs de la Côte-  
24          Nord. C'est une espèce de coutume ou une clause  
25          « Rambo », la clause « Rambo » du moment, si je

1           peux me permettre.

2                       Donc, l'employeur refuse d'embaucher ce  
3           travailleur-là parce qu'il l'a déjà eu à son  
4           emploi, il n'était pas satisfait de son service, de  
5           ses services, il avait déjà causé des bris sur de  
6           la machinerie, donc, lui, il préférait Éric.

7           Lorsque l'équipe de travail de l'entreprise Les  
8           Carrières Bob-Son arrive au chantier, ils arrivent  
9           à l'aéroport de Havre-Saint-Pierre - les bureaux  
10          d'Hydro-Québec étaient à l'époque collés, situés  
11          sur le terrain de l'aéroport - deux personnes, un  
12          contremaître et une personne qui fait des travaux  
13          techniques, donc qui fait pas de travaux de  
14          construction assujettis, se font accueillir par un  
15          représentant d'Hydro-Québec qui leur explique que  
16          leur avis d'affectation n'a pas pu être complété et  
17          qu'ils peuvent pas accéder sur le chantier  
18          présentement.

19                      Cette rencontre-là se fait en présence d'un  
20          délégué de chantier du local 791 qui est  
21          manifestement pas à l'emploi cette journée-là, pas  
22          sur le chantier cette journée-là, qui assiste à  
23          cette rencontre-là et qui discute même au  
24          contremaître en lui expliquant qu'il peut pas  
25          accéder au chantier tant que la question est pas

1 réglée, qu'il y a des négociations qui doivent se  
2 faire. Ce délégué-là a déjà été, on en a déjà fait  
3 état ici, là, c'est Marc Bérubé, l'individu qu'on  
4 surnomme « Capé ».

5 Q. **[26]** L'avez-vous déjà rencontré, monsieur Bérubé?

6 R. Oui.

7 Q. **[27]** Pouvez-vous me le décrire physiquement?

8 Succinctement, bien entendu.

9 R. Physiquement, c'est une personne de grande stature,  
10 je vous dirais six pieds deux (6'2), six pieds  
11 trois (6'3). C'est quelqu'un de très costaud, il a  
12 les mains, des grosses mains, des gros doigts, et  
13 puis souvent il a un « pinch », donc il est chauve  
14 mais souvent il a un « pinch ». Je vous dirais  
15 que...

16 Q. **[28]** Est-ce qu'on pourrait dire que c'est quelqu'un  
17 d'imposant?

18 R. On... Les gens me disent souvent qu'il a l'air d'un  
19 lutteur, de la... un lutteur de la WWF par exemple,  
20 on me dit qu'il... Et c'est quelqu'un qui est  
21 imposant physiquement, forcément.

22 Q. **[29]** Je reviens à ce que vous... Vous avez dit dans  
23 votre dernière réponse « La clause Rambo du  
24 moment » en parlant qu'on devait prioriser les  
25 travailleurs de la Minganie à la Romaine. Qu'est-ce

1           que vous voulez dire par la clause du « Rambo »? La  
2           clause « Rambo », ça je peux le comprendre, vous  
3           l'avez expliquée la semaine passée, mais « du  
4           moment »?

5       R. Bien, c'est que, oui, il y a des coutumes, mais ce  
6       que j'ai constaté c'est que Bernard Gauthier se  
7       sert de ces coutumes-là pour, essentiellement,  
8       contrôler tout mouvement de main-d'oeuvre. Donc,  
9       lorsqu'il veut... il ne veut pas céder à  
10       l'employeur, il veut imposer le travailleur que lui  
11       a désigné, donc il fait appel à la priorisation de  
12       l'embauche dans la région de Minganie. Par contre,  
13       moi, j'ai rencontré plusieurs opérateurs de pelle,  
14       membres du 791 ou de d'autres allégeances  
15       syndicales, de la région de Havre-Saint-Pierre,  
16       qui, eux, m'expliquaient qu'ils étaient déçus de ne  
17       pas travailler au chantier et qu'ils voyaient des  
18       gens de Sept-Îles, de l'entourage à Bernard  
19       Gauthier, travailler alors qu'eux étaient toujours  
20       chez eux, disponibles à l'ouvrage. Quand je parle  
21       des gens de l'entourage, essentiellement, c'est les  
22       gens qui vont exercer les fonctions de délégués de  
23       chantier, notamment, et/ou les gens qui sont... on  
24       me le décrit comme les privilégiés. C'est un  
25       exemple.

1                   Un autre exemple qui me vient en tête par  
2           rapport aux coutumes, j'ai parlé dans mon  
3           témoignage jeudi qu'une des coutumes, des règles  
4           non écrites veut qu'un contremaître ou un  
5           surintendant n'effectue pas le travail d'un  
6           ouvrier. Jamais n'effectue le travail d'un ouvrier,  
7           il ne peut pas montrer l'ouvrage à ses employés, il  
8           doit se tenir loin. Une situation qui s'est  
9           produite au chantier de la mine du Lac Bloom, vers  
10          deux mille neuf (2009), deux mille dix (2010), un  
11          surintendant... c'est une situation dont j'ai pas  
12          fait mention jusqu'à maintenant, mais c'est un  
13          surintendant encore à l'emploi de Polaris. Il a  
14          besoin d'un opérateur et il tente de communiquer  
15          avec Bernard Gauthier pour obtenir les références  
16          d'un membre du local 791, il n'a pas de nouvelles.  
17          Donc, lui, son besoin pressant, il discute avec un  
18          autre employeur qui lui explique qu'il y a un  
19          opérateur qui aime pas son travail, qu'il effectue  
20          chez lui, mais que c'est un bon opérateur puis  
21          qu'il pourrait apprécier son travail au sein de  
22          l'entreprise Polaris. Donc, le surintendant  
23          l'embauche. Il s'avère que cette personne-là est un  
24          membre de la CSN Construction. Quelques jours plus  
25          tard, Bernard Gauthier arrive au chantier, il

1       rencontre ce surintendant-là et, en indiquant... en  
2       pointant du doigt le... le membre de la CSN, lui  
3       demande : « Qu'est-ce qu'il fait là, lui? C'est qui  
4       lui? » Donc, le surintendant lui explique la  
5       situation que je vous ai décrite, Bernard Gauthier  
6       lui dit : « Écoute, tu vas me congédier ça tout de  
7       suite. Si tu fais pas... si tu le congédies pas,  
8       c'est toi qui risques de se faire congédier. »

9               Donc, le surintendant, lorsque je le  
10       rencontre, m'explique qu'il est allé valider auprès  
11       de son employeur... auprès de son patron qu'est-ce  
12       qu'il doit faire. Son patron lui indique de faire  
13       qu'est-ce que Bernard Gauthier veut. Donc, lui...  
14       qu'il a une entente d'exclusivité avec Bernard  
15       Gauthier. Autrement dit, c'est lui qui décide qui  
16       travaille au niveau des opérateurs, de l'écouter.  
17       Donc, il reparle à Bernard Gauthier, il lui dit :  
18       « Bon, regarde, je vais faire ce que tu me dis, ce  
19       que mon patron me dit, je vais congédier le salarié  
20       d'allégeance CSN. Maintenant, j'ai besoin de  
21       quelqu'un et ça presse. » Or, Bernard Gauthier  
22       avait personne à lui référer de disponible à ce  
23       moment-là et lui dit : « Bien, écoute, toi, tu as  
24       tes cartes d'opérateur de pelle, opère la pelle le  
25       temps que je trouve quelqu'un pour te remplacer. »

1 Cette personne-là est un surintendant.

2 Donc, c'est un exemple pour illustrer le  
3 fait que les règles non écrites sont utilisées  
4 lorsque ça fait l'affaire de certains individus.  
5 Lorsque ça fait pas leur affaire, bien, à ce  
6 moment-là, on... on improvise une autre règle ou...  
7 C'est un outil de revendication, essentiellement.  
8 (10:02:47)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Q. **[30]** Est-ce que les personnes qui sont exclues  
11 comme ça ou qu'il met en attendant ou comme la  
12 personne de chez Bob-Son, est-ce que ce sont des  
13 personnes qui ne sont pas affiliées à la FTQ ou si  
14 c'est indifférent, Rambo peut très bien contrôler  
15 des personnes qui sont affiliées à la FTQ et ne pas  
16 choisir celles-là puis en choisir d'autres?

17 R. Souvent c'est indifférent. Souvent c'est  
18 indifférent parce que, parfois, par exemple, une  
19 personne membre du local 791 est exclue par... par  
20 Bernard Gauthier au détriment d'un autre membre du  
21 local 791 de la même région. Parfois c'est un  
22 membre du 791 mais de la région du Saguenay - Lac-  
23 Saint-Jean. Donc, lors... lorsque Bernard Gauthier  
24 en discute, il va dire : « Bien, il faut prioriser  
25 l'embauche de main-d'oeuvre locale », donc ce



1           membre 791 là est exclu parce qu'il est pas dans la  
2           bonne région au détriment de... au profit d'un  
3           autre membre du 791. Parfois c'est un membre de la  
4           CSN. Mais, au final...

5       Q. **[31]** Donc, si je comprends bien, au final c'est  
6           qu'il... il favorise des gens de la région de la...  
7           qui font partie de la FTQ?

8       R. Au final, souvent, c'est le résultat, oui. Le  
9           résultat c'est que ça favorise les gens de la  
10          région, ça permet aux gens de travailler.

11      Q. **[32]** Mais en soi, ça c'est pas quelque chose de  
12          répréhensible?

13      R. Non.

14      Q. **[33]** Mais, est-ce qu'à l'intérieur des gens d'une  
15          même région il y a aussi du favoritisme, non  
16          seulement à l'intérieur des gens d'une même région  
17          ou d'un même syndicat, donc, de la FTQ, mais au  
18          sein de personnes d'une même région?

19      R. Oui, on me l'a rapporté à plusieurs reprises. Comme  
20          lorsque je mentionne qu'il y a des membres du 791  
21          domiciliés dans la région de Havre-Saint-Pierre ne  
22          travaillent pas, au détriment de gens qui sont  
23          réputés comme étant des militants syndicaux qui  
24          vont agir comme délégués de chantier. Donc, à ce  
25          moment-là ces gens-là sont préférés, selon ce qu'on

1 me rapporte, à cause de leur ferveur syndicale.

2 Q. [34] O.K.

3 R. Mais ils sont membres de la même...

4 Q. [35] Et ça n'a rien à voir avec leurs compétences,  
5 par exemple?

6 R. Parfois ça peut avoir rapport avec la compétence.  
7 Parfois lorsque, par exemple, on veut influencer  
8 sur la rentabilité d'une entreprise, on peut lui  
9 référer un salarié qui est moins compétent puis,  
10 dans le fond, l'obliger à utiliser ce salarié-là.  
11 Et c'est déjà arrivé, par exemple, au chantier de  
12 la Romaine, c'est arrivé à l'entreprise Les  
13 Carrières Bob-Son, il avait, toujours à l'automne  
14 deux mille neuf (2009), il avait à son emploi un  
15 bon opérateur membre du 791 de la région de la  
16 Côte-Nord, et après trois ou quatre jours  
17 d'ouvrage, il ne rentre plus au chantier. Il n'est  
18 plus là. Puis il apprend par la suite qu'il a été  
19 référé à Neilson, qui effectue des travaux, ou une  
20 autre entreprise. Donc, il appelle Bernard  
21 Gauthier, puis il lui dit : « Comment ça se fait  
22 que ton membre est plus là, est-ce que tu l'as  
23 référé à une autre entreprise? » Bernard Gauthier  
24 lui dit : « Tu as trop de casques bleus sur le  
25 chantier. » Donc, de casques de gens de la CSN,

1           puis il raccroche la ligne au nez.

2                       Ce que moi je constate avec le cumul de ce  
3           genre de situations-là, c'est que c'est en  
4           représailles au fait qu'il tente de l'empêcher de  
5           contrôler ses mouvements de main-d'oeuvre, qu'il a  
6           décidé de prendre un bon opérateur qui était  
7           profitable pour l'entreprise et de l'envoyer à une  
8           autre entreprise. Puis ça fait en sorte aussi, je  
9           vous dirais, pour l'entreprise Les Carrières Bob-  
10          Son, ça devient non seulement décourageant, mais  
11          c'est que le travail est tout le temps à  
12          recommencer. Donc, là il faut se trouver un nouvel  
13          opérateur, on risque d'avoir des nouveaux  
14          problèmes, selon le choix qu'on a effectué.

15       Q. **[36]** Alors, ce qui veut dire donc que quand on  
16       travaille sur la Côte-Nord, si on a des individus  
17       qui ne sont pas d'allégeance syndicale FTQ, on  
18       risque d'avoir des problèmes même s'il y en a pas  
19       beaucoup?

20       R. Exactement.

21       (10:07:08)

22       Me SIMON TREMBLAY :

23       Q. **[37]** Donc, vous avez donné un exemple de  
24       conséquence lorsqu'un entrepreneur embauche une  
25       personne, un travailleur plutôt, sans avoir

1       consulté monsieur Gauthier, vraisemblablement s'il  
2       lui dit : « Qu'est-ce que c'est ça ce travailleur-  
3       là? » Avez-vous des exemples à la Romaine de  
4       conséquences d'un travailleur qui ne passe pas par  
5       monsieur Gauthier pour pouvoir engager un  
6       travailleur?

7       R. Toujours dans mon exemple à l'automne deux mille  
8       neuf (2009), Les Carrières Bob-Son, lorsque les  
9       deux premiers travailleurs sont arrivés au  
10      chantier, on leur indique qu'ils ne peuvent pas  
11      accéder au chantier, que leur avis d'affectation  
12      leur permettant d'y accéder est pas complété, qu'il  
13      faut qu'il y ait des discussions.

14               Je vous raconte ça de l'angle de ces  
15      travailleurs-là que j'ai rencontrés, j'ai rencontré  
16      un de ces deux travailleurs-là. Et la personne  
17      m'explique que lorsqu'elle arrive au chantier,  
18      d'abord, elle a pas accès au chantier les premières  
19      journées. Donc, elle peut pas installer des  
20      appareils de calcul pour calculer, c'est une  
21      technicienne, donc, c'est quelqu'un qui fait des  
22      calculs, la roche, les quantités, ces choses-là.  
23      Elle, elle a un véhicule qui est identifié à  
24      l'entreprise, Les Constructions Bob-Son, qui est  
25      une petite sous-compacte avec le logo de

1 l'entreprise. Plusieurs personnes lui disent que  
2 lorsqu'elle circule au chantier, qu'elle n'a pas le  
3 droit de circuler sur le chantier avec ce véhicule-  
4 là. Alors que c'est faux, puisqu'il y a des  
5 stationnements de travailleurs où les travailleurs  
6 ont accès à partir de leur véhicule personnel.  
7 Donc, il y a... à plusieurs reprises, elle, elle  
8 constate que Marc Bérubé, l'individu surnommé Capé  
9 ou d'autres individus vont discuter avec le  
10 contremaître qui l'accompagne et elle, ça ralentit  
11 l'exécution ou le début de ses travaux.

12           Donc, dans les premières journées, elle,  
13 elle constate que... elle a l'impression également  
14 qu'elle n'est pas la bienvenue sur le chantier.  
15 Puis pour reprendre les propos qu'elle me disait,  
16 elle disait : « J'essayais de me faire petite. »  
17 Donc, c'est un exemple sous l'angle des  
18 travailleurs. Ce dont j'ai appris dans le cadre de  
19 mon enquête c'est qu'il y a eu une discussion entre  
20 Fernand Gilbert, Bernard Gauthier et Les Carrières  
21 Bob-Son. Et Fernand Gilbert a convenu, afin de  
22 régler l'impasse, d'embaucher le travailleur de la  
23 région de Minganie et Bernard Gauthier aurait  
24 accepté ce compromis-là. Donc, l'entreprise Les  
25 Carrières Bob-Son a pu démarrer les travaux

1           normalement et tenter d'exécuter son contrat.

2                       Ce qui est particulier dans toute cette  
3           histoire-là c'est que quelques mois plus tard, ou  
4           une année ou deux plus tard, j'ai rencontré un  
5           dirigeant de l'entreprise Fernard Gilbert qui m'a  
6           expliqué que ce qu'il a trouvé curieux c'est qu'on  
7           lui a jamais référé, Bernard Gauthier lui a jamais  
8           référé le travailleur de la région de Minganie. Le  
9           travailleur de la région de Minganie, alors qu'il y  
10          avait un poste de disponible pour lui, ne s'est  
11          jamais manifesté. Donc, c'est ce qui me permet, ou  
12          c'est le cumul de ce genre d'événements-là qui  
13          permet de conclure que l'objectif était de  
14          contrôler les mouvements de main-d'oeuvre,  
15          contrôler les embauches de cet entrepreneur-là, Les  
16          Carrières Bob-Son, ce n'était pas uniquement de  
17          favoriser l'embauche de main-d'oeuvre de la région  
18          de la Minganie, ou de main-d'oeuvre de la région de  
19          la Côte-Nord.

20       Q. **[38]** Je pense qu'on a un autre exemple aussi, en  
21       juin deux mille dix (2010), cette fois-ci avec  
22       Neilson-EBC?

23       R. Neilson-EBC débute un contrat important à l'automne  
24       deux mille dix (2010), toujours au chantier de la  
25       Romaine. Bernard Gauthier, accompagné d'un délégué

1 de chantier, rencontre un représentant de  
2 l'employeur au début de son contrat, de l'exécution  
3 de ses travaux. Bon, il lui mentionne, entre  
4 autres, là, qu'on lui a rapporté qu'un contremaître  
5 effectuait de l'ouvrage et que ça enlèverait de  
6 l'ouvrage à un de ses membres. Et s'adressant au  
7 représentant de cet employeur-là concernant les  
8 références d'embauche, il lui dit : « J'ai des  
9 meilleurs travailleurs. Si tu ne passes pas par  
10 moi, si tu demandes des références de d'autres  
11 associations syndicales, oublie-moi, oublie les  
12 bons travailleurs. » Pour l'employeur, le message  
13 est clair.

14 Q. [39] Je pense que cet employeur-là voulait engager  
15 des gens du Saguenay? Un opérateur du Saguenay  
16 notamment?

17 R. L'événement dont on m'a rapporté, cet employeur-là  
18 voulait procéder à l'embauche d'un opérateur qui  
19 était domicilié dans la région du Saguenay. Selon  
20 cet opérateur-là, c'est un « top », un des  
21 meilleurs au Québec en production de tunnels, si ma  
22 mémoire est bonne. Et donc, il embauche cette  
23 personne-là, il envoie l'avis d'affectation à  
24 Hydro-Québec. Un responsable d'Hydro-Québec,  
25 lorsqu'il voit la région de domicile du salarié,

1       communique avec cet employeur-là et lui demande, en  
2       fait il s'assure s'il a pas vérifié s'il y en avait  
3       pas de disponibles dans la région de la Côte-Nord.  
4       L'employeur lui explique c'est le meilleur, c'est  
5       lui qu'il veut, il a besoin de lui absolument pour  
6       l'exécution de ses travaux.

7               Donc, dans le cadre de mon enquête, ce  
8       qu'on m'a rapporté, c'est que le responsable des  
9       relations de travail d'Hydro-Québec, en informe par  
10      la suite Bernard Gauthier afin de s'assurer qu'il  
11      est au courant de l'embauche par cette entreprise-  
12      là d'un opérateur de la région du Saguenay-Lac-  
13      Saint-Jean. Bernard Gauthier semble surpris et dit  
14      qu'il s'en est fait passer une vite par  
15      l'employeur. Il communique avec l'employeur et  
16      emploie des propos menaçants.

17             Lors de la rencontre... j'ai rencontré  
18      Bernard Gauthier en compagnie d'un collègue  
19      concernant cet événement-là et Bernard Gauthier, à  
20      propos des... concernant les propos qu'il aurait  
21      tenus à cet employeur-là, il me mentionne qu'il lui  
22      a dit : « Là tu viens de me passer un sapin taba...  
23      C'est deux à un mais tantôt ça va être deux à deux,  
24      puis quand tu vas avoir besoin de moi, je ne serai  
25      plus là. » Lors de la rencontre, moi je demande à



1 Bernard Gauthier qu'est-ce qu'il veut dire par  
2 « qu'il ne sera plus là »? Donc, il me dit qu'il  
3 est possible, il pourrait peut-être ne pas lui  
4 référer ses meilleurs opérateurs.

5 C'est, comme je vous dirais, un exemple des  
6 répercussions ou des conséquences que le fait de  
7 confronter ou plutôt de ne pas céder à la volonté  
8 de contrôler tout mouvement de main-d'oeuvre, peut  
9 avoir sur l'organisation du travail mais sur la  
10 rentabilité aussi d'un contrat puis, par ricochet,  
11 là, sur le coût global des travaux de construction.

12 Q. **[40]** Et ce travailleur-là était membre de la FTQ  
13 Construction ou d'un autre syndicat?

14 R. Oui, oui. C'est un membre du local 791.

15 Q. **[41]** Mais au Saguenay-Lac-Saint-Jean?

16 R. Exactement.

17 Q. **[42]** O.K. Lorsque vous avez rencontré monsieur  
18 Gauthier dans ce contexte, dans le même contexte  
19 que vous nous décrivez à l'instant, est-ce que vous  
20 lui avez, vous l'avez questionné, pardon, sur la  
21 mobilité provinciale et ce qu'il en pensait dans ce  
22 contexte-là particulier de la Romaine?

23 R. Oui.

24 Q. **[43]** Et...

25 R. En fait, c'est mon patron qui lui a demandé, avant

1 que la rencontre se termine, qu'est-ce qu'il en  
2 pensait et sa réponse a été très brève, en fait, il  
3 a dit : « Je m'en câlisse. » Et il a quitté  
4 promptement sans nous serrer la main, en disant que  
5 peut-être une autre fois, une autre fois il nous  
6 serrerait la main mais pas aujourd'hui.

7 Q. **[44]** Au niveau d'Hydro-Québec, c'est quoi  
8 l'implication, si je prends toujours cet exemple-  
9 là, parce que c'est quand même un chantier d'Hydro-  
10 Québec, donc Hydro-Québec n'est pas dépourvue non  
11 plus de pouvoirs ou, du moins, de possibilités de  
12 voir à éviter ce genre de situations-là?

13 R. Plusieurs employeurs, quelques employeurs, dis-je,  
14 m'ont rapporté que, selon eux, Hydro-Québec  
15 craignait les répercussions d'un... de moyens de  
16 pression de la part de Bernard Gauthier, donc  
17 craignait un ralentissement de travaux, craignait  
18 des arrêts de travaux, craignait l'envenimement des  
19 relations de travail. Un représentant d'Hydro-  
20 Québec m'a déjà mentionné qu'il vérifiait ou il  
21 tentait de s'assurer que l'employeur avait vérifié  
22 s'il y avait de la main-d'oeuvre disponible dans la  
23 région de la Côte-Nord avant d'affecter un  
24 travailleur de l'extérieur afin d'assurer une paix  
25 syndicale sur le chantier.

1 (10:15:47)

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Q. **[45]** Puis quand ils vous demandent s'il y a des  
4 employés disponibles sur la Côte-Nord, est-ce  
5 qu'ils demandent en plus s'ils sont de la FTQ?

6 R. Non.

7 Q. **[46]** Mais le problème est pas réglé parce que si  
8 c'est des employés qui sont de la Côte-Nord mais  
9 qui sont affiliés à la CSN, il va y avoir des  
10 problèmes.

11 R. Oui, probablement.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Q. **[47]** On a vu plus tôt dans votre témoignage,  
14 Monsieur Sabourin, que... Oh! Pardon, vous voulez  
15 ajouter quelque chose?

16 R. Si je peux me permettre, peut-être que ça peut vous  
17 aider à comprendre. Lorsque Bernard Gauthier a  
18 rencontré une de mes collègues dans le cadre d'une  
19 autre enquête dont on va faire mention un petit peu  
20 plus tard, ma collègue lui demande quelles sont ses  
21 fonctions. Donc, il lui mentionne qu'il est  
22 représentant syndical du local 791 dans la région  
23 de la Côte-Nord, mais qu'il représentait pas  
24 seulement les membres du local 791, qu'il  
25 représentait tous les travailleurs de l'industrie

1 de la construction dans la région de la Côte-Nord,  
2 puis il va rajouter en disant que, dans le fond, il  
3 représente toute la Côte-Nord.

4 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

5 Q. **[48]** Diriez-vous qu'Hydro-Québec craint Rambo et  
6 ses méthodes?

7 R. Mes constatations me forcent à vous dire que oui,  
8 il y a une crainte au niveau de... que ça perturbe  
9 l'exécution des travaux.

10 Me SIMON TREMBLAY :

11 Q. **[49]** On a vu plus tôt dans votre témoignage,  
12 Monsieur Sabourin, que ça va des fois, l'emprise de  
13 monsieur Gauthier ou d'autres représentants  
14 syndicaux ou agents d'affaires va jusqu'à empêcher  
15 ou donner l'ordre aux travailleurs de ne pas  
16 accepter un emploi, en d'autres termes, de  
17 boycotter un entrepreneur. Est-ce que vous avez des  
18 exemples concrets à la Romaine de situations  
19 semblables? Et, si oui, peut-être nous expliquer en  
20 même temps les circonstances qui vont mener un  
21 syndicat à donner tel ordre à ses travailleurs, à  
22 ses membres.

23 R. L'Entreprise Fernand Gilbert avait amorcé ses  
24 travaux depuis quelques mois à l'automne deux mille  
25 neuf (2009), donc avant la pause des Fêtes, pendant

1 la pause des Fêtes, pendant quelques semaines, le  
2 chantier est fermé, il y a peu de travailleurs qui  
3 oeuvrent au chantier. Donc, il y a un haut  
4 dirigeant de Fernand Gilbert avait expliqué qu'ils  
5 avaient rencontré leur contremaître et ils avaient  
6 convenu, ils avaient évalué l'ensemble des  
7 opérateurs qui étaient à leur emploi et ils avaient  
8 convenu que lorsque le chantier redémarrerait en  
9 janvier deux mille dix (2010), qu'ils allaient  
10 choisir les gens qu'ils veulent avoir à leur emploi  
11 en fonction des commentaires et de l'appréciation  
12 de la qualité de leur travail qu'ils avaient  
13 effectué au cours des mois précédents.

14 Un représentant de Fernand Gilbert m'a  
15 rapporté que dans les mois qui ont suivi, plusieurs  
16 bons opérateurs qui avaient été, donc, ciblés par  
17 ces contremaîtres-là pourraient être réembauchés  
18 pour poursuivre les travaux pour Fernand Gilbert,  
19 refusaient systématiquement d'accepter leur offre  
20 d'emploi. Et certains allaient même jusqu'à  
21 mentionner que Bernard Gauthier ne voulait pas  
22 qu'ils travaillent pour Fernand Gilbert.  
23 L'information que j'ai appris sur le terrain par  
24 différents intervenants c'est que Bernard Gauthier  
25 espérait pouvoir référer ces membres-là pour une

1 autre entreprise, Neilson-EBC, qui devait débiter  
2 un contrat, là, quelques mois plus tard, donc au  
3 début de deux mille dix (2010). Ce qui est  
4 ironique, c'est que le... le début des travaux par  
5 cette entreprise-là... les travaux ont débuté un  
6 petit peu plus tard, donc il y a probablement  
7 plusieurs membres du local 791 qui ont refusé un  
8 emploi de Fernand Gilbert en janvier ou en février  
9 deux mille dix (2010), qui espéraient travailler en  
10 mars ou en avril, qui n'ont finalement été référés  
11 qu'en juin ou en juillet de l'année deux mille dix  
12 (2010).

13 Q. **[50]** Et lorsque... dans le cadre de vos rencontres,  
14 est-ce que certains de ces travailleurs-là, vous  
15 avez eu l'occasion de les rencontrer et, si oui,  
16 est-ce qu'ils vous font part de leur  
17 mécontentement? J'imagine, là, parce qu'au lieu...  
18 ils perdent trois, quatre mois de salaire  
19 puisqu'ils doivent suivre les instructions de  
20 monsieur Gauthier.

21 R. J'ai pas rencontré aucun travailleur qui avait été  
22 approché par Fernand Gilbert en février deux  
23 mille... deux mille dix (2010). Par contre, j'ai  
24 rencontré d'autres travailleurs de la région de la  
25 Côte-Nord, membres du local 791, qui m'ont fait

1 part souvent qu'ils ne pouvaient pas travailler  
2 parce que Bernard Gauthier ne les... ne les  
3 préférait pas à d'autres travailleurs.

4 Q. [51] Dans le cadre de vos enquêtes et de votre  
5 séjour sur la Cote-Nord, vous avez pu dénoter, je  
6 crois, deux arrêts de travail majeurs dont monsieur  
7 Gauthier était l'instigateur. Je vous demanderais  
8 de nous faire état de vos constatations factuelles  
9 à ce niveau-là, en commençant évidemment par le  
10 premier arrêt de travail. On en a déjà entendu  
11 parler, c'est celui du vingt-cinq (25) novembre  
12 deux mille neuf (2009). Dans le cadre notamment du  
13 témoignage de monsieur Comeau, on a pu voir  
14 notamment une photo, là, de... de la manifestation  
15 en question. Pouvez-vous nous expliquer, vous, vos  
16 constatations factuelles dans le cadre de ce  
17 premier de deux arrêts de travail?

18 R. J'ai rencontré plusieurs témoins dans... dans ce  
19 dossier-là. D'ailleurs, il y a des poursuites qui  
20 ont été recommandées, là, contre Bernard Gauthier  
21 suite à mon enquête, contre Bernard Gauthier et  
22 plusieurs personnes qui avaient contribué à  
23 l'organisation de cet arrêt de travail là et ils  
24 ont tous plaidé coupable pour avoir ordonné,  
25 participé ou appuyé un arrêt de travail illégal, il

1 y a de ça un an ou deux.

2 Q. **[52]** Peut-être nous expliquer maintenant, là, le  
3 contexte de cet arrêt de travail là et qu'est-ce  
4 qui a mené les agissements de tous et chacun, du  
5 moins ce que vous avez pu constater, bien entendu.

6 R. Donc, en novembre deux mille neuf (2009), selon un  
7 responsable de la mécanique ou un mécanicien qui  
8 était responsable de la mécanique chez Fernand  
9 Gilbert m'indique qu'il a constaté, lui, plusieurs  
10 bris sur de la machinerie et qu'il arrive pas à  
11 expliquer la raison pour laquelle il y a une  
12 augmentation subite des bris au niveau de la  
13 machinerie.

14 L'employeur Fernand Gilbert, un  
15 représentant de Fernand Gilbert, m'explique qu'ils  
16 ont convenu de procéder au congédiement d'un  
17 opérateur puisque celui-ci a causé un bris à une  
18 machinerie et ils considèrent que c'est... c'est  
19 pas un accident, autrement dit que c'est... c'est  
20 plus... ils avaient... il avait peut-être pas les  
21 compétences pour... pour opérer cette machinerie-  
22 là. C'est ce qu'ils considèrent et ils conviennent  
23 de congédier cette personne-là.

24 Ils en discutent avec Bernard Gauthier.  
25 Dans un premier temps, Bernard Gauthier semble à



1 l'aise avec... avec ça, compte tenu du bris qui est  
2 survenu. Et le lendemain, je crois, Bernard  
3 Gauthier rencontre un représentant de l'employeur  
4 dans son bureau, dans la roulotte de chantier au  
5 chantier de la Romaine, en compagnie de deux  
6 délégués de chantier. On met le ton à la rencontre  
7 en invectivant l'entreprise, en disant que  
8 c'était... c'est une mauvaise entreprise, que les  
9 contremaîtres traitent mal les salariés. Bernard  
10 Gauthier, selon les propos de cet employeur-là,  
11 crie, il sacre. Donc, l'employeur l'interrompt en  
12 lui disant qu'il y a rien qui va se régler s'il  
13 change pas sa façon de parler puis son attitude,  
14 qu'il acceptera pas de se faire crier après.  
15 Bernard Gauthier se lève en mentionnant qu'il va  
16 régler les choses autrement.

17 Dans... Puis cet élément-là, je vais  
18 revenir... cet élément-là va peut-être répondre à  
19 une question que vous m'avez formulée, Monsieur le  
20 Commissaire, la semaine passée dans mon témoignage.  
21 Vous demandiez si des dirigeants du local 791  
22 avaient été informés du comportement de Bernard  
23 Gauthier. Le surintendant en question, suite à  
24 cette rencontre-là, communique avec le patron de  
25 Bernard Gauthier, le directeur général du local

1           791, pour lui mentionner qu'il n'acceptait pas de  
2           se faire crier après, pour dénoncer le comportement  
3           de Bernard Gauthier, son attitude de façon générale  
4           et il lui mentionne que s'il changeait pas  
5           d'attitude, qu'il allait lui interdire l'accès à  
6           son chantier.

7           Q. **[53]** Quelles ont été les conséquences suite à cette  
8           dénonciation-là de la part de l'entrepreneur auprès  
9           du... dans le fond, monsieur Bernard Girard, là,  
10          qui est le directeur général du 791?

11          R. Dans le courant de cette soirée-là puis le matin  
12          suivant, le vingt-cinq (25) novembre deux mille  
13          neuf (2009), Bernard Gauthier est présent au  
14          campement de la Romaine et on s'affaire, avec les  
15          délégués de chantier, membres du local 791, à  
16          convoquer des réunions syndicales. Par la suite,  
17          les travailleurs... vers six heures le matin (6 h),  
18          les travailleurs quittent la cafétéria et entrent  
19          dans les autobus. Au même moment, il y a les  
20          autobus du quart de nuit qui, eux, arrivent à la  
21          cafétéria. Donc, Bernard Gauthier, en compagnie de  
22          Marc Bérubé et d'autres délégués de chantier,  
23          rencontrent tous les travailleurs, soit à  
24          l'extérieur des autobus ou dans les autobus, pour  
25          leur expliquer qu'il s'était passé un événement la

1           veille, qu'ils voulaient dénoncer l'attitude de  
2           certains dirigeants de Fernand Gilbert à l'endroit  
3           des travailleurs. Ils considéraient qu'on méprisait  
4           les travailleurs de la région de la Côte-Nord. On  
5           mentionne également que... que : « Aucune menace ou  
6           qu'aucun geste d'intimidation ne devra se produire,  
7           que tout doit se faire dans le calme, qu'on doit  
8           simplement aviser les dirigeants de Fernand Gilbert  
9           de notre mécontentement. »

10                       On m'a rapporté les propos tenus dans une  
11           réunion à l'extérieur de l'autobus et dans  
12           l'autobus et... des propos tenus soit par un  
13           délégué de chantier ou Bernard Gauthier - je vous  
14           disais que les propos changent selon les  
15           intervenants qui sont devant nous.

16       Q.   **[54]** Vous voulez dire que les propos qu'on vous  
17           rapporte, évidemment, sont pas les mêmes si vous  
18           questionnez un travailleur, un entrepreneur, est-ce  
19           que c'est ça que vous voulez dire, j'ai de la  
20           misère à...

21       R.   Bien, c'est que lorsque je mentionne... je demande  
22           à un représentant de FGL, qui est présent au  
23           chantier ce matin-là, je lui demande qu'est-ce qui  
24           s'est passé, il me dit que la... une des premières  
25           choses qu'on lui a dit (sic), c'est Marc Bérubé qui

1           lui a dit : « On vient sortir Pierre Laprise. »  
2           Donc, on indique clairement qu'on vient sortir un  
3           individu. Je vous dis ça parce que lorsqu'on  
4           veut... lorsqu'on veut obtenir l'assentiment de  
5           travailleurs de la Côte-Nord, on peut utiliser  
6           l'argument qu'il faut prioriser la main-d'oeuvre  
7           locale si on a besoin de mobiliser des gens de la  
8           Côte-Nord.

9                       Si on a besoin de mobiliser des  
10          travailleurs qui sont déçus de l'attitude de  
11          certains contremaîtres, on dit qu'on veut dénoncer  
12          l'attitude de certains contremaîtres.

13                     Si on agit à titre de représailles, entre  
14          autres parce qu'on... lors d'une conversation avec  
15          notre supérieur on a indiqué à notre supérieur  
16          qu'on allait peut-être expulser Bernard Gauthier du  
17          chantier s'il changeait pas d'attitude. Bien là, à  
18          ce moment-là on peut vouloir sortir un individu du  
19          chantier.

20                     Donc, pour revenir aux événements qui se  
21          sont produits le vingt-cinq (25) novembre, tous les  
22          travailleurs se rassemblent, on embarque dans  
23          l'autobus, autant les travailleurs de jour, de  
24          nuit, et on s'en va sur le pad de Fernand Gilbert,  
25          un espace devant... de stationnement devant les

1           roulottes de chantier de Fernand Gilbert. Il est  
2           très tôt, environ six heures et demie (6 h 30), on  
3           attend l'arrivée de... du surintendant. Un petit  
4           peu après sept heures (7 h), le surintendant arrive  
5           sur les lieux, lorsqu'il arrive on me rapporte  
6           qu'il s'est fait encercler et que plusieurs  
7           travailleurs l'invectivaient, l'insultaient. Un  
8           travailleur en particulier, l'opérateur de pelle  
9           que l'entreprise de Fernand Gilbert voulait  
10          congédier, laisse... laisse penser au témoin qu'il  
11          veut s'en prendre physiquement au surintendant et  
12          c'est Marc Bérubé qui s'interpose entre les deux  
13          individus pour éviter que... que des coups soient  
14          portés. Le surintendant, après quelques minutes,  
15          quitte et va se réfugier à l'intérieur des  
16          roulottes de chantier.

17                 Par la suite, Bernard Gauthier, à bord de  
18          son véhicule, arrive aux abords du groupe de  
19          travailleurs, fait un signe au... à deux délégués  
20          de chantier, Marc Bérubé et un autre délégué de  
21          chantier. Selon ce qu'on me rapporte, ces gens-là  
22          vont discuter avec Bernard Gauthier dans son  
23          véhicule qui, lui, rit. Et il va débarquer de son  
24          véhicule, rassembler les travailleurs un petit peu  
25          à l'écart des roulottes de chantier et tenir un

1 discours, au terme duquel, là, plusieurs témoins  
2 rapportent qu'on entendait des slogans : « So, so,  
3 so, solidarité ». Compte tenu du climat de travail  
4 ce matin-là, l'entreprise, les représentants de  
5 Fernand Gilbert conviennent qu'il est préférable de  
6 ne pas effectuer de travaux, que tout le monde  
7 aille se calmer les esprits, si je puis dire, et  
8 qu'on interrompt les travaux pendant une journée.

9 Q. **[55]** Je vous rappellerai ici, Madame la  
10 Présidente,, Monsieur le Commissaire, notamment les  
11 deux lettres déposées, là, par Michel Comeau, voilà  
12 deux semaines déjà, 108P-1373 et 1374, qui étaient  
13 des correspondances entre FGL et Hydro-Québec en  
14 lien avec ces incidents en question.

15 Dans le cadre de votre enquête, est-ce que  
16 FGL a pu vous dire combien elle estimait les pertes  
17 qu'elle avait subies en lien avec cet... cet  
18 incident-là?

19 R. On m'a fourni un estimé ventilé, détaillé, on  
20 estimait les pertes à environ deux cent soixante-  
21 trois mille dollars (263 000 \$) pour une journée  
22 d'ouvrage.

23 Q. **[56]** O.K. Suite à...  
24 (10:30:01)

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Q. [57] Pour une journée d'ouvrage?

3 R. Oui.

4 Q. [58] Donc, l'absence de travail pendant une journée  
5 représente deux cent soixante-trois mille dollars  
6 (263 000 \$)?

7 R. Oui. On incluait là-dedans les pertes de profit.

8 Me SIMON TREMBLAY :

9 Q. [59] Ça, évidemment, c'est l'estimé fait par FGL?

10 R. Oui.

11 Q. [60] Vous avez pas, j'imagine que vous avez pas  
12 contre-vérifié quoi que ce soit, c'est juste  
13 qu'est-ce que FGL vous a communiqué?

14 R. Exactement, mais dans le cadre d'un autre dossier  
15 j'ai demandé d'autres estimés...

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Q. [61] Avant, oui, mais avant d'en arriver là, vous  
18 dites que ça a été ventilé. Sans y aller  
19 nécessairement dans le détail, qu'est-ce que ça  
20 peut représenter comme... comme rubrique pour en  
21 arriver à deux cent soixante-trois mille (263 000)?

22 R. On prenait... on prenait chaque, la machinerie  
23 était louée, je crois que c'est des crédits-bails,  
24 on prenait chaque machinerie et combien ça coûtait  
25 pour une journée. Alors, en ventilant ça on avait

1           une grosse portion du montant en question, mais un  
2           des... une des préoccupations premières de  
3           l'employeur c'est plutôt des préoccupations d'ordre  
4           contractuel. C'est qu'il y a des pénalités prévues  
5           dans son contrat avec Hydro-Québec, si jamais il  
6           respecte pas son échéancier.

7                       Donc, c'est la raison pour laquelle lorsque  
8           certains individus dans certaines régions font  
9           allusion à des moyens de pression, des arrêts de  
10          travail, ça a beaucoup d'impacts dans l'esprit  
11          de... des employeurs s'ils sont conscients que ces  
12          représentants syndicaux là sont suffisamment  
13          influent pour mettre à exécution leurs menaces ou  
14          les allusions à laquelle ils sont en train de...  
15          l'allusion à laquelle ils sont en train de référer.

16          Me SIMON TREMBLAY :

17          Q. **[62]** Et j'ajouterai également que monsieur Laprise  
18          sera le prochain témoin, donc il sera en mesure,  
19          j'imagine, compte tenu de ses fonctions, de donner  
20          encore plus de détails si vous avez d'autres  
21          questions.

22                       Avant de passer au second arrêt de travail,  
23          est-ce que vous avez constaté... est-ce que vous  
24          avez pu constater dans le cadre de vos enquêtes ou  
25          est-ce qu'on vous a rapporté que suite à cette



1           émeute... pas cette émeute-là, mais cette  
2           manifestation plutôt, là, qu'il y avait eu d'autres  
3           actes, par exemple, du vandalisme?

4       R. Le responsable de l'entretien, le mécanicien  
5           responsable des réparations et de l'entretien de la  
6           machinerie m'a dit que dans les jours qui ont  
7           suivi, il y a du sable qui s'est retrouvé dans un  
8           compresseur.

9       Q. **[63]** Est-ce que vous avez pu savoir si c'était  
10          quelque chose qui pouvait arriver par accident ou  
11          ça prenait nécessairement l'intervention humaine  
12          pour qu'on retrouve du sable dans un compresseur?

13      R. Il m'a mentionné que c'était forcément un geste de  
14          vandalisme, que ça pouvait pas être autrement.

15      Q. **[64]** Donc, ça nous mène au... à moins que vous ayez  
16          quelque chose à ajouter quant à ce premier arrêt de  
17          travail là. Ça nous mène au second arrêt de  
18          travail, je crois celui-ci, je crois qu'il a lieu  
19          en juin deux mille onze (2011) et est en lien, je  
20          crois, avec le transport de travailleurs. Qu'en  
21          est-il exactement, Monsieur Sabourin?

22      R. Bernard Gauthier revendiquait auprès d'Hydro-  
23          Québec, de différents employeurs qu'il y ait des  
24          transports par avion supplémentaires. Il y avait  
25          déjà des transports qui étaient... qui assuraient

1       une liaison entre Havre-Saint-Pierre, Québec et  
2       Montréal. On voulait avoir une liaison avec Baie-  
3       Comeau et avec la Gaspésie, puisqu'il y avait de  
4       plus en plus de travailleurs qui provenaient de la  
5       région de la Gaspésie.

6       Q. [65] O.K. À ce moment-là, qu'est-ce qui s'est...  
7       suite à cette revendication-là, si je peux la  
8       qualifier ainsi, qu'est-ce qui va se passer?

9       R. Les délégués de chantier, qui étaient membres du  
10      local 791, à l'emploi de différents employeurs vont  
11      pendant quelques jours ratisser le chantier pour  
12      rencontrer tous les travailleurs, donc pas  
13      uniquement les membres du 791, mais peu importe le  
14      métier, peu importe l'allégeance, même des  
15      contremaîtres, des surintendants. Donc, on les  
16      informe de la tenue des négociations et on va  
17      annoncer la tenue d'une réunion syndicale. Vers la  
18      fin mai, la veille de l'arrêt de travail, on  
19      annonce la tenue d'une réunion syndicale. Il y a  
20      entre deux à trois cents (200-300) personnes qui se  
21      présentent lors de la réunion et, selon ce qu'on  
22      m'a rapporté, c'est Bernard Gauthier qui prend la  
23      parole lors de sa réunion et il suggère aux  
24      travailleurs de prendre une journée d'étude afin de  
25      faire réfléchir Hydro-Québec, afin de faire

1 réfléchir les employeurs du sérieux de leur demande  
2 concernant le vol.

3 Q. [66] Est-ce que c'est ce qui va se passer, est-ce  
4 que c'est ce qui va se produire? On va faire une  
5 journée d'étude?

6 R. Le lendemain matin, les travailleurs sont... qui  
7 débutent leur quart, sont tous rassemblés au même  
8 endroit, à la cafétéria du campement principal, et  
9 il y a beau... les gens discutent et les gens se  
10 regardent du coin de l'oeil. Il y a des autobus qui  
11 sont proches de la cafétéria. Normalement les  
12 travailleurs quittent vers une certaine heure, six  
13 heures et demie (6 h 30) ou sept heures (7 h)  
14 environ, rentrent dans l'autobus et c'est...  
15 l'autobus va les amener à leur point de travail.  
16 Tout le monde se regarde du coin de l'oeil,  
17 personne se lève, ça chuchote beaucoup, tout le  
18 monde se demande qu'est-ce qui va se passer. Il y a  
19 quelques travailleurs qui m'ont rapporté qu'ils ont  
20 tenté de se diriger vers les autobus.

21 Un travailleur m'indique qu'il y avait un  
22 groupe de gens qui étaient affichés, là, 791,  
23 proche d'un autobus, et lorsqu'ils se dirigeaient  
24 vers l'autobus, il s'est fait dire par l'un d'entre  
25 eux, « Qu'est-ce que tu fais ici? » Puis un autre

1           individu du groupe lui dit « Si tu touches aux  
2           autobus, ils vont sauter. » Donc, pour ce  
3           travailleur-là, le message est clair. Il est  
4           préférable de rester à l'écart puis d'attendre de  
5           voir qu'est-ce qui allait se passer. Mais le  
6           message est clair aussi pour les autres personnes  
7           qui sont témoin de cette situation-là.

8                       Un autre travailleur qui provient de la  
9           région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, lorsqu'il  
10          s'approche des autobus, il s'est fait traiter de  
11          « bleuet » avec des propos injurieux. Donc, il est  
12          pas dans sa région, il comprend un peu le contexte  
13          particulier qui règne au chantier. Il préfère lui  
14          aussi se mettre à l'écart.

15       Q. [67] Est-ce qu'on pourrait dire que, dans le fond,  
16       si la suggestion de monsieur Gauthier devient... on  
17       n'a pas trop, trop le choix. Si je suis un  
18       travailleur ce matin-là, j'ai pas vraiment le choix  
19       de faire une journée d'étude, si je reprends vos  
20       propos, là?

21       R. À ma connaissance, on n'a pas tenu de vote libre.  
22       On n'a pas... Donc, puis il y a des gens qui  
23       seraient forcément allés travailler puisqu'ils se  
24       dirigeaient vers les autobus. Ils étaient là pour  
25       travailler, visiblement. Donc, le résultat net

1 c'est que la grande majorité, voire la quasi-  
2 totalité des travailleurs qui étaient affectés au  
3 chantier cette journée-là, on parle de quelques  
4 centaines, quatre (400) ou cinq cents (500)  
5 travailleurs environ, n'ont pas effectué de  
6 travaux. Ils ont tout simplement pas quitté la  
7 cafétéria.

8 Q. **[68]** Et vous avez enquêté cet arrêt de travail là à  
9 la CCQ?

10 R. Je vous dirais que oui, j'ai enquêté cet arrêt de  
11 travail là, puis je vous dirais que c'est l'enquête  
12 qui a été la plus facile à réaliser parce que, pour  
13 une des seules fois, on avait une plainte conjointe  
14 de plusieurs employeurs.

15 Donc, la plupart des employeurs qui  
16 exécutaient des contrats importants collaboraient à  
17 notre enquête. Ils avaient été sensibilisés. Hydro-  
18 Québec collaborait également à notre enquête. Donc,  
19 on dénonçait tout élément qui pouvait être  
20 pertinent pour démontrer qui était à l'origine de  
21 cet arrêt de travail là, qui l'avait ordonné et qui  
22 y avait, qui l'avait appuyé ou encouragé.

23 Q. **[69]** Et est-ce que ça a donné lieu à un dépôt  
24 d'accusations contre...

25 R. Il y a des poursuites pénales qui ont été

1           recommandées contre les deux délégués de chantier  
2           qui avaient ratissé le chantier, qui avaient  
3           organisé, informé les travailleurs dans les jours  
4           qui ont précédé et il y a des poursuites pénales  
5           également qui ont été recommandées contre Bernard  
6           Gauthier. Ils ont tous plaidé coupable.

7           Q. **[70]** Donc, les trois personnes ont plaidé coupable?

8           R. Oui.

9           Q. **[71]** Est-ce que vous vous souvenez le montant des  
10          amendes qui étaient rattachées à ces plaidoyers-là?

11          R. Le montant de l'amende c'est autour de huit mille  
12          dollars (8 000 \$) pour Bernard Gauthier et entre  
13          cinquante (50 \$) et soixante-quinze dollars (75 \$)  
14          pour les délégués de chantier. Je crois que c'était  
15          l'amende maximale, c'était cent soixante-quinze  
16          dollars (175 \$).

17          Q. **[72]** Pour avoir... Parce que c'est... Peut-être  
18          nous expliquer la distinction des infractions qui  
19          visaient monsieur Gauthier et celles des deux  
20          délégués de chantier pour que les montants soient  
21          quand même... Parce que, d'une part, monsieur  
22          Gauthier est condamné à huit mille dollars  
23          (8 000 \$), ce qui est quand même une somme  
24          substantielle, étant dit que les deux délégués de  
25          chantier sont condamnés à même pas une amende de

1 moins de cent dollars (100 \$), ce qui est quand  
2 même, il y a un contraste là, ici, là. Vous pouvez  
3 nous expliquer pourquoi ce contraste-là? Pourquoi  
4 cette différence-là, devrais-je plutôt dire?

5 R. La loi prévoit, c'est à l'article 113 de la Loi  
6 R-20. On prévoit que l'infraction, la sanction, la  
7 peine va être différente selon la fonction occupée  
8 par le contrevenant.

9 Q. **[73]** La fonction et non le rôle?

10 R. Que la fonction.

11 Q. **[74]** De la fonction syndicale et non le rôle dans  
12 un événement particulier?

13 R. Le montant minimal et le montant maximal de la  
14 peine va être déterminé en fonction du rôle de la  
15 personne.

16 Q. **[75]** Dans l'événement.

17 (10:39:17)

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Q. **[76]** Du rôle dans...

20 R. Oui.

21 Q. **[77]** C'est ça, du rôle dans l'événement ou de la  
22 fonction de l'individu?

23 R. Sa fonction.

24 Me SIMON TREMBLAY :

25 Q. **[78]** Sa fonction syndicale.

1 R. Sa fonction syndicale.

2 Q. **[79]** Donc monsieur Gauthier, dans le cas qu'on  
3 discute à l'instant, a eu huit mille dollars  
4 (8000 \$) d'amende parce qu'il est représentant  
5 syndical pour la FTQ-Construction, local 791 sur la  
6 Côte-Nord.

7 R. Lorsqu'une personne est représentant d'association,  
8 agent d'affaires, gérant d'affaires, dirigeant, le  
9 montant minimal est de, environ sept mille dollars  
10 (7000 \$) et le montant maximal est de soixante-dix  
11 mille dollars (70 000 \$) par jour que dure  
12 l'infraction. Lorsque, pour toute autre personne,  
13 donc un salarié ou tout autre individu, incluant un  
14 délégué de chantier, l'amende minimale est de  
15 cinquante dollars (50 \$) et ce montant-là peut  
16 atteindre quelques centaines de dollars, mais je  
17 crois que le maximum est autour de cent soixante-  
18 quinze dollars (175 \$).

19 Q. **[80]** Donc, est-ce que je dois comprendre que si par  
20 exemple un délégué syndical orchestre un arrêt de  
21 travail, bien les conséquences pour lui vont être  
22 beaucoup moindres que si c'est le représentant  
23 syndical qui orchestre le même arrêt de travail,  
24 c'est ça que je dois comprendre?

25 R. Il y a une énorme différence au niveau de l'amende.



1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. **[81]** Tout à l'heure vous m'avez dit qu'Hydro-Québec  
3 craint monsieur Gauthier, mais là je comprends  
4 qu'Hydro-Québec a, conjointement avec d'autres  
5 entreprises, déposé une plainte contre monsieur  
6 Gauthier.

7 R. Ce n'est pas Hydro-Québec qui a déposé la plainte,  
8 c'est l'ensemble des employeurs qui ont déposé la  
9 plainte et Hydro-Québec a collaboré à notre  
10 enquête. Donc, ils ont emboîté le pas puis ils ont  
11 dénoncé également, eux autres aussi. Je vous  
12 réponds un peu au niveau administratif, à moi,  
13 c'est que je me demande qui est mon plaignant, mais  
14 on pourrait considérer que tous les gens qui ont  
15 collaboré dans le cadre de mon enquête, donc Hydro-  
16 Québec, les employeurs, des travailleurs, des  
17 contremaîtres, des surintendants, ont dénoncé cette  
18 situation-là puisque ils ont collaboré.

19 Q. **[82]** Vous m'avez dit que monsieur Gauthier a  
20 reconnu sa culpabilité, il a été reconnu coupable  
21 dans ce dossier-là?

22 R. Il a changé son plaidoyer, donc il a plaidé  
23 coupable.

24 Q. **[83]** Il a plaidé coupable?

25 R. Exactement.

1 Q. [84] Bon, après avoir plaidé coupable, il est  
2 toujours à l'emploi de la FTQ-Construction, là, sur  
3 le chantier là-bas?

4 R. Oui.

5 Q. [85] Il s'est rien passé de nouveau avec son  
6 employeur qui n'a pas pris de sanctions  
7 particulières dans le contexte où monsieur Gauthier  
8 a été reconnu coupable?

9 R. Pas à ma connaissance, non.

10 Q. [86] O.K.

11 LA PRÉSIDENTE :

12 Q. [87] Qui paie les amendes?

13 R. À ma connaissance, c'est les associations  
14 syndicales.

15 Me SIMON TREMBLAY :

16 Q. [88] Quand vous dites à votre connaissance, d'où  
17 prenez-vous cette information-là?

18 R. Bien, j'ai mentionné jeudi dernier que j'étais à  
19 l'extérieur les deux dernières semaines pour un  
20 procès dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean,  
21 c'est une personne qui m'a mentionné que le local  
22 711 allait payer l'amende même si le représentant  
23 en question n'était plus à leur emploi.

24 Q. [89] C'est le cas de monsieur Jobin, ça?

25 R. Exactement.

1 Q. **[90]** O.K. Donc, ça, de mémoire, c'est pour le  
2 Conseil provincial. Est-ce que vous avez une  
3 information semblable pour la FTQ-Construction ou  
4 d'autres syndicats?

5 R. J'ai pas d'information semblable, comme je vous  
6 dis, c'est, je serais très surpris que la personne  
7 l'ait payée.

8 Q. **[91]** On aura l'occasion de voir avec les, avec  
9 certains prochains témoins, donc...

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[92]** Alors si je comprends bien que même si c'est  
12 dans le cadre, si on peut dire, d'actes  
13 répréhensibles ou d'actes criminels, quand une  
14 poursuite est logée et que l'individu est trouvé  
15 coupable, c'est son association qui paie?

16 R. C'est ce que je présume comme... parce que ce que  
17 j'ai constaté c'est le représentant syndical de  
18 cette association-là qui va assumer sa défense à la  
19 cour.

20 Q. **[93]** O.K.

21 R. Le procureur, c'est-à-dire, de cette association.

22 Q. **[94]** Oui, le procureur de l'association.

23 R. Oui, oui, oui.

24 Q. **[95]** Parfait.

25

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Q. [96] Dernière question sur ce second arrêt de  
3 travail là que vous venez de nous décrire. À  
4 l'instar du premier, est-ce que vous avez  
5 l'occasion, dans le cadre de vos fonctions, de  
6 savoir quelles avaient été les pertes, estimées  
7 toujours et approximatives, bien entendu, suite à  
8 cet arrêt de travail là?

9 R. Les différents employeurs qui effectuaient des  
10 contrats importants à ce moment-là m'ont envoyé des  
11 estimés. Ils situaient environ, ils estimaient  
12 environ trois cent mille dollars (300 000 \$) leurs  
13 pertes pour cette journée de travail perdue.

14 Q. [97] Et ce trois cent mille dollars-là (300 000 \$)  
15 c'est pour l'ensemble des entrepreneurs ou chacun?  
16 Évidemment, approximativement parce que c'est pas  
17 la même envergure de chantier, mais...

18 R. C'est la même...

19 Q. [98] ... c'est global ou...?

20 R. C'est la majorité des employeurs. C'est ceux qui  
21 ont... que j'ai rencontrés dans le cadre de mon  
22 enquête, donc ça regroupait, là, les employeurs de  
23 la grande majorité des travailleurs qui avaient  
24 débrayé cette journée-là.

25 Q. [99] Est-ce que vous avez pu constater, toujours

1 sur la Romaine, là, des problèmes de discrimination  
2 syndicale, à proprement dit?

3 R. Oui. En fait, à l'hiver deux mille onze (2011), il  
4 y a une entreprise qui effectuait des travaux de...  
5 de lignes, donc ils avaient d'embauché... ils avaient  
6 besoin d'embaucher des monteurs de ligne. Les  
7 monteurs de ligne font... lorsqu'ils sont  
8 d'allégeance FTQ Construction, vont être membres du  
9 local de la FIPOE. Lorsqu'ils font le choix  
10 d'allégeance International ou Conseil provincial du  
11 Québec des métiers de la construction, ils vont  
12 être membres du local 568.

13 Et un employeur... des démarches avaient  
14 été faites auprès d'un représentant d'un agent  
15 d'affaires du local 568 de la région de Québec afin  
16 que lui essaie de trouver un monteur de... de  
17 lignes puisqu'il y avait personne de disponible  
18 dans l'ensemble du Québec, il y avait pénurie à ce  
19 moment-là.

20 Donc, cet agent d'affaires là avait trouvé  
21 une personne, je crois, dans la région de l'Estrie  
22 qui était disponible à l'ouvrage, qui était  
23 intéressé à effectuer les travaux. Il communique  
24 avec un responsable de l'embauche de l'entreprise  
25 qui... qui devait l'embaucher et cette personne-là,

1 dans le cadre de notre enquête, on le rencontre. Il  
2 nous dit : « J'ai avisé l'agent d'affaires en  
3 question que je n'embaucherais pas un monteur de  
4 lignes Inter. »

5 On comprend du représentant de cet  
6 employeur-là qu'il ne veut pas être en conflit avec  
7 la FIPOE et il préfère ne pas courir le risque,  
8 donc il est pas question que... qu'il embauche de  
9 l'Inter. Il y a des poursuites pénales qui ont été  
10 recommandées suite à cette enquête-là et  
11 l'entreprise a enregistré... a également plaidé  
12 coupable à l'infraction qui lui était reprochée qui  
13 était d'avoir exercé des mesures discriminatoires  
14 qui... qui portaient atteinte à la liberté  
15 syndicale du travailleur.

16 Q. **[100]** Pourriez-vous nous dire, là, suite aux  
17 constatations, aux dizaines, voire la centaine de  
18 personnes que vous avez rencontrées dans ce  
19 contexte-là et quelques semaines que vous avez  
20 passées à la Romaine et au fil du temps, est-ce que  
21 vous voyez une évolution dans les méthodes de  
22 monsieur Gauthier? Un certain raffinement ou on  
23 change, on modifie nos façons de faire?

24 R. Ce que j'ai constaté, c'est suite aux arrêts de  
25 travail dont j'ai fait mention, Bernard Gauthier,

1           lorsqu'il y a des manifestations ou lorsqu'il y a  
2           un événement où on ralentit ou on arrête les  
3           travaux, il se tient de plus en plus à l'écart.  
4           Donc, le premier événement que j'ai relaté, l'arrêt  
5           de travail qui est survenu le vingt-cinq (25)  
6           novembre au chantier de la Romaine, Bernard  
7           Gauthier était présent. Il était à bord de son  
8           véhicule, il était tout près des manifestants, des  
9           travailleurs qui manifestaient leur désarroi. Il a  
10          même fait un discours sur place. Donc, il a vu que  
11          j'ai rencontré plusieurs personnes qui ont été  
12          témoins de ça.

13                 En juin deux mille onze (2011), tout s'est  
14          fait lors d'une rencontre syndicale. Bernard  
15          Gauthier, personne m'a dit qu'il l'avait vu ce  
16          matin-là dans la cafétéria, donc il était pas là  
17          lorsque les événements sont survenus, lorsque les  
18          travailleurs ont décidé de ne pas rentrer sur  
19          les... au plan de travaux. Et les événements qu'on  
20          rapporte depuis ce temps-là, on réalise que...  
21          qu'aujourd'hui, de plus en plus de délégués de  
22          chantier vont organiser des... des manifestations  
23          ou vont directement entrer en contact avec  
24          l'employeur pour tenter de contrôler les mouvements  
25          de main-d'oeuvre. Donc, je vous dirais, ce qui

1           permet de constater qu'il s'éloigne de l'action de  
2           plus en plus.

3       Q. **[101]** On pourrait maintenant conclure, pas sur  
4       votre témoignage tout de suite, il y aura un  
5       autre... un dernier aspect après ça, mais les  
6       conclusions, peut-être les grandes lignes, parce  
7       que vous témoignez depuis un peu plus d'une  
8       journée. Vous avez fait état de plusieurs enquêtes,  
9       de plusieurs situations, événements qui ont eu  
10      lieu. Je vous demanderais maintenant peut-être de  
11      tirer des conclusions des constats que vous avez  
12      faits, là. Je rappelle, vous avez... ça fait cinq  
13      ans que vous êtes enquêteur à l'Unité des enquêtes  
14      spéciales à la CCQ. Vous avez rencontré en tout et  
15      partout mille (1000) travailleurs, une centaine  
16      plus particulièrement relativement à monsieur  
17      Gauthier à la Romaine. Quelles conclusions pouvez-  
18      vous tirer ou quelles conclusions tirez-vous,  
19      plutôt, des agissements que vous avez pu constater,  
20      là, au fil des années?

21      R. Comme je l'ai mentionné souvent lors de mon  
22      témoignage, chez... dans certaines régions, dans  
23      certaines associations qui représentent certains  
24      métiers, il y a une volonté de quelques individus  
25      de contrôler tous mouvements de main-d'oeuvre au



1           sein d'une entreprise.

2                       Lorsque, Madame la Présidente, vous me  
3           posiez une question la semaine dernière  
4           concernant... vous vouliez savoir quels étaient les  
5           critères qui font en sorte que Bernard Gauthier va  
6           déterminer quel travailleur référer à l'employeur.  
7           L'ensemble des... de ce que j'ai constaté, de ce  
8           qu'on m'a rapporté, m'amène à conclure que le  
9           critère le plus important c'est le contrôle, le  
10          pouvoir, et que les autres critères vont... vont  
11          servir d'arguments de vente.

12                     D'ailleurs, lors d'une rencontre avec  
13          Bernard Gauthier, on... il m'a déjà expliqué que  
14          lui considérait que... qu'il faisait un travail de  
15          vente et il tentait d'assurer un service après  
16          vente. Donc, on emploie l'argument de vente  
17          approprié pour... pour faire réagir l'employeur. Et  
18          c'est ce qui revient continuellement.

19                     Donc, l'important c'est de déterminer qui  
20          travaille et... Puis c'est un peu un cercle vicieux  
21          puisque lorsqu'on... si on contrôle tous mouvements  
22          de main-d'oeuvre, qu'on est capable de déterminer  
23          qui travaille, pour quelle entreprise, on envoie le  
24          message aux travailleurs que : « S'ils veulent  
25          travailler, bien, ils doivent être membres de notre

1 association syndicale. »

2           Donc, on envoie le message lors du prochain  
3 scrutin syndical : « Si vous voulez avoir accès aux  
4 gros chantiers, vous devez être membres de la  
5 FTQ. » On envoie ce message-là aux opérateurs,  
6 entre autres, de la région de la Côte-Nord. Et  
7 c'est un cercle vicieux puisqu'à ce moment-là, le  
8 pouvoir de négociations de... de Bernard Gauthier  
9 va... va augmenter... son membership va augmenter,  
10 son contrôle va augmenter, il va y avoir davantage  
11 de membres et, finalement, il peut finir à avoir un  
12 monopole... un monopole total puisqu'en ce moment  
13 c'est pas un monopole complet. Il y a toujours un  
14 certain nombre de travailleurs qui sont... des  
15 opérateurs de pelle et des manoeuvres, par exemple,  
16 qui sont de d'autres allégeances syndicales. Donc,  
17 c'est un peu... ce que je veux vous mentionner  
18 quand je parle de... c'est un peu un cercle  
19 vicieux.

20 Q. **[102]** Quelle autre conclusion pouvez-vous tirer  
21 également?

22 R. Une autre conclusion c'est que dans les... les  
23 syndicats dont j'ai fait état de certaines  
24 problématiques, certains constats, la plupart du  
25 temps c'est un groupe restreint qui contrôle la

1           volonté de l'Association, qui va contrôler... qui  
2           va tenter, justement, de contrôler tous mouvements  
3           de main-d'oeuvre.

4                       Souvent des membres de ces associations  
5           syndicales là, lorsqu'ils me rencontrent, dénoncent  
6           le comportement de leur représentant syndical.

7           (10:52:08)

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Q. **[103]** Êtes-vous en mesure de nous dire si ce  
10          contrôle, cette prise de possession et cette  
11          volonté de tout contrôler et ce pouvoir amènent...  
12          êtes-vous en mesure de nous dire si vous avez des  
13          éléments de preuve qui peuvent nous porter à croire  
14          qu'il y a aussi des bénéfices personnels qui sont  
15          apportés à monsieur Gauthier?

16          R. Non. Des rumeurs mais pas d'éléments de preuve.

17          Me SIMON TREMBLAY :

18          Q. **[104]** D'autres conclusions?

19          R. Un autre élément c'est que quand on traite de... on  
20          discute de discrimination syndicale,  
21          d'intimidation, dans ces régions-là, dans ces  
22          secteurs de travail là, dans ces métiers-là, il y a  
23          vraiment une loi du silence qui est difficile à  
24          briser. C'est compréhensible compte tenu de... de  
25          l'impact ou de l'ampleur des conséquences que peut

1           avoir une dénonciation. Impact pécuniaire,  
2           financier pour les employeurs mais pour leur  
3           contremaître, leur surintendant et les  
4           travailleurs, ils peuvent perdre leur emploi. Et,  
5           comme certains... certains travailleurs m'ont  
6           rapporté, ils peuvent être sur une... sur une  
7           « blacklist » et ne plus être référés. Tout ça se  
8           fait...

9           LA PRÉSIDENTE :

10          Q. **[105]** Sauf si tout le monde se ligue pour porter  
11           des dénonciations.

12          R. Naturellement. Un autre... un effet collatéral de  
13           tout ça c'est que les travailleurs qui sont membres  
14           d'associations minoritaires ont moins de chance de  
15           travailler, on moins d'opportunités de travail sur  
16           ces chantiers-là. Puis il faut toujours garder à  
17           l'esprit qu'un chantier comme la Romaine, les  
18           chantiers industriels, les chantiers de... de  
19           pipelines, c'est des gros chantiers, normalement  
20           c'est les chantiers où les conditions de travail  
21           sont extrêmement avantageuses par rapport aux  
22           autres travaux. Puis il y a une dimension  
23           particulière même au... concernant les chantiers  
24           éoliens, compte tenu de la rareté de l'emploi dans  
25           le milieu de la construction dans la région de la

1 Gaspésie. Cet attrait-là devient d'autant plus  
2 important pour les travailleurs.

3 Donc, ultimement ces éléments-là peuvent  
4 avoir des conséquences au niveau de l'octroi des  
5 contrats puisque le fait de contrôler tout  
6 mouvement de main-d'oeuvre peut affecter la  
7 rentabilité d'une entreprise.

8 Me SIMON TREMBLAY :

9 Q. [106] Puis au niveau... ah, pardon?

10 R. On peut dissuader une entreprise à soumissionner ou  
11 à effectuer des contrats et ça peut être une des  
12 conséquences lorsque je parlais de l'entreprise de  
13 Baie-Comeau, Les Carrières Bob-Son, une des  
14 conséquences pour cette entreprise-là, elle a pu  
15 être au niveau pécuniaire, mais ça peut être aussi  
16 tout simplement plus difficile à gérer, plus lourd,  
17 plus compliqué, plus compliqué pour ses employés  
18 aussi qu'ils ont... qu'ils ont à faire face à de la  
19 raillerie lorsqu'ils travaillent au chantier ou à  
20 tout autre geste qui peut constituer de  
21 l'intimidation.

22 Donc, ça devient plus compliqué pour tout  
23 le monde, puis ça peut faire en sorte qu'une  
24 entreprise peut décider de jeter son dévolu  
25 ailleurs et d'aller effectuer des travaux dans

1 d'autres régions que dans la région de la Côte-  
2 Nord. Donc, il est clair que ça peut avoir une  
3 influence sur le jeu de concurrence entre les...  
4 entre les entreprises.

5 Q. **[107]** Au niveau du climat de travail, quelles  
6 conclusions on peut tirer?

7 R. D'un point de vue des principaux acteurs sur un  
8 chantier de construction, les travailleurs ça peut  
9 créer un climat malsain, un climat de peur.  
10 Plusieurs travailleurs, notamment au chantier de la  
11 Romaine, c'est un chantier qui est à baraquements,  
12 qui est un petit peu isolé, les gens se sentent  
13 isolés de leur... de leur famille, ils sont là, ils  
14 font des grosses journées et je vous dirais que les  
15 gens sont, dans ces circonstances-là, ils sont  
16 peut-être plus vulnérables à des gestes de  
17 raillerie, à des propos désobligeants par rapport à  
18 leur région de domicile ou par rapport à leur  
19 allégeance syndicale ou au fait tout simplement  
20 qu'ils ont pas le bon chapeau sur la tête ou des  
21 détails comme ça. Ça crée un climat également de...  
22 je vous dirais ça crée un climat de peur où les  
23 gens... les gens sont méfiants, les travailleurs  
24 sont méfiants.

25 Q. **[108]** Est-ce qu'il y a d'autres conclusions que

1           vous êtes en mesure de... conclusions que vous êtes  
2           en mesure de tirer?

3           R. Je pense que ça résume... ça résume pas mal.

4           Q. **[109]** O.K. C'est peut-être une, ah, bien allez-y,  
5           Madame la Présidente.

6           (10:57:07)

7           LA PRÉSIDENTE :

8           Q. **[110]** J'aimerais simplement savoir si... on a  
9           abondamment parlé de la Côte-Nord, est-ce que ces  
10          problèmes sur les chantiers sont... se répercutent  
11          aussi ailleurs au Québec?

12          R. Au niveau de local 791, non. C'est particulier à la  
13          région de la Côte-Nord. Il y a pas... il y a pas de  
14          problème d'aussi grande ampleur nulle part  
15          ailleurs. Au niveau du local AMI, les manoeuvres  
16          affiliés à la FTQ Construction, c'est la même  
17          chose, il y a pas de problème particulier ailleurs  
18          que dans la région de la Côte-Nord.

19          Q. **[111]** Donc, ce que vous nous dites c'est que  
20          partout donc, ailleurs, dans les autres régions du  
21          Québec il n'y a pas de problème de mixité entre les  
22          différentes centrales syndicales?

23          R. Ce que je vous dis c'est qu'il peut en avoir, je  
24          suis pas au courant de toutes les situations, mais  
25          ce dont je peux vous affirmer c'est qu'ils n'ont

1 pas la même ampleur que les problèmes sur des  
2 chantiers de la Côte-Nord. On parle pas du tout de  
3 la même ampleur. Et...

4 Q. **[112]** Est-ce que c'est en voie de progression  
5 cependant, êtes-vous en mesure de pouvoir nous dire  
6 ça?

7 R. Je crois qu'une des dimensions qu'il a... qui a  
8 changé beaucoup, un des aspects qui a changé  
9 beaucoup depuis... depuis deux mille neuf (2009),  
10 il y a eu beaucoup de dénonciation médiatique, ça a  
11 contribué au fait qu'il y a... plusieurs personnes  
12 ont dénoncé des situations.

13 Et lorsque je suis rentré à la Commission,  
14 dans ma première année, en deux mille neuf (2009),  
15 je me rappelle d'une rencontre où je voulais qu'un  
16 représentant d'employeur me dise comment il s'est  
17 senti. J'ai rapidement réalisé que demander ça à  
18 une personne qui a beaucoup d'expérience dans le  
19 milieu de la construction, c'est demander un effort  
20 quasiment surhumain de s'ouvrir et de démontrer des  
21 sentiments.

22 Par contre, ce que j'ai constaté, c'est  
23 qu'il y a un changement à ce niveau-là. Les gens  
24 qui n'osaient pas prononcer le mot « intimidation »  
25 en deux mille neuf (2009), il y a plusieurs



1 personnes qui emploient de plus en plus le terme  
2 « intimidation » lorsqu'ils ont eu peur. Il y a de  
3 plus en plus de gens qui vont le dire lorsqu'ils  
4 ont eu peur. Il y a de plus en plus de gens qui  
5 sont capables d'extérioriser leurs sentiments.

6 Concernant, là, la particularité de la  
7 Côte-Nord, la majorité des chantiers, c'est des  
8 chantiers de petite importance dans les régions  
9 métropolitaines. À ma connaissance, il y a peu,  
10 voire pratiquement pas de problème au niveau des  
11 allégeances syndicales sur ce type de chantiers là.  
12 Les chantiers résidentiels et commerciaux, entre  
13 autres, là, c'est très rare qu'on me fait part  
14 d'une problématique et puis ça correspond, là, la  
15 majorité des travailleurs vont oeuvrer dans ce type  
16 de chantier là naturellement.

17 Me SIMON TREMBLAY :

18 Q. **[113]** Peut-être pour terminer, peut-être nous  
19 parler des principales difficultés que vous et  
20 votre équipe rencontrez dans le cadre de vos  
21 fonctions.

22 R. Donc, une des difficultés importantes dans le cadre  
23 de notre travail, concerne la complexité de  
24 l'application des dispositions prévues dans la Loi  
25 R-20.

1 Q. **[114]** Qu'est-ce que vous voulez dire par là,  
2 Monsieur Sabourin?

3 R. L'assujettissement, la détermination de  
4 l'assujettissement est très complexe. Je faisais  
5 référence à des experts, là, dans cette matière-là,  
6 qui travaillent pour la CCQ. Lorsque la situation  
7 devient problématique, il devient pratiquement  
8 impossible pour moi qui est pas familier avec ces  
9 notions-là, de rendre une décision éclairée. Je  
10 dois me référer à un expert. La jurisprudence  
11 change continuellement en cette matière-là. Il faut  
12 être au fait, là, de tout changement. Ça rend le  
13 travail complexe puisque ça fait en sorte qu'on...  
14 puisque certaines infractions pénales peuvent ne  
15 pas être applicables lorsque les travaux sont pas  
16 assujettis.

17 Q. **[115]** Qu'est-ce... au niveau... Est-ce que la loi  
18 en tant que telle est... je comprends cette  
19 problématique-là, mais est-ce qu'elle est  
20 suffisamment claire, selon vous? Est-ce que...

21 R. Il y a certaines, il y a certains problèmes de  
22 clarté ou d'incohérence, pas juste au niveau de la  
23 Loi R-20, au niveau de l'ensemble des règles, parce  
24 qu'elles sont nombreuses, là, dans l'industrie de  
25 la construction. Mais au niveau de la Loi R-20,

1 souvent dans la loi, on utilise différentes  
2 expressions pour venir traiter de mêmes groupes  
3 d'individus. On va parler d'associations, plus loin  
4 on va parler d'unions ou de syndicats, plus loin on  
5 va parler d'associations affiliées. Comme il y a eu  
6 plusieurs modifications législatives, parfois ça  
7 devient difficile de s'y retrouver et ça devient un  
8 piège pour les tribunaux, si on veut, un piège de  
9 mal interpréter une disposition, toujours selon mon  
10 point de vue.

11 Naturellement, c'est des infractions  
12 pénales qui sont très spécifiques. Il y a des  
13 infractions, comme l'infraction qui concerne la  
14 discrimination, les menaces en lien avec  
15 l'allégeance syndicale, c'est une infraction avec  
16 mens rea, donc on doit prouver une intention  
17 particulière, spécifique.

18 Il y a une infraction qui concerne le fait  
19 d'avoir fait usage d'intimidation ou de menaces  
20 dans le but d'entraver les activités. Donc, c'est  
21 des infractions également où on doit prouver une  
22 intention spécifique. La spécificité de la  
23 formulation de certaines infractions font (sic) en  
24 sorte que, comparativement, là, au code criminel où  
25 de façon générale on emploie des termes plus

1 généraux, alternatifs ou... ça devient plus  
2 complexe.

3 Prendre un exemple, à titre d'exemple, au  
4 niveau des menaces d'intimidation, on a énormément  
5 de plaintes, les gens dénoncent des situations de  
6 menaces et d'intimidation mais qui n'ont pas de  
7 lien avec l'allégeance syndicale. Ça peut être à  
8 caractère criminel. À ce moment-là on réfère ces  
9 situations-là aux autorités policières compétentes,  
10 mais ça peut être au niveau seulement, ça peut être  
11 du harcèlement psychologique ou... La distinction  
12 est difficile à faire.

13 J'ai eu souvent à expliquer que nous, on  
14 s'intéresse à l'intimidation, les menaces dans le  
15 but d'entraver les activités d'un chantier ou qui  
16 portent atteinte ou qui ont pour effet, pour but de  
17 porter atteinte à la liberté syndicale, puis ça  
18 devient complexe.

19 Q. **[116]** Et j' imagine que dans le contexte d'une  
20 preuve hors de tout doute raisonnable, en plus de  
21 la question d'intention ça devient de plus en plus,  
22 ça, comment je pourrais dire, ça rend la chose  
23 encore plus difficile.

24 R. Naturellement.

25 Q. **[117]** O.K. On en a parlé brièvement tout à l'heure,

1 vous parlez de l'omerta, qu'avez-vous à dire au  
2 niveau des craintes de représailles des témoins  
3 dans la difficulté que vous avez, vous, à  
4 rencontrer certains gens pour avoir certaines  
5 informations qui pourraient vous permettre  
6 d'avancer dans vos enquêtes?

7 R. La plupart des gens que j'ai rencontrés dans les  
8 principaux constats que j'ai mentionnés, personne  
9 m'a jamais dit qu'il craignait pas les  
10 représailles. Au contraire, on me dit souvent qu'on  
11 craint les représailles, les salariés craignent des  
12 représailles, certains craignent de ne plus être en  
13 mesure de travailler ou simplement que le contexte  
14 dans lequel ils vont travailler va être plus  
15 difficile; ils vont subir des railleries.

16 J'ai rencontré plusieurs travailleurs dans  
17 le cadre d'enquêtes que j'effectuais pour des  
18 événements survenus au chantier de la Romaine. Dans  
19 une salle, les gens insistaient pour fermer les  
20 rideaux puis les gens mentionnaient si... il y a un  
21 travailleur qui m'a déjà mentionné : « Si quelqu'un  
22 me voit là, moi, je vais me faire écoeurer, je suis  
23 fait. » Donc, il va subir soit des moqueries, des  
24 railleries ou... il préférerait que personne le voie  
25 en train de me rencontrer. Donc, et au niveau des

1       employeurs, bien il y a des répercussions aussi  
2       pécuniaires principalement lorsque les relations de  
3       travail se détériorent, il peut y avoir des  
4       conséquences pécuniaires.

5       Q. **[118]** Comme on a vu, comme vous avez expliqué  
6       amplement au courant de votre témoignage.  
7       Finalement, est-ce que la prescription pour que  
8       vous puissiez ajuster... agir, pardon, donc le  
9       DPCP, le Directeur des poursuites criminelles et  
10      pénales puisse déposer des accusations, quel est le  
11      délai?

12      R. De façon générale, le délai est d'une année à  
13      compter d'événements reprochés.

14      Q. **[119]** Et non à compter de la connaissance que la  
15      CCQ et les enquêteurs peuvent en avoir?

16      R. Il y a quelques infractions qui, de façon  
17      exceptionnelle, on prévoit que le délai peut... est  
18      d'une année à compter de la connaissance par le  
19      poursuivant, jusqu'à concurrence de cinq années,  
20      puis c'est essentiellement des infractions de  
21      fraude, de falsification, d'usage de faux qui sont  
22      visées par cette prescription-là, mais...

23      Q. **[120]** Les infractions justement que vous nous avez  
24      décrites.

25      R. ... pour les situations, les infractions d'arrêts

1 de travail, de menaces, d'intimidation en lien avec  
2 l'allégeance syndicale, c'est une année à compter  
3 de l'événement, la prescription du recours pénal.

4 Q. **[121]** Donc, est-ce qu'il vous arrive, vous, d'avoir  
5 un dossier, recevoir un dossier qui peut s'avérer,  
6 du moins, fondé ou du moins nécessiterait une  
7 enquête pour vérifier davantage les allégations du  
8 plaignant mais que, compte tenu du délai de  
9 prescription d'un an de la commission de  
10 l'infraction présumée, à ce moment-là vous n'avez  
11 pas pu agir?

12 R. Oui, parce que les gens étaient pas à l'aise de me  
13 rencontrer ou de dénoncer cette situation-là dans  
14 les mois ou l'année qui a suivi l'événement. C'est  
15 soit parce qu'ils ont, finalement, ils ont trouvé  
16 un autre emploi permanent ailleurs ou ils vont  
17 changer d'allégeance syndicale au scrutin syndical,  
18 ou il y a un autre événement, il y a d'autres  
19 personnes qui vont dénoncer. Je vous ai parlé qu'en  
20 deux mille neuf (2009), deux mille dix (2010) il y  
21 a eu beaucoup de situations qui ont été médiatisées  
22 puis ça a eu un effet d'entraînement. Donc, il y a  
23 plusieurs personnes qui nous dénonçaient des choses  
24 qui s'étaient produites il y a une année et demie,  
25 il y a deux ans.

1                   Je vous ai fait part d'une situation qui  
2                   s'est produite au chantier du lac Bloom concernant  
3                   un surintendant qui s'est fait dire par Bernard  
4                   Gauthier « J'ai pas personne, j'ai pas de membre de  
5                   disponible, tu peux utiliser la machine le temps  
6                   que je trouve quelqu'un » pour remplacer un salarié  
7                   de la CSN qu'il avait congédié. Cette situation-là  
8                   nous a été rapportée alors que le recours pénal  
9                   était prescrit de quelques semaines, mais c'est que  
10                  ça a pris plusieurs mois avant que la personne, le  
11                  plaignant, se décide à dénoncer cette situation-là.

12       Q. **[122]** On pourrait dire que le contexte de ces  
13                  événements-là et également la dynamique de  
14                  l'industrie de la construction fait en sorte que ce  
15                  délai-là de prescription d'un an de la commission  
16                  des infractions présumées peut davantage causer  
17                  problème que dans un contexte autre ou qu'on a  
18                  peut-être... dans un contexte autre.

19       R. C'est ce que je veux résumer, exactement.

20       Q. **[123]** Il est onze heures et dix (11 h 10), je crois  
21                  que ça fait le tour, je vais quand même me garder  
22                  la possibilité de poser des questions en revenant  
23                  mais j'aimerais davantage savoir ce que les parties  
24                  ont l'intention de faire.

25                  (11:08:37)



1 LA PRÉSIDENTE :

2 Oui, c'est ce que j'allais faire.

3 Me SIMON TREMBLAY :

4 Merci.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Est-ce que des parties sont intéressées à contre-  
7 interroger ou à interroger monsieur Sabourin?

8 Me DENIS HOULE :

9 J'ai des questions à poser à monsieur Sabourin.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Pour combien de temps, Maître Hamel?

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 Maître Houle.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 Maître Houle, excusez-moi. Excusez-moi, Maître  
16 Houle.

17 Me DENIS HOULE :

18 Merci. Peut-être un vingt (20) minutes. Peut-être  
19 vingt (20) minutes.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Parfait. Qui d'autre?

22 Me ROBERT LAURIN :

23 La FTQ Construction, environ une heure.

24 LA PRÉSIDENTE :

25 Parfait.

1 Me SIMON TREMBLAY :

2 Bonne pause, merci.

3 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

4 REPRISE DE L'AUDIENCE

5 \_\_\_\_\_

6 Me SIMON TREMBLAY :

7 Donc, Madame la Présidente. Monsieur le

8 Commissaire, j'ai terminé avec le témoin Sabourin.

9 Donc, j'inviterais mon collègue Robert Laurin à

10 procéder, à poser ses questions au témoin. Merci.

11 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

12 Peut-être en attendant.

13 Q. **[124]** Écoutez, dans vos pouvoirs d'enquête,

14 LA GREFFIÈRE :

15 Monsieur Sabourin...

16 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

17 Q. **[125]** ... est-ce qu'il y a des choses que...

18 LA GREFFIÈRE :

19 Excusez-moi.

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Oui.

22 LA GREFFIÈRE :

23 Monsieur Sabourin... vous êtes sous le même

24 serment.

25 R. Oui.

1 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

2 Q. **[126]** Justement, dans vos pouvoirs d'enquête, est-  
3 ce qu'il y a certains éléments de pouvoirs  
4 d'enquête que vous aimeriez avoir et que la loi ne  
5 vous donne pas présentement?

6 R. Comme j'ai mentionné, par ricochet, on a certains  
7 pouvoirs d'agent de la paix, là, par ricochet, dont  
8 les pouvoirs d'identifier une personne, mais ça  
9 nous prend l'assistance de... d'un policier à ce  
10 moment-là pour le... pour le faire. C'est sûr que  
11 si on avait le statut d'agent... d'agent de la  
12 paix, on passerait pas par... par cette  
13 gymnastique-là.

14 Q. **[127]** Cette gymnastique-là vous retarde un peu dans  
15 vos travaux ou crée des contraintes supplémentaires  
16 qui font en sorte que, dans le fond, certaines de  
17 vos enquêtes écopent un peu de ça.

18 R. Ça nous retarde, mais c'est peut-être davantage au  
19 niveau de l'impact qu'on aurait sur un chantier de  
20 construction.

21 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ROBERT LAURIN :

22 Q. **[128]** Monsieur Sabourin, bonjour. Robert Laurin  
23 pour la FTQ Construction.

24 R. Bonjour.

25 Q. **[129]** Je pense qu'on se connaît.

1 R. Oui.

2 Q. **[130]** Bon. Je vous précise tout de suite que, en ce  
3 qui concerne monsieur Gauthier, évidemment on  
4 m'informe que monsieur Gauthier sera témoin, donc  
5 il sera appelé à donner des explications sur les  
6 différents événements qui le concernent. Je n'ai  
7 donc pas l'intention de vous poser des questions  
8 pour vous faire expliquer davantage les événements,  
9 il le fera. Cependant, en parlant de monsieur  
10 Gauthier, je vous demande : est-ce que, vous, vous  
11 êtes au courant des circonstances de l'arrivée de  
12 monsieur Gauthier comme représentant syndical sur  
13 la Côte-Nord?

14 R. Non.

15 Q. **[131]** Non. Vous en avez pas eu une connaissance  
16 personnelle, je le comprends. Est-ce qu'on vous a  
17 rapporté comment ça s'était... pour quelles raisons  
18 finalement on avait été chercher monsieur Gauthier  
19 pour en faire un représentant syndical?

20 R. Pas spécifiquement. On m'a parlé de... du fait  
21 qu'il avait déjà travaillé dans... dans l'armée,  
22 dans les Forces armées canadiennes, que c'était  
23 quelqu'un qui exerçait un certain leadership à  
24 cette époque-là, mais...

25 Q. **[132]** Est-ce qu'on vous a expliqué - mais je ne

1       serai pas très... je prolongerai pas très longtemps  
2       sur le thème, mais est-ce qu'on vous a expliqué  
3       pourquoi on avait besoin ou on avait estimé avoir  
4       besoin d'un... d'une personne ayant une formation  
5       militaire pour agir comme représentant sur la Côte-  
6       Nord? Si vous le savez, si vous ne le savez pas...

7       R. On me l'a jamais expliqué.

8       Q. **[133]** O.K. Maintenant, je comprends de votre  
9       témoignage... Je reprendrai pas tous et chacun  
10      des... des dossiers auxquels vous avez référés, on  
11      serait ici probablement pour un bon bout de temps.  
12      Il y a certains éléments que je vais revoir avec  
13      vous dans le cadre du temps que j'ai annoncé.

14                Tout juste avant, je vais vous demander...  
15      Évidemment, vous avez fait un exercice que je...  
16      que je présume être impartial. C'est-à-dire vous  
17      n'avez pas de préjuger à priori, vous n'aviez pas  
18      de préjugé contre monsieur Gauthier ou les  
19      représentants syndicaux dont vous avez parlés?

20      R. Ça fait partie de mon travail de tenter de...  
21      D'abord, je suis pas témoin des faits, mais  
22      c'est... c'est de tenter de... de m'éloigner puis  
23      de rester le plus neutre et objectif possible.

24      Q. **[134]** Je vous pose la question pour préparer la  
25      suivante. Vous l'avez peut-être devinée. Est-ce

1 qu'il est pas exact qu'avec la présence de monsieur  
2 Gauthier, en ce qui concerne la Côte-Nord, on a  
3 beaucoup moins de travail au noir que dans d'autres  
4 régions justement à cause de sa présence et de  
5 son... Et sans... sans mettre... remettre en  
6 question les... les comportements que vous déplorez  
7 ou qu'on peut déplorer. Mais, indépendamment de ça,  
8 il y a un côté positif par ailleurs et je le  
9 vérifie avec vous. C'est que monsieur Gauthier, sa  
10 présence fait en sorte qu'il y a pas beaucoup de  
11 travail au noir sur la Côte-Nord?

12 R. Votre question... votre question, Maître...

13 Q. **[135]** Ma question c'est qu'effecti...

14 (11:47:52)

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Q. **[136]** À cause des agissements de monsieur Gauthier,  
17 il y a pas de travail au noir? Est-ce qu'il y a du  
18 travail au noir sur la Côte-Nord?

19 R. Moi, c'est sûr, je peux pas... je peux pas parler  
20 du travail au noir compte tenu que ça concerne pas  
21 mon travail. Par contre, je peux vous dire ce qu'un  
22 ancien directeur du... m'a déjà mentionné, de la  
23 région de Sept-Îles, de la CCQ, m'a déjà mentionné.  
24 C'est qu'il y avait très peu de travailleurs  
25 sans... qui détenaient pas de certificat de

1 compétence sur les chantiers. Il m'avait expliqué  
2 que la particularité, dans sa région, c'est que les  
3 gens se connaissent tous, donc ça devient... les  
4 gens se font... se font remarquer et se font  
5 dénoncer. Et le travail de... de vérification est  
6 plus facile puisque les gens se connaissent.

7           Donc, l'inspecteur, à titre d'exemple, là,  
8 il peut avoir déjà l'information, il peut déjà  
9 savoir d'une plainte anonyme qui a été vu, quel  
10 individu a été vu sur le chantier en train de faire  
11 tels types de travaux sans détenir des cartes.  
12 Alors que comparativement à Montréal, où il y a  
13 beaucoup plus de gens, bien, c'est plus anonyme.  
14 Mais c'est une réalité de la région, là. C'est ce  
15 qui me vient en tête pour répondre à votre  
16 question, mais j'ai pas... concernant le travail au  
17 noir, j'ai pas de... d'information particulière par  
18 rapport à ça.

19 Me ROBERT LAURIN :

20 Q. **[137]** Je vais risquer une question additionnelle  
21 avant de passer à un autre sujet. Je sais pas s'il  
22 est à votre connaissance qu'une des façons... une  
23 des façons les plus populaires pour le travail au  
24 noir c'est de... par exemple, un entrepreneur de  
25 l'extérieur qui fait une entente avec ses salariés,

1       qui ont droit, par exemple, à un paiement d'une  
2       pension, à l'effet qu'il va tout payer, donc tout  
3       va être enregistré à la CCQ, mais en contrepartie  
4       d'un travail, d'un contrat sur la Côte-Nord, le  
5       salarié va rembourser une partie des sommes qu'il  
6       reçoit, rembourser ça à l'employeur? Comme je vous  
7       dis, je prends une chance puisque c'est peut-être  
8       connu à la CCQ. Vous en êtes peut-être au courant  
9       ou pas, c'est ce que je vérifie?

10      R. C'est pas à ma connaissance, non.

11      Q. **[138]** C'est pas à votre connaissance. O.K. Vous  
12       avez expliqué vos pouvoirs d'enquête, les pouvoirs  
13       qui émanent, en particulier, de la Loi sur la  
14       commission... sur les commissions d'enquête.  
15       Expliquez-nous un peu plus la démarcation entre le  
16       travail qui est le vôtre et celui de l'inspecteur.  
17       On comprend que l'inspecteur de chantier se rend  
18       sur un chantier pour aller faire des constats, par  
19       exemple, sur les cartes de compétence et  
20       probablement d'autres sujets. Comment ça se  
21       démarche, chez vous, entre le travail de  
22       l'inspecteur et le travail de l'enquêteur?

23      R. C'est plus facile pour moi de parler en détail du  
24       travail que, moi, j'effectue. Je connais pas en  
25       détail le travail qui est effectué par les



1 inspecteurs. Mais, de façon générale, comme vous le  
2 mentionnez, on vérifie l'application des  
3 conventions collectives, on vérifie l'application  
4 de la loi, on fait des visites de chantiers.  
5 Donc... Alors que, moi, de façon générale, je fais  
6 des enquêtes. Par contre, il est pas impossible que  
7 j'aie à... par exemple, à faire certaines  
8 vérifications sur un chantier puis qu'à ce moment-  
9 là, je puisse, si on veut, faire le même genre de  
10 travail qu'un inspecteur, là, mais ça m'arrive pas  
11 ou peu.

12 Q. **[139]** Je comprends que l'inspecteur peut visualiser  
13 des choses sur un chantier, peut demander à voir...  
14 par exemple, on prend toujours l'exemple des cartes  
15 de compétence, c'est pas la seule chose qui est  
16 vérifiée par un inspecteur, mais il peut visualiser  
17 des choses sur un chantier. Lorsque ça nécessite  
18 une enquête dans les livres, par exemple, de la  
19 compagnie ou une enquête plus approfondie, est-ce  
20 que ça relève pas, à ce moment-là, de votre  
21 département ou de votre service à vous?

22 R. Non.

23 Q. **[140]** Non. C'est-à-dire que l'inspecteur peut lui-  
24 même faire des études de documents, de papiers, de  
25 requérir des informations comme vous le faites?

1 R. Non.

2 Q. **[141]** Non?

3 R. Je peux pas vous dire... je suis pas au courant de  
4 comment ils font leur travail.

5 Q. **[142]** Est-ce qu'il y a des dossiers qui vous sont  
6 référés et qui proviennent de l'inspection?

7 R. Oui.

8 Q. **[143]** Et dans quelles circonstances?

9 R. J'en ai pas fait mention mais c'est les dossiers de  
10 fraude, falsification, usage de faux, des dossiers  
11 de lettre d'état de situation de la CCQ falsifiés  
12 ou autres documents, il arrive à l'occasion qu'une  
13 enquête est initiée suite à des informations  
14 transmises par des gens qui font des activités  
15 d'inspection.

16 Q. **[144]** Comment vous sont attribués les dossiers  
17 d'enquête, comment ça fonctionne?

18 R. C'est mon supérieur immédiat qui désigne un  
19 enquêteur responsable d'un dossier.

20 Q. **[145]** Qui vous assigne un dossier d'enquête?

21 R. Exactement.

22 Q. **[146]** Vous êtes combien d'enquêteurs à la CCQ?

23 R. Quelques-uns, le nombre peut varier. Il est déjà  
24 arrivé par le passé qu'on a greffé à notre équipe  
25 plusieurs ressources, particulièrement lors de...

1        lors de l'étude du projet de loi 33 qui visait à  
2        modifier les règles sur la référence d'embauche. À  
3        ce moment-là, on nous avait greffé des gens de  
4        d'autres milieux afin de... afin de répondre au  
5        nombre très exceptionnel je vous dirais, mais pas  
6        exceptionnel, mais au nombre très élevé de plaintes  
7        qu'on avait reçues. C'était quelques centaines de  
8        plaintes qu'on avait reçues des événements qui  
9        s'étaient tous produits dans l'espace de quelques  
10       journées. Donc...

11      Q. **[147]** Actuellement vous êtes combien?

12      R. Actuellement on est au total, dans l'équipe, sept,  
13       huit.

14      Q. **[148]** Il y a des inspecteurs qui s'occupent  
15       uniquement, à ce qu'on me dit, mais c'est vous qui  
16       le savez, uniquement de faire des enquêtes sur le  
17       personnel de la CCQ, est-ce que vous les  
18       comptabilisez?

19      R. Oui.

20      Q. **[149]** Oui. Et ils sont combien?

21      R. Sept, huit, c'est le même groupe d'individus, ça  
22       dépend de l'assignation du dossier.

23      Q. **[150]** Il y a pas d'enquêteur assigné expressément  
24       et spécifiquement aux enquêtes sur le personnel de  
25       la CCQ?

1 R. Non.

2 Q. **[151]** Non. O.K. Je vais vous parler du travail au  
3 noir puisque vous me dites ou semblez me dire que  
4 ça relève pas de vous. Qui s'occupe des enquêtes  
5 sur le travail au noir?

6 R. Les bureaux régionaux, les gens qui travaillent à  
7 l'inspection dans les bureaux régionaux, incluant  
8 le bureau de Montréal, de Québec.

9 Q. **[152]** C'est eux, exclusivement eux? C'est pas votre  
10 service?

11 R. Bien à ma connaissance, c'est eux qui traitent ça,  
12 moi j'en fais pas.

13 Q. **[153]** O.K. Est-ce qu'il y a un sous-département  
14 particulier, parce que le travail au noir vous  
15 savez c'est à coût de milliards de dollars. Est-ce  
16 qu'il y a un département particulier qui s'en  
17 occupe, est-ce qu'il y a une stratégie quelconque  
18 au niveau des enquêtes pour adresser, « adresser »  
19 c'est un mot anglais, pour s'occuper de cet immense  
20 problème qu'est le travail au noir? Et qui est  
21 particulièrement aigu dans le secteur de  
22 l'industrie de la construction.

23 R. Il doit y en avoir une, mais je suis pas au  
24 courant.

25 Q. **[154]** Vous êtes pas au courant.

1 R. Si je travaillerais à l'inspection probablement que  
2 je serais au courant, mais comme je vous dis je  
3 fais pas ce type de travail-là.

4 Q. **[155]** Vous êtes à la CCQ, vous avez dit depuis  
5 combien de temps?

6 R. Mars deux mille neuf (2009).

7 Q. **[156]** Deux mille neuf (2009). O.K. Donc, travail au  
8 noir c'est pas votre... c'est pas votre champ  
9 d'activité et vous savez pas, je vous blâme pas,  
10 mais vous savez pas si effectivement il y a...  
11 (11:55:59)

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Q. **[157]** Je comprends que vous travaillez dans un  
14 département différent de celui des inspecteurs et  
15 est-ce que je comprends aussi que vous n'avez pas  
16 de lien ou d'échange entre les inspecteurs et les  
17 enquêteurs?

18 R. On n'a pas de lien avec les inspecteurs ou les  
19 enquêteurs aux livres. Physiquement on travaille  
20 dans un endroit séparé aussi, là, dans un...  
21 j'appellerais ça un racoin, mais on doit franchir  
22 une porte, il y a un système d'alarme.  
23 Physiquement, on est aussi séparé.

24 Me ROBERT LAURIN :

25 Q. **[158]** O.K. Et il y a pas de rencontre à l'intérieur

1 de la CCQ, de forum où différents départements sont  
2 appelés à contribuer à cette... à cette offensive  
3 qui pourrait avoir lieu contre le travail au noir.  
4 Il y a pas de meeting, de forum?

5 R. Je suis pas au courant de la tenue de ce type de  
6 rencontre-là. On n'a pas à m'en informer non plus,  
7 compte tenu que je fais pas ce travail-là.

8 Q. **[159]** O.K. Est-ce que... et je prends un risque  
9 encore, est-ce qu'il y a pas certaines formes  
10 d'enquête à l'égard du travail au noir qui  
11 pourraient relever du service d'enquête, parce que  
12 l'inspection ce qu'ils font c'est qu'ils vont sur  
13 les chantiers, ils peuvent voir qu'il y a des gens  
14 qui sont pas enregistrés ou qui n'ont pas de carte,  
15 mais ce n'est qu'une forme du travail au noir. Le  
16 travail au noir, c'est beaucoup plus que ça dans la  
17 construction. Mais peut-être que vous le savez pas  
18 non plus, comme vous dites vous êtes complètement  
19 isolé et c'est pas.

20 R. Mais en fait ce que je constate c'est que vous  
21 semblez vous y connaître beaucoup plus que moi, je  
22 vous dis que les stratagèmes ou les façons de  
23 fonctionner, je les connais pas parce que je les  
24 vois pas. Dans le cadre de mon travail je  
25 m'intéresse pas à ces éléments-là.

1 Q. **[160]** O.K. Vous vous y intéressez pas et on vous  
2 les communique pas. C'est ce que je comprends. Ça  
3 fait que vous, vous faites des enquêtes qui vous  
4 sont dépêchées ou qui vous sont remises  
5 relativement à des plaintes.

6 Il y a eu par exemple, relativement à une  
7 grève de trois jours en octobre deux mille onze  
8 (2011), les vingt et un (21), vingt-quatre (24) et  
9 vingt-cinq (25) octobre, il y a eu deux cent  
10 cinquante (250) plaintes pénales logées par la CCQ.  
11 Avez-vous été appelé, mis à contribution, dans le  
12 cadre des enquêtes pour constituer les dossiers des  
13 deux cent cinquante (250) plaintes pénales?

14 R. Oui.

15 Q. **[161]** Oui. Et vous avez été impliqué, vous avez  
16 fait quoi comme travail dans le cadre de ce dossier  
17 ou ces dossiers?

18 R. Le même travail que je fais habituellement, des  
19 démarches d'enquête, rencontres de témoins,  
20 recueillir des déclarations, recueillir différents  
21 éléments de preuve.

22 Q. **[162]** Et vous avez été impliqué dans à peu près  
23 combien de dossiers?

24 R. Vous voulez dire sur le nombre total des deux cent  
25 cinquante-cinq (255) qui auraient été recommandés

1           au Directeur des poursuites criminelles et pénales?

2       Q. **[163]** Bien j'ai dit deux cinquante (250) mais si  
3           vous me dites, vous me corrigez, vous dites deux  
4           cinquante-cinq (255), j'ai pas de problème avec ça  
5           mais sur, effectivement, ce lot de plaintes pénales  
6           qui a demandé la constitution de dossiers, vous  
7           avez été impliqué dans combien de ces dossiers?

8       R. Environ le quart je vous dirais. Impliqué soit  
9           directement parce que c'était moi qui étais  
10          responsable ou impliqué en support d'une personne  
11          qui a été greffée à notre équipe pour faire face au  
12          nombre important de plaintes.

13      Q. **[164]** O.K. Est-ce qu'on peut comprendre que dans  
14          ces deux cent cinquante (250) dossiers ou dans le  
15          quart... dans les dossiers dans lesquels vous avez  
16          été impliqué, il y a des efforts importants, ça va  
17          de soi, qui ont été mis pour monter les dossiers  
18          avant de les remettre à la Direction des affaires  
19          pénales et criminelles?

20      R. Oui.

21      Q. **[165]** Oui. Et vous, vous avez consacré à peu près  
22          combien de temps à la préparation de ces dossiers  
23          sur les plaintes relativement à ce seul événement?

24      R. Juste concernant... votre question concerne  
25          seulement monter le rapport d'infractions générales



1 et les éléments de preuve en annexe qu'on transmet  
2 au...

3 Q. **[166]** Le travail que vous avez fait relativement à  
4 ces plaintes qui ont été remises au bureau du  
5 Directeur des affaires pénales et criminelles?

6 R. Naturellement, on avait d'autres plaintes, on nous  
7 transmettait d'autres plaintes pendant les mois qui  
8 ont suivi, là...

9 Q. **[167]** Hum, hum.

10 R. ... mais ça m'a occupé pendant plusieurs semaines  
11 de façon, je vous dirais, je faisais beaucoup  
12 d'heures pendant plusieurs semaines et pendant les  
13 mois qui ont suivi aussi, ça m'a... ça a occupé une  
14 partie importante de mon travail...

15 Q. **[168]** O.K.

16 R. ... jusqu'à ce que, finalement, au courant de  
17 l'été, là, que ça occupe une partie, au courant de  
18 l'été deux mille douze (2012), que ça occupe une  
19 partie infime de mon travail.

20 Q. **[169]** O.K. Et par la suite, est-ce que vous êtes  
21 impliqué dans les procès qui auront lieu devant les  
22 cours pénales?

23 R. Oui.

24 Q. **[170]** Oui. Puisque vous êtes annoncé comme témoin  
25 dans un certain nombre de dossiers, c'est à votre

1           connaissance?

2           R. C'est fort possible.

3           Q. **[171]** Quand vous dites « plusieurs semaines ont été  
4           consacrées », un ordre de grandeur, je sais que, je  
5           vous demande pas d'être parfaitement précis?

6           R. À temps plein, ça peut être environ dix, dix -  
7           douze (10-12) semaines à temps plein.

8           Q. **[172]** O.K.

9           R. Donc à ne faire que ça.

10          Q. **[173]** À ne faire que ça. Et vous en avez fait le  
11          quart?

12          R. Environ.

13          Q. **[174]** Environ.

14          R. Dont j'étais l'enquêteur responsable ou dont  
15          j'agissais en support d'une autre personnel.

16          Q. **[175]** O.K. Maintenant...

17          R. Naturellement, c'était une situation qui était  
18          particulière compte tenu du nombre, compte tenu  
19          qu'on avait reçu quelques centaines de plaintes...

20          Q. **[176]** Hum, hum.

21          R. ... qu'on devait enquêter.

22          Q. **[177]** Hum, hum. Donc, et qui assume la  
23          communication entre le dossier que vous constituez  
24          à partir de votre enquête ou de vos enquêtes, et le  
25          bureau du Directeur des affaires pénales et

1           criminelles?

2           R. De façon générale, les communications se font entre  
3           mon supérieur immédiat et une procureure qui  
4           travaille à la Direction des poursuites criminelles  
5           et pénales, qui est spécifiquement attitrée à nos  
6           dossiers.

7                       De façon exceptionnelle, l'information peut  
8           transiger entre le procureur... lorsque le procès  
9           approche, la date du procès approche, là  
10          l'information va se transmettre entre le procureur  
11          assigné au dossier et l'enquêteur qui a effectué  
12          l'enquête.

13          Q. **[178]** Et vous, pour mettre le temps que vous y avez  
14          mis dans le nombre de dossiers que vous avez  
15          traité, j'imagine c'est votre directeur qui en a  
16          décidé ainsi? C'est pas vous qui avez pris  
17          l'initiative de traiter, je sais pas combien de  
18          dossiers?

19          R. Mon supérieur immédiat est pas directeur mais c'est  
20          lui, effectivement, qui assigne les dossiers donc  
21          on m'assigne à peu près le quart ou le cinquième  
22          des dossiers et je fais les enquêtes dans ces  
23          dossiers-là.

24          Q. **[179]** O.K. Je présume, évidemment pour les fins du  
25          dossier, que c'est pas vous non plus qui décidez

1           combien de plaintes vont être rapportées ou  
2           soumises au bureau du directeur des affaires  
3           pénales et criminelles?

4       R. Bien, en fait, j'ai pas à décider combien de  
5           plaintes vont être soumises, moi, si j'ai de la  
6           preuve, puis je vous dirais qu'il est moindrement  
7           susceptible de convaincre un tribunal, je vais  
8           soumettre ça à l'appréciation du Directeur des  
9           poursuites criminelles et pénales. Naturellement,  
10          ça ne veut pas dire que je vais lui transmettre  
11          n'importe quoi mais ça, je vous dirais qu'il y a  
12          une partie de cette discrétion-là qui appartient  
13          au, en fait, c'est ce qu'on me demande à faire  
14          comme travail...

15       Q. **[180]** Hum, hum.

16       R. ... amasser la preuve et soumettre ça à l'attention  
17          du DPCP.

18       Q. **[181]** Et si on met de côté les plaintes pour  
19          l'événement dont je vous parle, il y a eu pendant  
20          l'époque où vous avez travaillé comme enquêteur  
21          jusqu'à maintenant combien de plaintes pénales de  
22          soumises concernant Bernard Gauthier? Des plaintes  
23          soumises au Directeur des poursuites civiles et  
24          pénales.

25       R. Le chiffre exact, je vous dirais environ une

1           dizaine.

2       Q. **[182]** Environ une dizaine?

3       R. Oui, de rapports d'infractions générales soumis au  
4       DPCP.

5       Q. **[183]** Sur une période de?

6       R. Sur une période, quand je vous dis environ une  
7       dizaine, je parle, moi, personnellement...

8       Q. **[184]** Hum, hum.

9       R. ... environ une dizaine. Il est possible que mes  
10       collègues en aient fait davantage, non, je ne suis  
11       pas au courant, mais moi, personnellement, environ  
12       une dizaine sur une période de deux à trois années  
13       donc de deux mille neuf (2009) à deux mille onze  
14       (2011) inclusivement.

15      Q. **[185]** Et à l'égard de ces plaintes, dont vous vous  
16      êtes occupé, monsieur Gauthier a plaidé coupable  
17      dans une plainte à laquelle vous avez référé. Est-  
18      ce qu'il a plaidé coupable sur d'autres plaintes?  
19      J'exclus toujours l'arrêt de travail et ses deux  
20      cent cinquante-cinq (255) plaintes mais pour le  
21      reste, il a plaidé coupable dans combien de  
22      dossiers?

23      R. En excluant, en fait, dans trois dossiers.

24      Q. **[186]** Dans trois dossiers et il a été également,  
25      c'est à votre connaissance je présume, déclaré non

1 coupable dans un certain nombre de dossiers.

2 R. Oui.

3 Q. **[187]** Dans combien de dossiers?

4 R. Dans deux dossiers.

5 Q. **[188]** Dans deux dossiers. Monsieur Bérubé a  
6 également fait l'objet d'une plainte, vous êtes au  
7 courant, au Lac-Saint-Jean, c'est à votre  
8 connaissance ou non, dans laquelle il a été déclaré  
9 non coupable?

10 R. C'était pas au Lac-Saint-Jean, c'était... monsieur  
11 Bérubé, Marc Bérubé, c'était un événement qui  
12 s'était produit dans la région de la Côte-Nord mais  
13 c'était, en fait, c'était la même, c'était une  
14 poursuite conjointe contre Bernard Gauthier, Marc  
15 Bérubé, l'individu qu'on surnomme « CAPÉ » et un  
16 autre individu qu'on surnomme « Musclar » et donc  
17 ils ont été déclarés coupables. Je le comptabilise  
18 comme une seule poursuite puisqu'on a transmis un  
19 rapport d'infraction général.

20 Q. **[189]** Vous dites coupables?

21 R. Non coupables.

22 Q. **[190]** Non coupables. Il y en a une autre mais c'est  
23 probablement pas un dossier dont vous vous êtes  
24 occupé qui était contre Marc Bérubé mais si ce  
25 n'est pas un dossier dont vous vous êtes occupé...

1 (12:06:51)

2 LA PRÉSIDENTE :

3 Si vous me permettez Maître Laurin.

4 Me ROBERT LAURIN :

5 Oui.

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Q. **[191]** Vous venez de parler d'un individu qui, qu'on  
8 prénomme « Musclar »?

9 R. « Musclar ».

10 Q. **[192]** Qui est cet individu?

11 R. Vous voulez que je nomme son nom? C'est un monsieur  
12 Létourneau. C'est un opérateur...

13 Q. **[193]** Mais pourquoi... D'où tient-il son surnom?

14 R. Ça fait un peu partie du folklore dans la région de  
15 la Côte-Nord. On m'a raconté une histoire qui est  
16 peut-être pas vraie mais on m'a raconté...

17 Q. **[194]** Bien c'est-à-dire est-ce que c'est quelqu'un  
18 qui... Vous dites « On m'a raconté... ».

19 R. Vous voulez dire l'origine de son surnom?

20 Q. **[195]** Oui.

21 R. Je vais vous l'expliquer.

22 Q. **[196]** O.K.

23 R. On m'a expliqué que, un travailleur m'a expliqué  
24 que il aurait fait de la prison et il aurait  
25 appris, alors qu'il était en prison, que sa copine

1           avait une relation...

2           Me ROBERT LAURIN :

3           Si vous me permettez, Madame la Présidente, c'est  
4           parce que il n'est pas, il n'a pas fait l'objet  
5           d'une condamnation pénale, il n'est pas dans les  
6           dossiers de monsieur, en tout cas, il a été  
7           reconnu...

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Q. **[197]** En fait, ce que j'essaie de savoir, est-ce  
10          que c'était une autre personne qui était considérée  
11          comme étant... ayant des bras pour être vigoureux  
12          pour porter main forte à Capé?

13          R. Oui, c'est une personne qui est reconnue comme  
14          telle et il tient son nom d'un événement violent,  
15          qui fait partie des rumeurs dans la région de la  
16          Côte-Nord.

17          Q. **[198]** Parfait.

18          Me ROBERT LAURIN :

19          Q. **[199]** Mais il y a pas de condamnation contre lui  
20          dans le cadre de ce qui nous intéresse?

21          R. Pas au pénal mais au criminel.

22          Q. **[200]** Oui. O.K. Ça fait que donc, si on résume, il  
23          y a... dans les, environ, dix (10) plaintes, il y a  
24          trois plaidoyers, vous dites... trois cas où il a  
25          été... ils ont été acquittés. Il y a un cas où ils



1 ont plaidé coupable. Est-ce que j'en oublie?

2 R. Non, je vous ai dit qu'il y a trois situations où  
3 il y a... on a enregistré une déclaration de  
4 culpabilité, je parle de Bernard Gauthier.

5 Q. **[201]** Oui.

6 R. Il y a une poursuite conjointe contre différents  
7 individus, dont Bernard Gauthier, où il a été  
8 déclaré non coupable et il y a un autre dossier  
9 dont Bernard Gauthier a été déclaré non coupable.  
10 Ce qui fait deux dossiers concernant Bernard  
11 Gauthier et non trois, comme vous le mentionnez.

12 Q. **[202]** O.K. Parlons maintenant de monsieur Larry  
13 Roy. Comme je vous dis, je prendrai pas tous et  
14 chacun des événements, on serait ici, ça serait  
15 agréable, mais pendant longtemps. Mais monsieur  
16 Roy... monsieur Roy, vous savez qu'il n'a pas de  
17 fonction syndicale, monsieur Roy, il n'est ni  
18 délégué, ni représentant syndical, vous savez ça?

19 R. De la façon dont on me le décrit, il n'est pas...  
20 il n'est pas rému... il ne relève pas, au niveau  
21 hiérarchique, du local 791G.

22 Q. **[203]** Et, de fait, vous avez expliqué qu'il y a eu  
23 une entente, à un moment donné, parce qu'il est...  
24 vous rapportez des événements concernant les  
25 grutiers et le local 791G. Vous expliquez qu'à un

1 moment donné, il y a une entente entre le directeur  
2 du local 791G, qui est monsieur Boisjoli, à  
3 l'époque, et malgré cette entente monsieur Roy  
4 continue son travail ou continue de garder la même  
5 attitude puis il continue à faire un remue-ménage  
6 et ne pas respecter l'entente, c'est ce que j'ai  
7 compris?

8 R. Oui.

9 Q. **[204]** Et, de fait, monsieur Roy n'a pas de fonction  
10 syndicale, vous savez ça, vous avez monté le  
11 dossier?

12 R. Je suis pas familier avec toutes les structures  
13 syndicales, mais je vais faire un parallèle avec  
14 l'exécutif puis le législatif tel qu'on le connaît  
15 dans un gouvernement. On a des... l'exécutif qui  
16 sont les gens qui sont employés de l'État, des  
17 ministres, et on a le législatif qui sont des gens  
18 élus. Donc, c'est un peu le même parallèle que je  
19 peux faire avec la situation des délégués  
20 syndicaux, parce que c'est le... c'est la fonction  
21 dont ils ont dans leur région au niveau du 791G, il  
22 y en a d'autres dans d'autres régions qui ont le  
23 titre de délégués syndicaux, on leur donne ce  
24 titre-là. C'est que c'est des gens qui... comme  
25 s'ils faisaient partie du législatif, c'est-à-dire

1           que c'est les membres, c'est des bénévoles, des  
2           militants, les membres qui l'ont élu, le cas  
3           échéant, là, comme délégué syndical de la région.  
4           Ce que j'ai compris c'est que comme le local 791G a  
5           un moins grand nombre de... de membres que le 791,  
6           il y a beaucoup moins de grutiers que d'opérateurs  
7           de pelle, d'opérateurs de machinerie lourde, de  
8           mécaniciens de chantier qui sont membres du 791,  
9           eux, ils ont un directeur général et un  
10          représentant syndical, qui sont dans la région de  
11          Montréal. Donc, ils ont des gens qui leur  
12          rapportent ce qui se passe dans les régions. Ces  
13          gens-là se font appeler des délégués syndicaux,  
14          bien qu'ils sont rémunérés par un employeur, donc  
15          ils ont pas de fonction... de lien direct avec la  
16          haute direction du 791.

17        Q. **[205]** Toute une réponse pédagogique, j'en...

18           LA PRÉSIDENTE :

19           Vous n'avez pas à qualifier la réponse du témoin,  
20           Maître Laurin.

21           Me ROBERT LAURIN :

22           Bien...

23           LA PRÉSIDENTE :

24           Non.

25

1 Me ROBERT LAURIN :

2 Non, vous avez raison, je la qualifierai pas de  
3 pédagogique.

4 R. Je pense que c'est...

5 Q. **[206]** Je vais tout simplement demander, par  
6 ailleurs, au témoin : À l'époque où vous faites  
7 l'enquête et vous relatez l'événement auquel vous  
8 avez... sur lequel vous avez attiré l'attention de  
9 la Commission, est-ce que monsieur Larry était...  
10 Larry Roy était délégué de chantier?

11 R. Il était, en plus d'être délégué syndical bénévole,  
12 délégué de chantier également.

13 Q. **[207]** Mais est-ce qu'il était délégué de chantier  
14 agissant comme délégué de chantier sur le chantier  
15 où l'événement a lieu?

16 R. Bien, je vous dirais que... parce qu'on m'a  
17 rapporté plein d'événements sur différents  
18 chantiers mais, de façon générale, lorsqu'il va sur  
19 un chantier, ce qu'on me dit c'est que c'est le  
20 premier que tu dois embaucher. Et lorsqu'il y a,  
21 mettons, aucun grutier qui travaille, le premier  
22 que tu prends c'est Larry Roy, lui devient ton  
23 délégué de chantier par la suite ton équipe de  
24 grutiers, ton nombre de grutiers grossit autour  
25 de...

1 Q. **[208]** Vous savez, Monsieur, et je comprends bien  
2 votre réponse, mais vous savez que dans la loi les  
3 délégués de chantier ont certains droits et  
4 certaines obligations parce qu'ils agissent, ils  
5 sont des délégués de chantier au sens de la loi. Je  
6 sais pas dans l'acceptation populaire ce que ça  
7 veut dire, mais pour les fins de la loi et du  
8 chantier, par exemple, relativement à l'événement  
9 sur le paiement du temps supplémentaire, est-ce que  
10 monsieur Larry Roy était un délégué de chantier  
11 officiel sur place?

12 R. Fort probablement.

13 Q. **[209]** Fort probablement?

14 R. Oui.

15 Q. **[210]** Vous avez un dossier là-dessus?

16 R. Non, j'ai une information, c'est seulement que j'ai  
17 rencontré une personne qui m'a détaillé cette  
18 situation-là, mais je lui ai pas demandé  
19 spécifiquement si à ce moment-là il occupait les  
20 fonctions de délégué de chantier, mais je le  
21 présume puisqu'on m'a dit à plusieurs reprises  
22 qu'il occupe tout le temps la fonction de délégué  
23 lorsqu'il travaille sur un chantier éolien.

24 Q. **[211]** Et nous dites-vous qu'au local 791G, il n'y a  
25 pas d'élection de délégué tel que le prévoit la

1 loi, est-ce que vous vous rendez jusque-là?

2 R. Je peux pas vous confirmer qu'il y a pas eu  
3 d'élection, ce que je peux vous dire c'est qu'en  
4 tant qu'enquêteur on me rapporte que cette  
5 personne-là s'auto-proclame délégué de chantier  
6 également. Donc, oui, les délégués ont des droits,  
7 mais ils ont également des devoirs et des  
8 obligations à respecter. Une des obligations à  
9 respecter c'est de se limiter à un certain nombre  
10 d'heures de... en fait de ne pas excéder trois  
11 heures par jour à leurs fonctions syndicales.

12 Concernant Larry Roy, on me dit qu'il peut  
13 travailler une heure, une heure et demie dans une  
14 journée, ça varie beaucoup, il arrive où il  
15 travaille pas. Et puis dans... concernant les  
16 délégués de chantier, on me rapporte souvent puis  
17 c'est essentiellement une collègue à moi qui traite  
18 ce genre de dossier-là, mais on me rapporte souvent  
19 que dans les métiers que j'ai mentionnés, pour  
20 lesquels j'ai fait des constats souvent le délégué  
21 de chantier effectue peu de travail.

22 J'aurais toutes sortes de situations où un  
23 délégué, par exemple, un délégué de chantier qui  
24 est membre de la FIPOE va... se promène d'un  
25 chantier à l'autre. Donc, il est... en principe, il

1 est à l'emploi d'une entreprise à un endroit, mais  
2 le lendemain il peut être cent (100) kilomètres,  
3 deux cents (200) kilomètres plus loin en train de  
4 régler un conflit d'une autre entreprise sur un  
5 autre chantier et il va se promener comme ça toute  
6 la semaine dans la région de la Gaspésie.

7 Q. **[212]** Parlons de monsieur Roy, j'y passe un certain  
8 temps puisque c'est un élément que vous avez donné  
9 comme illustration, vous y avez parlé des grutiers,  
10 vous y avez parlé du local 791G des grutiers, vous  
11 avez parlé de tous ces gens-là.

12 Vous, par rapport aux vérifications que  
13 vous avez faites puisque vous avez enquêté le  
14 dossier, je vous posais la question : Est-ce que  
15 vous savez, suivant l'analyse et l'enquête que vous  
16 avez faites dans ce dossier, s'il était délégué? Je  
17 comprends que les délégués...

18 R. Spécifiquement dans ce dossier, non.

19 Q. **[213]** ... peuvent se promener ou... Mais c'est pas  
20 ça ma question. Est-ce que vous le savez, vous, on  
21 vous a dit, est-ce que votre enquête que vous  
22 faites vous permet de nous dire s'il était délégué  
23 ou pas du local 791 et agissait à ce titre, à titre  
24 de représentant du local 791?

25 R. Dans l'événement dont vous faites mention, non.

1 Q. **[214]** Est-ce qu'il était, relativement à cet  
2 événement, représentant syndical du local 791G?

3 R. Non.

4 Q. **[215]** Est-ce qu'à votre connaissance, il a agi  
5 comme représentant syndical payé par le local 791G  
6 dans d'autres situations?

7 R. Comme représentant syndical, non.

8 Q. **[216]** Comme représentant. C'est pas un  
9 représentant. O.K. Ensuite vous avez dit tout de  
10 suite après ça, vous avez parlé du local 711, mais  
11 ça je m'y intéresse moins. Au déplaisir de  
12 maître... maître Tremblay. Vous avez parlé des  
13 électriciens qu'on retrouvait, des électriciens et  
14 des monteurs de lignes qu'on retrouvait en grande  
15 quantité sur les chantiers industriels. Quand vous  
16 nous dites ça et vous relatez ça, est-ce que c'est  
17 un reproche ou qu'est-ce que ça veut dire?

18 R. D'abord...

19 Q. **[217]** Pourquoi vous nous relatez ça?

20 R. ... concernant les électriciens, j'ai fait mention  
21 des chantiers industriels. Juste préciser,  
22 concernant les monteurs de lignes, on les voit sur  
23 des chantiers de génie civil, des travaux de lignes  
24 électriques de façon générale, des postes  
25 électriques. Mais à ma connaissance, on les voit



1           peu, les monteurs de lignes, sur des chantiers  
2           industriels.

3       Q. **[218]** Est-ce que... Oui, excusez-moi.

4       R. Puis votre question...

5       Q. **[219]** Bien, c'est parce que vous nous dites ça. Ça  
6           fait que j'essaie de voir ce que vous voulez nous  
7           dire ou dire à la Commission quand vous dites ça.  
8           Est-ce que c'est un reproche de voir trop  
9           d'électriciens ou de monteurs de lignes sur les  
10          chantiers industriels? Ça serait une situation  
11          anormale?

12      R. Naturellement, non, c'est pas anormal compte tenu  
13          que les électriciens sont majoritairement membres,  
14          il y a un monopole, donc ils sont majoritairement  
15          membres de la FIPOE.

16      Q. **[220]** Et les monteurs de lignes, vous connaissez  
17          des pourcentages de représentation de monteurs de  
18          lignes?

19      R. Je les connais pas exactement mais c'est une forte  
20          majorité également.

21      LA PRÉSIDENTE :

22      Q. **[221]** Excusez-moi. Vous faites un lien avec le fait  
23          que les électriciens, vous dites qu'il y a un  
24          monopole auprès de la FIPOE parce que les  
25          électriciens sont tous membres ou à peu près de la

1 FIPOE et vous faites un lien en disant, non, c'est  
2 pas anormal qu'il y en ait beaucoup parce qu'ils  
3 font tous partie de la FIPOE. Donc, qu'est-ce qu'on  
4 doit comprendre quand vous dites ça?

5 R. Bien, ce qu'on doit comprendre c'est que je ne fais  
6 pas aucun reproche à personne, tout le monde a le  
7 droit de travailler, mais si on regarde les  
8 allégeances syndicales sur un chantier, par exemple  
9 un chantier industriel dans la région de Québec,  
10 qu'on le compare aux allégeances syndicales des  
11 électriciens, parce qu'on regarde les électriciens,  
12 de la région de Québec, on va se rendre compte,  
13 puis c'est ce que mes observations font état, qu'il  
14 y a un écart entre les allégeances syndicales qu'on  
15 retrouve dans l'ensemble de la région et les  
16 proportions d'allégeances syndicales qu'on retrouve  
17 sur un chantier spécifique, un chantier industriel,  
18 à l'emploi d'une entreprise. Est-ce que... par  
19 contre, est-ce que c'est anormal, compte tenu des  
20 allégeances? C'est pas anormal. Dans le cadre de  
21 mon travail où je recherche une preuve hors de tout  
22 doute que le facteur discriminatoire, dans le cas  
23 de la discrimination, c'est l'allégeance syndicale,  
24 ça peut pas être déterminant. Par contre, c'est un  
25 indice.

1 Q. **[222]** Mais est-ce que vous vouliez dire, ou vous  
2 voulez dire, qu'il y en a plus qu'on en a besoin  
3 sur un chantier? Est-ce que c'est ça que vous  
4 voulez dire?

5 R. Non.

6 Q. **[223]** Non?

7 R. Je parle seulement des allé... la proportion  
8 d'allégeances syndicales.

9 Q. **[224]** O.K.

10 Me ROBERT LAURIN :

11 Q. **[225]** On a parlé de la Gaspésie. Vous savez quelle  
12 est la... le degré... En fait, j'ai fait sortir,  
13 j'ai sorti des documents que j'ai envoyés à mon  
14 confrère. On vous en a peut-être, on vous les a  
15 peut-être montrés. À l'onglet 25, c'est la  
16 représentativité syndicale des électriciens par  
17 région.

18 LA GREFFIÈRE :

19 Vous le produisez?

20 Me ROBERT LAURIN :

21 Oui, s'il vous plaît.

22 LA GREFFIÈRE :

23 Alors 1442.

24 (12:20:49)

25

1           122P-1442 : Représentativité syndicale des  
2                           électriciens selon le maraudage de  
3                           2012 par région  
4

5           Me ROBERT LAURIN :

6           Q. **[226]** Bon, au tableau, on a, Madame, les îles-de-  
7                   la-Madeleine, ça nous intéresse beaucoup mais peut-  
8                   être moins que la région qui suit. Bas-Saint-  
9                   Laurent-Gaspésie. Ça c'est la représentativité des  
10                  électriciens. On voit que le taux de  
11                  représentativité est de quasiment quatre-vingt-  
12                  quinze pour cent (95 %) des électriciens en  
13                  Gaspésie et dans le Bas-St-Laurent sont membres de  
14                  la FIPOE. Est-ce que vous êtes toujours et encore  
15                  surpris du nombre d'électriciens sur le chantier en  
16                  Gaspésie, des éoliennes?

17          R. Non.

18          Q. **[227]** Non.

19          R. C'est pas ce qui me surprend. Ce qui me surprend,  
20                  c'est ce qui va autour de cet événement-là. Comme  
21                  par exemple, là, vous allez me montrer les  
22                  statistiques de l'Estrie, j'en ai pas fait mention  
23                  mais je peux vous parler d'un événement qui est  
24                  survenu dans la région de l'Estrie, qui impliquait  
25                  un électricien membre du local 568 affilié à

1 l'International et un représentant syndical qui a  
2 pris sa retraite aujourd'hui, là, mais qui était  
3 représentant de la FIPOE. Ce salarié-là rencontre  
4 sur un chantier le représentant syndical de la  
5 FIPOE. Le représentant qui le connaît lui dit :  
6 « Qu'est-ce que tu fais ici, toi? » Il s'avérait  
7 que c'était le chantier de construction du Complexe  
8 des nations dans la ville de Sherbrooke, chantier  
9 qui va abriter les bureaux du Fonds de solidarité  
10 FTQ et les bureaux de section locale de la FTQ  
11 Construction, dont les bureaux de la FIPOE.  
12 Monsieur... ce que l'employeur me rapporte par la  
13 suite c'est qu'il rencontre le représentant  
14 syndical de la FIPOE qui lui dit : « Est-ce que  
15 t'embaucherais tes concurrents, toi? » et qui lui  
16 dit que cette personne-là a pas d'affaire à  
17 travailler sur ce chantier-là puisque c'est un  
18 chantier de la FTQ. L'employeur, pour éviter un  
19 conflit de rela... au niveau des relations de  
20 travail avec la FIPOE, compte tenu que la majeure  
21 partie des électriciens de la région de l'Estrie,  
22 ses employés, sont des membres de la FIPOE, va, a  
23 accepté de transférer le salarié, l'électricien  
24 membre du local 568 affilié à l'International et le  
25 représentant syndical en question a enregistré un

1 plaidoyer de culpabilité suite à des poursuites  
2 pénales qui ont été recommandées dans ce dossier-là  
3 d'ailleurs.

4 Q. **[228]** Voyons sur le même document, Madame, à la  
5 page 14. Ça débute à la page 9. On va avoir le  
6 degré de représentativité des électriciens en  
7 Estrie qui est de quatre-vingt-un virgule quelque  
8 chose pour cent, ce qui est pour la FIPOE peut-être  
9 un faible pourcentage, si on regarde les autres  
10 chiffres. Mais on comprend que dans la région,  
11 évidemment, il y a une grande majorité  
12 d'électriciens qui sont membres de la FIPOE, il y  
13 en a quand même un pourcentage qui n'est pas membre  
14 de la FIPOE. Est-ce que vous dites, ces gens-là ne  
15 travaillent pas dans la région ou vous nous  
16 rapportez un incident particulier qu'on veut bien  
17 noter?

18 R. Je vous rapporte un incident particulier, je n'ai  
19 jamais dit que les gens des autres allégeances  
20 syndicales ne travaillent pas, mais avec le cumul  
21 de certains incidents, ça me permet de mettre en  
22 lumière certains constats dont la volonté de  
23 contrôler certains mouvements de main-d'oeuvre.

24 Q. **[229]** Avez... Oui...

25 R. Puis ce dont on me rapporte, c'est qu'il est plus

1 difficile pour un salarié membre d'un syndicat  
2 majoritaire dans certaines situations d'accéder à  
3 un chantier dont les conditions sont attrayantes,  
4 comme les chantiers industriels, les chantiers de  
5 grande envergure.

6 Q. [230] Avez-vous examiné les raisons pour lesquelles  
7 dans l'incident particulier, parce que comme le  
8 mentionnait monsieur le commissaire Lachance, avec  
9 raison, ce qui est important c'est que l'employeur  
10 peut choisir ses gens, qu'ils viennent d'une  
11 minorité ou d'une majorité. Avez-vous vérifié les  
12 raisons exactes pour lesquelles, finalement,  
13 l'employeur n'a pas embauché? Quel était  
14 l'individu, quelle était sa spécialité, quelles  
15 étaient ses capacités, quelles étaient ses lacunes,  
16 s'il en avait, et caetera? Avez-vous ce genre  
17 d'enquête au dossier?

18 R. Bien, dans l'exemple que je vous ai mentionné, qui  
19 est survenu au chantier du Complexe des nations à  
20 Sherbrooke, oui, je l'ai validé puis je vous l'ai  
21 exprimé, je pense c'est que l'employeur veut éviter  
22 des problèmes, donc il a transféré ce salarié-là  
23 sur un autre chantier et, ultimement, ce salarié-là  
24 s'en voit pénalisé puisque cet autre chantier là va  
25 se terminer quelques semaines après alors que le

1           chantier du Complexe des nations va se terminer  
2           plusieurs semaines plus tard.

3       Q. **[231]** Vous avez parlé de quantité, vous dites :  
4           « Évidemment, s'il y a une quantité de situations  
5           ça peut nous amener à une conclusion. » Avez-vous  
6           d'autres exemples d'électriciens semblables, une  
7           situation semblable dans l'Estrie impliquant la  
8           FIPOE?

9       R. Oui, puis j'en ai fait mention lors de mon  
10          témoignage jeudi dernier, un électricien membre du  
11          local 568 qui fait des démarches d'emploi auprès de  
12          l'entreprise Gastier qui s'est fait répondre par le  
13          surintendant qui fait affaire avec la FIPOE.

14      Q. **[232]** Maintenant, pourquoi Gastier fait-il affaire  
15          avec la FIPOE?

16      R. Je n'ai pas rencontré cet individu-là, donc je n'ai  
17          pas la réponse de cet individu-là dans ce cas  
18          particulier là. Par contre, un employeur qui a des  
19          grands besoins de main-d'oeuvre, qui veut préserver  
20          des relations de travail, on m'a dit souvent,  
21          concernant la FIPOE, qu'on fait affaire avec le  
22          syndicat majoritaire, que seul, c'est ce qu'on m'a  
23          dit d'ailleurs, ça me vient un autre exemple, sur  
24          la Côte-Nord, un employeur qui embauche des  
25          monteurs de lignes sur la Côte-Nord, qui m'avait



1 pas dit à moi mais à une collègue que, eux, ils  
2 faisaient affaire avec la FIPOE. Ce que ça veut  
3 dire, c'est qu'il y a que la FIPOE qui peut combler  
4 l'ensemble de ses besoins. C'est ce qui m'a été dit  
5 aussi par une entreprise de la région de la  
6 Gaspésie sur un chantier éolien. Ils font affaire  
7 avec la FIPOE parce qu'il y a que la FIPOE qui peut  
8 combler leurs besoins.

9 Q. **[233]** Et savez-vous pourquoi il y a seulement la  
10 FIPOE qui peut combler leurs besoins? Vous savez  
11 qu'avec le nombre de salariés qu'ils représentent,  
12 si le besoin de main-d'oeuvre est important, est-ce  
13 qu'il vous apparaît pas normal qu'un employeur  
14 s'adresse à une association représentative qui a un  
15 grand nombre d'électriciens à sa disposition?

16 R. Oui, oui, ça m'apparaît normal. Moi, dans le cadre  
17 de mon travail, ce qui m'intéresse lorsque j'ai une  
18 plainte qui dénonce une situation de discrimination  
19 syndicale, par contre, c'est... l'objet de mon  
20 enquête va concerner autre chose, donc ça va  
21 concerner la situation problématique où on allègue  
22 qu'un membre d'une autre allégeance syndicale a été  
23 discriminé.

24 Q. **[234]** Dans la méthode de travail - mais je  
25 n'entends pas vous faire des reproches, mais je

1       veux savoir comment ça fonctionne - dans la méthode  
2       de travail, vous nous rapportez beaucoup, là, et  
3       surtout ce matin, c'est ce qu'on vous dit ou des  
4       gens vous disent, il y a des gens qui vous disent.  
5       Bon. J'ai rien contre ça, mais je comprenais que  
6       vous étiez appelé à faire des enquêtes beaucoup  
7       plus poussées que de simples « on vous a dit que »  
8       puis « certains disent que ». Ici, par exemple, les  
9       questions que je vous pose, vous n'avez pas le  
10      détail.

11      Me SIMON TREMBLAY :

12      Excusez-moi, Maître Laurin.

13      Me ROBERT LAURIN :

14      Q. **[235]** Est-ce qu'il y a une raison particulière?

15      Est-ce qu'il y a une contrainte de temps, de  
16      budget?

17      (12:28:37)

18      Me SIMON TREMBLAY :

19      Excusez-moi, Maître Laurin, de vous interrompre.

20      Mais là on est en train de plaider, là, ici. On  
21      pose des questions. On est en train de plaider que  
22      peut-être les méthodes d'enquête seraient pas  
23      exhaustives. Ça verse dans l'argumentaire alors  
24      qu'on a un témoin ici qui est ici pour répondre à  
25      des questions factuelles principalement. J'aimerais

1       ça qu'on s'y tienne et qu'on n'essaie pas de  
2       plaider sa cause entre deux questions.

3       LA PRÉSIDENTE :

4       Surtout que pour avoir une plainte, il faut d'abord  
5       que quelqu'un lui dise quelque chose.

6       Me ROBERT LAURIN :

7       Oui. Et après, il y aura une enquête pour obtenir  
8       les informations et les versions, c'est ce que je  
9       vérifie, il la fait ou la fait pas. Et où j'en  
10      étais rendu maintenant, s'il la fait pas, est-ce  
11      qu'il y a des contraintes de temps, d'argent, de  
12      budget, de...

13      LA PRÉSIDENTE :

14      J'ai pas compris qu'il a dit qu'il la faisait pas.

15      Me ROBERT LAURIN :

16      Bien, il nous a donné des informations à l'effet  
17      qu'on lui avait dit, mais il a pas vérifié. Par  
18      exemple, la dernière question, il a pas vérifié...

19      Me SIMON TREMBLAY :

20      Maître Laurin, encore une fois... Encore une fois,  
21      Maître...

22      Me ROBERT LAURIN :

23      Si vous me permettez, je vais juste...

24      Me SIMON TREMBLAY :

25      Bien, excusez-moi, mais vous êtes encore en train

1 de plaider, là. Je veux dire, on vous demande de  
2 poser des questions portant sur les faits au témoin  
3 et non de juger tout en expliquant aux commissaires  
4 comment, en quoi c'est insuffisant comme  
5 exhaustivité des recherches ou des démarches qui  
6 ont pu être entreprises par le témoin et son  
7 équipe.

8 Me ROBERT LAURIN :

9 Bien, le constat de fait et la réponse est à  
10 l'effet qu'il n'a pas vérifié l'information. Où  
11 j'en suis maintenant, c'est de vérifier pourquoi il  
12 ne vérifie pas l'information. Est-ce que c'est une  
13 question de contrainte, comme j'allais le demander,  
14 de budget, de temps ou si c'est tout simplement la  
15 façon de travailler? C'est lui qui va nous le dire,  
16 c'est une question. Je ne plaide pas. Si vous  
17 voulez que je plaide, je vais le faire, puis je  
18 vais vous dire ce que j'en pense, mais c'est pas  
19 tellement... je suis en train d'interroger et non  
20 de plaider. Si vous voulez savoir ce que j'en  
21 pense...

22 LA PRÉSIDENTE :

23 C'est correct, Maître Laurin.

24 Q. **[236]** Alors, la question, est-ce que vous pouvez  
25 répondre à la question?

1 R. Oui. Bien, dans... dans la situation spécifique à  
2 laquelle vous faites mention, la raison - puis j'en  
3 ai parlé abondamment lorsque je parlais de la loi  
4 du silence et du climat de peur qui règne sur  
5 les... particulièrement, là, sur les chantiers  
6 éoliens, c'est que la personne ne veut pas que son  
7 nom sorte. C'est comme ça qu'on me l'exprime, là.  
8 Donc... donc, il est hors de question qu'on...  
9 qu'on... pour lui, puis d'ailleurs c'est pas...  
10 pour nous, c'est pas une plainte. Moi, j'aurais  
11 aimé ça avoir une plainte parce que ça aurait  
12 signifié que j'aurais eu quelqu'un qui aurait  
13 dénoncé ce qui s'est passé, puis qui aurait été  
14 prêt à aller jusqu'au bout du... du processus.  
15 Malheureusement, c'était pas le cas.

16 Me ROBERT LAURIN :

17 Q. **[237]** Donc, je comprends qu'il y a des choses que  
18 vous nous relatez qui sont des choses qui vous sont  
19 dites, mais qui ne font pas l'objet d'une plainte,  
20 donc d'une enquête que vous avez faite. Ce sont des  
21 choses qu'on vous a relatées, c'est ça, pour  
22 partie?

23 R. De façon générale, c'est des éléments que j'ai...  
24 j'ai pris en note. Mais, c'est des choses parfois  
25 qu'on m'a relatées. Parfois, c'est des... lorsqu'il

1 y a eu enquête, bien à ce moment-là, c'est des  
2 éléments qu'on retrouve dans une déclaration  
3 solennelle, dans une... une déclaration.

4 Q. **[238]** Comme ici, les raisons que... je vous  
5 demandais pourquoi l'employeur, je comprends que  
6 vous n'avez pas fait de démarche auprès de  
7 l'employeur. Est-ce que la raison, c'est qu'il y  
8 avait pas eu de plainte comme telle, mais c'était  
9 ce qu'on vous relatait?

10 R. Là j'ai fait référence à différents dossiers. Quand  
11 vous parlez des raisons de l'employeur, est-ce que  
12 vous faites référence à l'événement qui est survenu  
13 en Estrie?

14 Q. **[239]** Le dernier dont on a parlé.

15 R. Sur le chantier du Complexe des nations.

16 Q. **[240]** Le dernier dont on a parlé, oui.

17 R. Bien, en fait, j'ai... j'ai recueilli une  
18 déclaration de cet employeur-là.

19 Q. **[241]** O.K.

20 R. Maintenant, je pourrais pas vous dire si tous les  
21 éléments dont je vous ai mentionnés fait (sic)  
22 partie de cette déclaration-là, mais je me souviens  
23 d'avoir rencontré cet employeur-là. Je me souviens  
24 de ce dossier-là. La preuve, c'est que je vous en  
25 ai fait part aujourd'hui, là, mais...

1 Q. **[242]** Prenons un autre exemple, ça va nous aider à  
2 comprendre. L'utilisation des règles de santé et  
3 sécurité, vous donnez comme exemple qu'il y a une  
4 pause de quinze (15) minutes et que les gens  
5 rallongent la pause à quarante-cinq (45) minutes.  
6 Pour quelle raison ont-ils rallongé la pause à  
7 quarante-cinq (45) minutes? Est-ce que votre  
8 enquête le révèle?

9 R. Oui.

10 Q. **[243]** On est en période de canicule, est-ce que  
11 c'est la raison?

12 R. C'est ce que j'ai mentionné.

13 Q. **[244]** Quelle température il faisait?

14 R. Ça, je peux pas vous dire, mais il faisait très  
15 chaud.

16 Q. **[245]** Et quel travail faisaient ces gens-là?

17 R. Ils étaient à pied d'oeuvre sur un chantier de  
18 construction qui était la construction d'un...  
19 d'un...

20 Q. **[246]** Et vous avez dit pour cet incident  
21 « utilisation des règles de santé et sécurité ».  
22 Les gens invoquaient qu'il était dangereux ou que  
23 c'était un problème de santé et sécurité que de  
24 travailler? C'est ce que vous révèle votre enquête?

25 R. Naturellement, moi, je suis pas un expert en santé

1 et sécurité, c'est ce que les... je rapporte ce  
2 qu'on... les employeurs me disent, donc je  
3 rapporte... Un employeur m'a dit, par exemple,  
4 qu'il y a une inspectrice de la santé et sécurité  
5 qui est venue sur le chantier et qu'un responsable,  
6 un haut responsable de la santé et sécurité à la  
7 FTQ Construction l'a accompagnée pour lui indiquer  
8 tous les problèmes au niveau de la santé et  
9 sécurité. Et cet employeur-là me dit que, par la  
10 suite, il a discuté avec cette employée-là de la  
11 CSST et qu'elle lui a laissé sous-entendre que  
12 c'était exagéré.

13 Q. **[247]** O.K.

14 R. Donc, lui, il me rapporte ça. Moi maintenant,  
15 j'enquête sur : est-ce qu'il y a eu arrêt de  
16 travail illégal ou pas?

17 Q. **[248]** O.K.

18 R. Donc, j'enquête pas sur le bien-fondé ou pas des...  
19 des règles de santé et sécurité. Maintenant, dans  
20 un autre exemple... un autre exemple...

21 Q. **[249]** Bien, restons là, avec votre permission,  
22 parce que...

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Q. **[250]** Est-ce que vous avez terminé votre réponse,  
25 Monsieur...



1 R. Oui.

2 Me ROBERT LAURIN :

3 Q. **[251]** Si on multiplie...

4 LA PRÉSIDENTE :

5 Q. **[252]** ... ou vous vouliez compléter avec autre  
6 chose?

7 R. Je voulais...

8 Me ROBERT LAURIN :

9 Q. **[253]** Vous voulez donner un autre exemple?

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Q. **[254]** Alors, allez-y.

12 R. Je voulais donner un autre exemple.

13 Me ROBERT LAURIN :

14 Q. **[255]** Allons-y.

15 R. Pour moi, le problème concernant les grutiers en  
16 Gaspésie, par exemple, lorsque je fais mention  
17 que... on me rapporte que le... des travaux de  
18 levage ne doivent pas être effectués lorsqu'il  
19 vente plus, je crois que c'était dix-huit (18)  
20 kilomètres heure en haut de la... de la grue. Donc,  
21 il y a un appareil de lecture qui prend la mesure  
22 du vent et cette mesure de vent là est indiquée  
23 dans la grue. Le problème qu'on... dont on me fait  
24 part et que je rapporte, c'est que l'employeur ne  
25 peut pas aller lire la vitesse du vent parce qu'il

1 y a une règle non écrite qui veut qu'il ne doit pas  
2 s'approcher de la grue. Et il craint que s'il le  
3 fait, qu'il va avoir des représailles,  
4 intimidations, menaces ou, surtout, là, menaces  
5 d'arrêt de travail.

6 Q. **[256]** Prenons cet exemple puisque vous nous amenez  
7 là. Je vais revenir sur l'autre par la suite.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Vous allez revenir cet après-midi. Vous en avez  
10 pour combien de temps, Maître Laurin?

11 Me ROBERT LAURIN :

12 Ah! J'en ai encore pour - oui, il est midi et  
13 trente (12 h 30) - pour à peu près quarante-cinq  
14 (45) minutes.

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Mais, vous avez dit une heure...

17 Me ROBERT LAURIN :

18 Oui.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 ... vous avez fait quarante-cinq (45) minutes, là.

21 Me ROBERT LAURIN :

22 Oui. Je rajoute quarante-cinq (45) minutes.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bien, je vais vous demander de rescinder un peu.

25

1 Me ROBERT LAURIN :

2 Vous voulez restreindre mon interrogatoire?

3 LA PRÉSIDENTE :

4 Bien, c'est-à-dire que je vais vous demander de  
5 condenser vos interrogatoires et ne pas répéter vos  
6 questions.

7 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

8 REPRISE DE L'AUDIENCE

9

10 (14:03:58)

11 LA GREFFIÈRE :

12 Monsieur Jean-François Sabourin, vous êtes sous le  
13 même serment.

14 R. Oui.

15 Me ROBERT LAURIN :

16 Q. **[257]** Rebonjour. Bon, j'ai fait un exercice... un  
17 exercice pour plaire à la Commission. J'ai toujours  
18 dit que j'étais docile, vous le savez et vous en  
19 profitez, blague à part. J'ai quelques petits  
20 incidents, mais je vous rassure, je n'ai pas  
21 l'intention de faire le tour complet de toute  
22 façon. Bon. Je vais vous parler du local 2182. Le  
23 local 2182, vous avez entendu monsieur Pereira,  
24 témoin ici à la Commission, disant que le local  
25 1981 avait fait l'objet d'une discrimination par le

1 local 2182. Est-ce que vous avez été impliqué dans  
2 un ou des dossiers impliquant le local 1981 et les  
3 accusations de discrimination?

4 R. Oui.

5 Q. **[258]** Et donnez-nous un peu plus de détails là-  
6 dessus. Vous avez été impliqué dans quoi et vous  
7 avez fait quoi?

8 R. Comme j'ai mentionné, j'ai traité une plainte qui  
9 concernait des travaux de machineries de  
10 production, donc les travaux n'étaient pas  
11 assujettis. J'avais quand même transmis le dossier  
12 à la Direction des poursuites criminelles et  
13 pénales pour avoir un avis et il s'avérait que,  
14 compte tenu que c'était pas assujetti, il pouvait  
15 pas y avoir d'infraction.

16 Dans le deuxième dossier, les éléments  
17 qu'on me rapportait étaient des éléments qui  
18 étaient prescrits au moment, dans le fond, où on me  
19 dénonce ces événements-là, donc... Puis c'est des  
20 événements où je rapportais que un mécanicien de  
21 chantier de la région du Saguenay-Lac Saint-Jean  
22 voyait les bassins ouvrir parce qu'il y avait  
23 pénurie de main-d'oeuvre dans la région et que des  
24 employeurs embauchaient des gens, ils faisaient  
25 sortir des cartes et que les gens adhéraient au

1           2182, alors que lui était toujours disponible à  
2           l'ouvrage chez eux.

3       Q. **[259]** Est-ce qu'il y a eu autre chose que ces deux  
4           plaintes-là? Non?

5       R. Non.

6       Q. **[260]** O.K. Avez-vous, dans le cadre de votre  
7           enquête, vérifié les heures qui étaient travaillées  
8           par les salariés membres du 2182 versus les heures  
9           travaillées ou pas travaillées par les membres du  
10          local 1981?

11      R. Non.

12      Q. **[261]** Non. O.K. Est-ce que vous avez eu des  
13          plaintes de salariés qui reprochaient une  
14          intimidation faite par les employeurs?

15      R. De façon générale, vous voulez dire?

16      Q. **[262]** De façon plus particulière parce que vous  
17          avez rencontré mille (1000) personnes ou environ  
18          mille (1000) personnes. Et là-dedans, est-ce qu'il  
19          y a des salariés qui se sont plaints d'intimidation  
20          par les employeurs?

21      R. On s'est plaint de harcèlements à certaines  
22          occasions.

23      Q. **[263]** Pourriez-vous développer un peu là-dessus?

24      R. On s'est déjà plaint devant moi de... au niveau  
25          de... la façon dont les directives sont données sur

1 l'organisation du travail, le fait que le salarié  
2 se sentait diminué, donc on parle de harcèlement.  
3 Et puis une partie de... de mon travail, ce que je  
4 fais moins aujourd'hui, mais plus en deux mille  
5 neuf (2009), deux mille dix (2010), ça concernait,  
6 là... ça consistait à répondre à des appels qui  
7 étaient logés au service à la clientèle de la CCQ.  
8 Donc, il arrivait à l'occasion où les gens... les  
9 gens pouvaient se plaindre de toutes sortes de  
10 choses, là, qui ne relèvent pas nécessairement de  
11 la compétence de la CCQ, mais c'est ce genre de  
12 situations, mais ça peut être large, harcèlement  
13 des femmes qui se sentent harceler parce qu'elles  
14 sont des femmes. Une personne, on pensait une  
15 personne, on pensait... on pensait qu'il était  
16 homosexuel, donc il était victime de harcèlement  
17 sur un chantier par ses collègues. Ça peut être  
18 très... c'est des formes de harcèlement. Puis  
19 l'employeur, dans cette situation-là, l'employeur  
20 était impliqué aussi dans le...

21 Q. **[264]** Est-ce qu'il y a eu des enquêtes où est-ce  
22 que vous avez fait une ou des enquêtes sur ces  
23 sujets-là?

24 R. Si la situation pouvait constituer une infraction,  
25 à ce moment-là j'aurais pu amorcer une enquête

1           concernant ces situations-là.

2       Q. **[265]** Mais, il y en a pas eu.

3       R. Exactement. Parce que c'est une situation qui  
4           relève, en fait, des relations de travail  
5           employeur-employé qui est grieffable. Donc, il est  
6           possible que, à travers ces situations-là, on  
7           retrouve des... l'exercice de mesures  
8           discriminatoires qui porte à travers l'allégeance  
9           syndicale. Le cas échéant, une enquête est amorcée,  
10          mais dans les situations dont je fais mention, on  
11          parlait simplement de... de harcèlement.

12      Q. **[266]** Lorsqu'on parle de discrimination, par  
13          exemple, dans l'exemple des femmes parce que ça  
14          peut arriver sur les chantiers, est-ce qu'il y a  
15          des dispositions qui vous permettraient de faire  
16          enquête et de déposer une plainte contre un  
17          employeur qui ferait de la discrimination à l'égard  
18          des femmes?

19      R. Il y a... il y a une mission générale, là, qui est  
20          confiée à la CCQ à l'égard des femmes. Par contre,  
21          moi, dans le cadre de mes fonctions, je suis pas  
22          appelé à travailler en ce sens-là. Il y a des gens  
23          qui... qui oeuvrent en ce sens-là à la CCQ. Moi, je  
24          m'intéresse davantage, là, à la discrimination en  
25          lien avec l'allégeance syndicale qui est une

1           infraction à la Loi R-20. Donc, je me rattache aux  
2           infractions et le facteur discriminatoire et  
3           l'allégeance syndicale, ce n'est pas le sexe ou  
4           l'orientation sexuelle.

5       Q. **[267]** De toute façon, vous n'avez pas eu d'enquête  
6           à faire sur ce sujet-là, c'est ce qu'on comprend.

7       R. Non.

8       Q. **[268]** O.K. Parlons d'Ultramar Québec, local 568.  
9           C'est un dossier que vous avez amorcé et qui a été,  
10          semble-t-il, complété par un collègue, c'est ce que  
11          vous avez dit.

12      R. Oui.

13      Q. **[269]** Où le local 568 prétendait qu'il y avait une  
14          discrimination syndicale. Vous, dans la partie de  
15          l'enquête que vous avez faite, avez-vous... vous  
16          avez pas rencontré monsieur Guérin, c'est ce que  
17          vous nous avez dit.

18      R. Non, je l'ai pas rencontré.

19      Q. **[270]** Est-ce qu'il y a une raison pour laquelle  
20          vous avez pas vérifié la version de monsieur  
21          Guérin?

22      R. Bien, la principale raison, c'est que comme j'avais  
23          un gros volume de travail, on a confié le dossier à  
24          un autre enquêteur, c'est...

25      Q. **[271]** O.K. Mais, vous avez... vous avez amorcé le



1 dossier.

2 R. J'ai amorcé le dossier, puis tel que je le  
3 mentionnais, j'avais, en compagnie de mon patron,  
4 rencontré quatre individus. Et les quatre individus  
5 me rapportaient les mêmes propos, sensiblement les  
6 mêmes propos tenus par monsieur Guérin lors de  
7 cette rencontre-là.

8 Q. **[272]** Le dossier a été remis à... vous avez  
9 expliqué que le dossier a été remis au bureau du  
10 DPCP. Finalement, ça a été... ils ont refusé de  
11 poursuivre la plainte ou de déposer une plainte,  
12 c'est à votre connaissance?

13 R. Oui.

14 Q. **[273]** Et vous connaissez les raisons?

15 R. Non.

16 Q. **[274]** Est-ce que dans le cadre de cette enquête que  
17 vous avez amorcée, vous avez vérifié la position de  
18 l'employeur? C'était quoi la version de l'employeur  
19 par rapport aux événements?

20 R. Mon collègue l'a probablement vérifié, mais je peux  
21 pas vous dire c'est quoi la... je l'ai pas fait  
22 personnellement c'était quoi sa position.

23 Q. **[275]** Je comprends donc que votre intervention  
24 s'est limitée à rencontrer les trois personnes qui  
25 vous ont donné leur version, c'est ça?

1 R. Les...

2 Q. **[276]** Et après ça le dossier a été transféré ou si  
3 vous avez fait autre chose?

4 R. Mon se limitait, comme vous dites, à rencontrer les  
5 quatre personnes, dont un des individus était le...  
6 à l'époque, il était directeur général adjoint au  
7 conseil provincial, monsieur Daniel Gagné. Et, lui,  
8 il avait noté... suite à la rencontre, il avait  
9 noté par écrit le contenu des échanges.

10 Q. **[277]** O.K.

11 R. Donc, moi, mon intervention se limite à ça, à  
12 rencontrer ces quatre individus, là.

13 Q. **[278]** Et, dans ce contexte-là, pourquoi vous  
14 rapportez l'événement si, finalement, vous avez pas  
15 pu faire d'enquête ou vous avez pas complété  
16 l'enquête là-dessus?

17 R. Bien, en fait, je répondais aux questions qu'on m'a  
18 posées. Donc, on me pose des questions concernant  
19 le... certaines situations particulières sur un  
20 chantier à Ultramar, je réponds les... je rapporte  
21 les faits qu'on m'a mentionnés.

22 Q. **[279]** La version que vous avez eue des trois  
23 individus, c'est ça?

24 R. Des quatre, oui.

25 Q. **[280]** Des quatre individus. O.K. Vous relatez...

1 Et je rassure la Commission. Vous relatez un  
2 événement qui date de l'automne deux mille neuf  
3 (2009) au Lac Bloom où un salarié retraité est  
4 approché par un représentant du local 500. Le local  
5 500, c'est quoi ça, c'est un local qui représente  
6 quel métier?

7 R. Les tuyauteurs.

8 Q. **[281]** Les tuyauteurs. Et, la personne approchée,  
9 était-elle un membre des tuyauteurs?

10 R. C'est un tuyauteur de métier, mais il est... j'ai  
11 pas vérifié, mais je présume qu'il est membre du  
12 syndicat qui le représente. Comme il est tuyauteur  
13 de métier, de façon générale, on... les  
14 associations syndicales, notamment les tuyauteurs,  
15 le local 144, entre autres, on rapporte aux  
16 rapports mensuels les avantages en... de leurs  
17 membres, comme c'est des gens qui sont titulaires  
18 d'un certificat de compétence, ils ont déjà  
19 travaillé dans l'industrie de la construction, on  
20 rapporte les heures aux rapports mensuels et il y a  
21 un montant qui correspond à la portion avantages  
22 sociaux, assurances et cotisation syndicale, je  
23 crois. Donc, je présume qu'il était membre du  
24 syndical duquel il était agent d'affaires ou  
25 représentant.

1 Q. **[282]** La personne qui a approché le travailleur est  
2 un représentant du local 500, c'est ça?

3 R. Exactement.

4 Q. **[283]** Le local 500 représente les tuyauteurs?

5 R. Exactement.

6 Q. **[284]** Jusque-là on se suit. La personne approchée  
7 pour l'emploi. C'est-à-dire cette personne-là  
8 approche un travailleur pour lui dire : « Serais-tu  
9 intéressé à travailler à tel endroit? » Cette  
10 personne-là, ce travailleur approché, est-ce que  
11 c'est un tuyauteur?

12 R. Non, c'est un manoeuvre.

13 Q. **[285]** Un manoeuvre. Parce que vous nous parlez de  
14 monsieur Bézeau. Monsieur Bézeau, à l'époque, était  
15 un représentant de l'AMI, c'est-à-dire  
16 l'Association des manoeuvres interprovinciaux?

17 R. Exactement.

18 Q. **[286]** Est-ce qu'on vous a expliqué comment il se  
19 faisait que le représentant des tuyauteurs  
20 approchait un manoeuvre pour savoir s'il voulait  
21 travailler sur un chantier X?

22 R. Oui, on me l'a expliqué.

23 Q. **[287]** Et...

24 R. En fait, je l'ai vérifié parce que je trouvais ça  
25 particulier comme situation.

1 Q. **[288]** Et on vous a rapporté qu'effectivement, et  
2 c'est ce que vous nous dites, que monsieur Bézeau  
3 était pas d'accord parce que lui c'était un  
4 retraité, c'est ce qui vous a été expliqué?

5 R. C'est ce qui m'a été expliqué, mais juste avant, je  
6 vais vous expliquer pourquoi... en fait, les  
7 vérifications que j'ai faites m'ont permis de  
8 comprendre pourquoi est-ce qu'un tuyauteur référerait  
9 ou faisait des démarches pour obtenir les  
10 références d'un manoeuvre. C'est l'employeur qui le  
11 lui avait demandé, et j'ai rencontré cet employeur-  
12 là, la personne en question. Le représentant  
13 (inaudible) qui lui avait demandé, lui m'a indiqué  
14 un peu comme s'il lui avait... il l'avait délégué  
15 la mission, pour compléter son équipe, de trouver  
16 un manoeuvre compétent, mais surtout fiable.

17 Q. **[289]** Est-ce qu'on vous a relaté que ce  
18 représentant du local 500 n'a pas rapporté à  
19 l'employeur, effectivement, la discussion à l'effet  
20 que monsieur Bézeau considérait que vu que c'était  
21 un retraité c'était pas une bonne idée?

22 R. Je peux pas vous dire, on m'a pas ra... Je  
23 comprends pas... pouvez-vous répéter votre  
24 question?

25 Q. **[290]** Oui. En fait, le représentant du local 500 a

1 fait une approche, sauf que la question que je vous  
2 pose c'est : « Est-ce qu'après avoir rencontré  
3 monsieur Bézeau, il a fait rapport de sa démarche à  
4 l'employeur?

5 R. Je sais pas.

6 Q. **[291]** O.K. Je témoignerai pas, donc je donnerai pas  
7 la réponse.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 C'est bien.

10 Me ROBERT LAURIN :

11 Hein, c'est... c'est... C'est malheureux qu'on  
12 approche la fin de la période syndicale puisque je  
13 commence à... Bon.

14 Q. **[292]** Ça fait que là, maintenant, est-ce que vous  
15 avez... est-ce qu'on vous a expliqué... monsieur  
16 Bézeau vous a expliqué pourquoi le fait de  
17 suggérer... parce qu'il a dit : « Les deux autres,  
18 j'ai pas de problème », mais de dire : « C'est pas  
19 une bonne idée que de référer un retraité - c'est-  
20 à-dire quelqu'un qui est à la retraite - plutôt  
21 qu'on travailleur qui est actif et qui voudrait  
22 travailler »?

23 R. Les circonstances ont fait en sorte qu'il me l'a  
24 pas expliqué. Les...

25 Q. **[293]** L'avez-vous rencontré monsieur Bézeau?

1           Excusez-moi.

2           R. Les circonstances font en sorte que je ne l'ai pas  
3           rencontré puisque le dossier a été soumis à  
4           l'attention d'une procureure, qui elle a déterminé  
5           qu'il pouvait pas y avoir infraction à la loi,  
6           qu'il y avait pas infraction à la Loi R-20.

7                       Maintenant, il y a une décision qui a été  
8           rendue, ce que j'ai lu, là, par la Commission des  
9           relations du travail, où on rapporte le témoignage  
10          de monsieur Bézeau, mais je suis pas sûr que... je  
11          sais pas si vous voulez que je rapporte cette... ce  
12          qu'on mentionnait, ce que monsieur Bézeau aurait  
13          mentionné devant la Commission des relations du  
14          travail. Mais...

15          Q. **[294]** Moi, l'important c'est votre intervention  
16          dans le dossier. On peut en passer d'autres où des  
17          gens rapportent différentes choses. Ce qui  
18          m'intéresse c'est de savoir ce qui s'est passé,  
19          votre intervention et les vérifications que vous  
20          avez ou n'avez pas faites. Ceci dit, Madame...  
21          Monsieur le Commissaire et Madame la Présidente,  
22          j'ai pas d'autres questions. J'ai beau chercher, je  
23          n'en trouve pas.

24          LA PRÉSIDENTE :

25          Merci, Maître Laurin. Alors, je suis contente de

1 voir que je n'ai pas arrêté ou raccourci votre  
2 interrogatoire. Maître Houle.

3 Me ROBERT LAURIN :

4 Non, on aura compris que même si je passais ou je  
5 voulais passer chacun des événements, ça  
6 n'avancerait peut-être pas les travaux de la  
7 Commission et...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Non. En l'absence de faits nouveaux, non.

10 Me ROBERT LAURIN :

11 Et suivant les recommandations de maître...  
12 (inaudible) déjà.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Houle.

15 Me ROBERT LAURIN :

16 Je me retire, mais je peux l'inviter à être pas  
17 trop long aussi.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Correct, Maître Laurin, merci.

20 CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS HOULE :

21 Q. **[295]** Alors, bonjour, Monsieur Sabourin. Alors,  
22 Denis Houle, je représente l'Association des  
23 constructeurs de routes et grands travaux du  
24 Québec.

25 R. Bonjour.



1 Q. **[296]** Bonjour. Alors, j'ai quelques questions à  
2 vous poser sur des sujets très précis. Et je vais  
3 écouter les conseils de madame Charbonneau pour  
4 être assez bref moi aussi. Alors, première question  
5 qui me vient à l'esprit ou que mes notes me  
6 rappellent ceci. Au niveau du chantier la Romaine.  
7 Alors, on a parlé abondamment, vous avez parlé  
8 abondamment du comportement de monsieur Bernard  
9 Gauthier sur le chantier. Êtes-vous d'accord avec  
10 les propositions suivantes, c'est-à-dire que peu  
11 importe le chantier, peu importe l'entrepreneur, le  
12 comportement de monsieur Gauthier c'est d'abord de  
13 favoriser sa main-d'oeuvre de sa région, c'est-à-  
14 dire de Sept-Îles?

15 R. Oui.

16 Q. **[297]** Et ça même par rapport aux travailleurs FTQ  
17 de la Minganie qui est proche du chantier de la  
18 Romaine, alors, je pense à Havre-Saint-Pierre,  
19 Mingan ou Natashquan?

20 R. C'est arrivé à plusieurs occasions où on me  
21 rapportait cette situation-là, que les gens de  
22 Sept-Îles étaient favorisés au détriment de  
23 travailleurs de la Minganie.

24 Q. **[298]** Est-ce qu'effectivement également lorsqu'il y  
25 avait du travail dans les chantiers, surtout

1 chantiers miniers, le port à Sept-Îles, à ce  
2 moment-là, l'agent syndical FTQ, local 791, Bernard  
3 Gauthier sortait les travailleurs qu'il avait placé  
4 sur le chantier de la Romaine?

5 R. Oui, puis ça me fait penser à une situation qui  
6 était survenue au chantier de la Romaine, une  
7 situation qu'un employeur avait vécu, des travaux  
8 en deux mille dix (2010) au cours de l'été deux  
9 mille dix (2010) comme il y avait des travaux  
10 majeurs qui se faisaient aux environs de Sept-Îles,  
11 cet employeur-là déplorait le fait qu'il avait  
12 perdu à son emploi plusieurs bons opérateurs qui  
13 oeuvraient maintenant proches de Sept-Îles puisque  
14 c'était l'été, ces gens-là, à ce moment-là,  
15 demeuraient dans les environs de Sept-Îles,  
16 pouvaient passer plus de temps avec leur famille.

17 Donc, lui déplorait le fait que Bernard  
18 Gauthier avait vidé son bassin d'opérateurs, de  
19 bons opérateurs et que, là, il était un peu laissé  
20 à lui-même parce que c'était le plein emploi dans  
21 la région. Donc...

22 Q. **[299]** Ça c'est... oui, allez-y, excusez-moi?

23 R. Les gens de la Côte-Nord travaillaient, à ce  
24 moment-là, un peu partout de façon générale.

25 Q. **[300]** Et ça c'était le chantier de la route de

1           pénétration faite par Fernand Gilbert Ltée, le  
2           premier quarante-cinq (45) kilomètres, c'est exact?

3       R. On m'avait rapporté ça c'était le chantier de... à  
4           moins que ma mémoire fasse défaut, de Neilson-  
5           EBC...

6       Q. **[301]** Ah, qui commençait?

7       R. ... à l'été deux mille dix (2010) qui commençait...

8       Q. **[302]** Qui commençait?

9       R. ... et au même moment il y avait des travaux au  
10          terminal minier du quai de la Pointe-Noire.

11      Q. **[303]** Mais en janvier deux mille dix (2010)  
12          également sous l'impulsion de Bernard Gauthier,  
13          Fernand Gilbert Ltée a perdu une quarantaine  
14          d'employés au mois de janvier, début février deux  
15          mille dix (2010) aussi dans des circonstances  
16          analogues, c'est exact?

17      R. Je peux pas vous donner le nombre exact, par contre  
18          ce qui est vrai c'est qu'on m'a rapporté que  
19          plusieurs personnes refusaient d'accepter leur  
20          offre d'emploi. Donc, ultimement ils ont perdu des  
21          opérateurs et m'avait indiqué que les opérateurs  
22          qu'ils avaient perdu c'était les gens qui avaient  
23          de bonnes aptitudes qu'ils voulaient réembaucher.  
24          Donc, ça leur faisait deux fois plus mal si on  
25          veut.

1 Q. **[304]** Mais votre enquête vous a pas permis de  
2 constater également ou de rencontrer des témoins  
3 parmi les mille (1000) personnes, là, qui ont  
4 expliqué qu'ils étaient revenues sur le chantier en  
5 janvier, qu'ils avaient été mobilisées pour le  
6 retour au travail et qu'après ça ils ont été sortis  
7 d'une façon sauvage du chantier, sans avis, à  
8 l'entrepreneur qui était Fernand Gilbert Ltée?

9 R. Non.

10 Q. **[305]** Non, vous avez pas su ça. Est-ce que c'est à  
11 votre connaissance également que lorsqu'il y a  
12 moins de chantiers à Sept-Îles, c'est à ce moment-  
13 là que l'agent Bernard Gauthier revient et exerce  
14 des pressions sur le chantier de la Romaine pour  
15 faire rentrer ses amis de Sept-Îles au détriment  
16 des travailleurs de Havre-Saint-Pierre et de la  
17 Minganie, à proximité du chantier?

18 R. Oui. C'est à ma connaissance.

19 Q. **[306]** O.K. Je vais aller maintenant sur un  
20 événement que vous auriez vécu ou dont vous avez eu  
21 connaissance plutôt en octobre deux mille onze  
22 (2011) pour le chantier de Polaris, vous avez  
23 parlé, avez-vous rencontré ou parlé avec Sylvain  
24 Paradis de l'Inter, de l'International? Au sujet  
25 d'un seul opérateur qui était disponible de l'Inter

1           pour cette région de Minganie.

2           R. Sylvain Paradis de l'International?

3           Q. **[307]** Oui?

4           R. Êtes-vous sûr que c'est de l'International?

5           Q. **[308]** CSN? Ma note est un peu comme dit maître

6           Laurin des fois peut-être ma note est erronée?

7           R. J'ai... j'ai eu des discussions avec des  
8           représentants de l'International. J'ai eu des  
9           discussions, entre autres, avec en fait des  
10          discussions avec un représentant du local 905 qui  
11          mentionnait qu'il avait pas accès ou c'était  
12          difficile pour lui d'avoir accès au chantier et que  
13          lorsqu'il arrivait au chantier, c'était... il avait  
14          de la difficulté à rencontrer les responsables de  
15          l'embauche au sein des entreprises. C'est des  
16          membres, des opérateurs qui lui mettaient des  
17          bâtons dans les roues, on riait de lui. Lorsqu'il  
18          se présentait pour rencontrer le responsable  
19          d'embauche, il était pas présent ou il avait pas le  
20          temps de le rencontrer. Donc, ça c'est une  
21          situation qui m'a été rapportée par un représentant  
22          syndical de l'Inter.

23          Q. **[309]** C'est ça le local 905?

24          R. Le local 905.

25          Q. **[310]** C'est l'Inter ça?

1 R. Exactement.

2 Q. **[311]** Et c'est là que vous avez rapporté des propos  
3 du représentant des relations de travail d'Hydro-  
4 Québec qui aurait dit à son interlocuteur de  
5 l'Inter : « Appelle, parle et entends-toi avec  
6 Bernard Gauthier. » Vous vous rappelez d'avoir dit  
7 ça?

8 R. Exactement. Simplement que c'est pas un  
9 représentant syndical de l'Inter qui me l'a dit,  
10 c'est un représentant syndical de la CSD  
11 Construction.

12 Q. **[312]** O.K. Est-ce que c'est celui-là, Sylvain  
13 Paradis peut-être?

14 R. Oui, c'est lui.

15 Q. **[313]** Ah, bon, O.K. Mais il vous parlait d'un  
16 problème qui avait été vécu par un autre syndicat  
17 qui était l'International c'est ça?

18 R. De ce que j'ai... de ce que moi je l'avais  
19 rencontré, j'avais recueilli une déclaration, il me  
20 parlait d'un membre de la CSD Construction. Il me  
21 parlait de façon générale qu'il avait de la  
22 difficulté à placer ses membres, mais il était dans  
23 la même situation que... que des représentants  
24 aussi de sections locales affiliées à  
25 l'International.

1 J'ai parlé aussi d'un membre du local 62  
2 qui est un manoeuvre, soit le local 62 affilié à  
3 l'International qui lui vivait un peu ce même genre  
4 de problème, c'est que c'était plus difficile pour  
5 lui d'avoir accès aux gros chantiers dans sa  
6 région. C'est un salarié qui demeure dans la région  
7 de la Côte-Nord et ses représentants syndicaux lui  
8 indiquaient qu'ils étaient pas capables de faire de  
9 la référence d'embauche sur la Côte-Nord.

10 Q. **[314]** Mais c'est Jocelyn, c'est-à-dire Sylvain  
11 Paradis qui aurait rencontré le représentant des  
12 relations de travail d'Hydro-Québec?

13 R. Exactement. Il lui aurait, selon ce qu'il me  
14 rapporte, ce que je comprends, c'est que ça, les  
15 propos m'ont été rapportés, je peux pas vous dire  
16 si c'est dans une conversation téléphonique ou dans  
17 une rencontre, mais c'est lui qui a rencontré un  
18 représentant d'Hydro-Québec dont je rapportais les  
19 propos qui avaient été tenus.

20 Q. **[315]** Le texte que je venais de vous rappeler,  
21 c'est-à-dire : « Rappelle et entends-toi avec  
22 Bernard Gauthier. » Et après ça vous aviez ajouté  
23 que le même représentant aurait dit : « J'ai les  
24 mains liées. »

25 R. Le même... exactement, le même représentant

1 d'Hydro-Québec aurait ajouté en disant : « On a les  
2 mains liées. »

3 Q. **[316]** Et ça est-ce que c'est une enquête que vous  
4 avez personnellement faite puisque vous dites  
5 quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de votre  
6 témoignage et des témoins que vous rapportez c'est  
7 votre travail à vous?

8 R. Cette rencontre-là c'est moi qui l'avais effectuée.  
9 Maintenant je crois que c'était un dossier d'une de  
10 mes collègues. J'ai effectué cette rencontre-là  
11 parce que je m'adonnais à être dans la région où  
12 est domicilié ce représentant syndical-là, donc,  
13 j'ai rencontré ce représentant syndical-là.

14 Q. **[317]** Avez-vous rencontré le représentant d'Hydro-  
15 Québec?

16 R. Auquel il fait mention? Oui, à plusieurs reprises.

17 Q. **[318]** Sur ce sujet-là?

18 R. Pas sur ce sujet-là spécifique, non.

19 Q. **[319]** Vous l'avez pas questionné sur ces  
20 affirmations-là de Sylvain Paradis?

21 R. Non. Comme je vous dis, c'était pas un dossier  
22 auquel j'étais assigné donc, moi, je rencontrais,  
23 j'allais recueillir une déclaration pour un  
24 collègue, pour un collègue.

25 Q. **[320]** Est-ce que votre collègue a fait une telle



1           rencontre?

2           R. Je peux pas vous dire. Je pourrais pas vous dire.

3           Q. **[321]** Mais vous avez pas consulté l'ensemble de ces  
4           dossiers-là avant de venir témoigner à la  
5           Commission? Je retenais ça, moi, de votre  
6           présentation initiale de jeudi passé, non?

7           R. J'ai relu un grand nombre de dossiers. Maintenant,  
8           j'ai mis l'accent aux éléments pertinents puis aux  
9           éléments également qui étaient corroborés par  
10          différents intervenants à différents moments dans  
11          le temps, à différents endroits aussi, là.

12          Q. **[322]** Est-ce que votre collègue ou vous avez  
13          rencontré des personnels d'administration de la  
14          compagnie Polaris sur ce sujet-là?

15          R. Je sais que ma collègue a rencontré au moins à  
16          plusieurs reprises, je crois, des gens de Polaris.  
17          Moi, j'ai participé à une de ces rencontres-là en  
18          compagnie de ma collègue également.

19          Q. **[323]** Est-ce que vous, vous dites que vous avez  
20          participé, est-ce que vous avez eu connaissance de  
21          la façon dont la FTQ-Construction, et  
22          particulièrement les travailleurs ou les délégués  
23          syndicaux du local 791, oui, se sont comportés à  
24          l'égard du chantier de Polaris?

25          R. J'ai entendu dire que l'entreprise avait eu

1 beaucoup de difficulté. J'ai constaté également que  
2 l'entreprise avait embauché une personne qui était  
3 initialement représentant syndical de l'AMI dans la  
4 région de Québec.

5 Q. **[324]** André Therrien?

6 R. Exactement et j'ai entendu dire que l'entreprise  
7 avait eu beaucoup de difficulté et qu'elle avait  
8 même aussi embauché une personne qui agissait  
9 normalement comme délégué de chantier du local 791  
10 pour agir soit en relations de travail ou comme  
11 surintendant.

12 Q. **[325]** Alors on parle de monsieur Jean-Yves Noël,  
13 c'est ça?

14 R. Oui.

15 Q. **[326]** Qui est un délégué et qui est venu contrôler  
16 l'engagement et la mise à pied des travailleurs de  
17 Polaris, c'est exact?

18 R. Ça faisait partie de ses fonctions selon ce qu'il  
19 m'a, on m'a rapporté, oui.

20 Q. **[327]** Est-ce que vous avez vu ou est-ce qu'on vous  
21 a rapporté, avez-vous eu l'information ou votre  
22 collègue, que ça a même entraîné des départs dans  
23 l'administration de Polaris qui n'acceptait pas que  
24 la FTQ-Construction, contrairement à ce qui s'était  
25 passé chez FGL, vienne contrôler le chantier de

1           Polaris. Alors on parle, par exemple, de Denis  
2           Mercier.

3           R. Non.

4           Q. **[328]** L'avez-vous rencontré?

5           R. De mémoire, ce nom-là me dit rien, là.

6           Q. **[329]** Denis Fortier, excusez-moi. Denis Fortier?

7           R. Ça, c'est un nom qui me dit de quoi, mais c'est un  
8           collègue à moi qui l'a rencontré, je crois, dans le  
9           cadre d'une enquête dont j'ai fait mention sur un  
10          arrêt de travail survenu au chantier du complexe  
11          hydroélectrique de la Romaine en juin deux mille  
12          onze (2011) mais moi, personnellement, je l'ai pas  
13          rencontré.

14          Q. **[330]** Qui est le premier ingénieur qui a été chargé  
15          du projet de Polaris, Polaris c'était la  
16          continuation de la route de pénétration du  
17          kilomètre 45 au kilomètre 83 à 84, c'est ça?

18          R. Oui.

19          Q. **[331]** Et il a démissionné à cause de cette  
20          situation de contrôle, de mainmise sur l'engagement  
21          des travailleurs par Jean-Yves Noël, c'est exact?

22          R. J'ai pas eu cette information-là. Tout ce que je  
23          peux vous dire c'est que mon collègue qui l'avait  
24          rencontré avait eu une bonne collaboration de...

25          Q. **[332]** De monsieur Fortier?

1 R. ... monsieur lors de l'enquête en deux mille onze  
2 (2011) mais...

3 Q. **[333]** Est-ce que vous avez su que, finalement, ce  
4 contrôle de la FTQ-Construction de ce chantier-là a  
5 entraîné des dépassements de coûts énormes pour  
6 Polaris?

7 R. Ça, on m'en a parlé, effectivement.

8 Q. **[334]** Est-ce que vous êtes au courant des montants  
9 en jeu?

10 R. Non.

11 Q. **[335]** Non? Je vais vous référer, si vous permettez,  
12 j'en avais parlé à maître Simon Tremblay, à une  
13 décision de la commissaire juge administratif Kim  
14 Legault du vingt-sept (27) mars deux mille treize  
15 (2013) et qui rapport entre autres les propos de  
16 monsieur Denis Fortier alors c'est au paragraphe, à  
17 la page 110, paragraphes 547 et 548 et vous me  
18 commenterez ça si vous savez ce dont il est  
19 question.

20 Paragraphe 547 :

21 Donc Gauthier annonce à la haute  
22 direction de Polaris et à tout le  
23 personnel de supervision de  
24 l'entreprise, qu'il a décidé  
25 d'expulser du chantier Jacques Gagné,

1                   le surintendant général, sans même  
2                   consulter Fortier.

3           Étiez-vous au courant de ça?

4       R. Cette situation-là, ça me rappelle quelque chose,  
5       mais je suis pas au courant dans les détails, mais  
6       je crois qu'une de mes collègues a fait, avait fait  
7       des vérifications ou une enquête concernant ces  
8       événements-là. C'est pas la première fois que  
9       j'entends cette information-là.

10      Q. **[336]** On va continuer le paragraphe suivant, propos  
11      de la juge administratif... administrative, je ne  
12      sais pas trop :

13                   Dans les deux semaines suivantes,  
14                   Jacques Gagné a effectivement quitté  
15                   le chantier. Quant aux deux  
16                   surintendants de jour et de nuit...  
17      Ils sont mentionnés au paragraphe 543, le  
18      contremaître Jacques Gagné, de jour, et Paul  
19      Lessard, je m'excuse, Paul Lessard de jour et Denis  
20      Roussel de nuit.

21      Alors :

22                   Quant aux deux surintendants de jour  
23                   et de nuit embauchés par lui,...  
24      par Jacques Gagné,  
25                   ... ils ont été remerciés peu de temps

1 après.

2 Et la juge cite, ici, le témoignage de monsieur  
3 Denis Fortier :

4 M. Therrien, c'est la personne qui  
5 avait été engagée pour s'occuper des  
6 relations de travail...

7 Alors Therrien,

8 ... m'a annoncé que... il devait  
9 mettre à pied ces deux personnes-là...  
10 que la décision venait de la  
11 direction,... de M. Poisson...

12 Monsieur Poisson est le président de Polaris?

13 R. Oui.

14 Q. **[337]** ... qu'il leur annoncerait demain  
15 matin... ». Encore une fois, il n'est  
16 pas consulté quant à cette décision.  
17 Il commente la situation comme suit :  
18 « Moi je trouvais que la situation  
19 était un peu problématique, je  
20 m'expliquais mal la décision, si  
21 vite... moi j'ai appelé M. Desrosiers,  
22 je comprenais pas la situation, que je  
23 sois pas avisé de ça, puis de l'image  
24 que ça pouvait donner par rapport... à  
25 Hydro Québec... que ça devenait comme

1                                   une désorganisation...

2                   ... pour Hydro-Québec. Est-ce que vous pensez pas  
3                   que c'est pas plutôt à ça que référerait le  
4                   représentant d'Hydro-Québec lorsqu'il disait qu'il  
5                   avait les mains liées? Il avait aucun contrôle sur  
6                   ce chantier-là?

7           R. C'est possible.

8           Q. **[338]** C'est possible, hein?

9           R. C'est possible.

10          Q. **[339]** Il me reste trois points succincts à traiter  
11               avec vous.

12          R. C'est possible mais, en même temps, la situation  
13               que vous venez de décrire...

14          Q. **[340]** Oui.

15          R. ... laisse présumer que Bernard Gauthier avait  
16               peut-être davantage de contrôle que ce dont j'ai  
17               fait état dans mon témoignage. Ça me rappelle, il y  
18               avait, j'ai déjà entendu une rumeur aussi à l'effet  
19               qu'il y avait une très grande proximité entre  
20               Bernard Gauthier et monsieur Poisson dont vous avez  
21               fait état en question, on me disait que c'était des  
22               « partners » de pêche ou de chasse.

23          Q. **[341]** Quand on parle de Jean-Yves Noël, je reviens  
24               là-dessus, c'est un des bras droits importants de  
25               Bernard Gauthier, c'est exact?

1 R. Oui.

2 Q. **[342]** Vous avez dit jeudi passé au sujet de  
3 l'interférence de Gauthier qui fait transférer un  
4 opérateur de Bob-Son à Nielson sans aviser Bob-Son.  
5 C'est exact?

6 R. Oui.

7 Q. **[343]** Est-ce que vous êtes au courant qu'Hydro-  
8 Québec en conséquence de ce genre d'intervention,  
9 je dirais désagréable pour l'entrepreneur qui  
10 utilisait les services de ce travailleur-là jusque  
11 là, a établi ou a ré-établi certaines règles de  
12 comportement des entrepreneurs sur le chantier, la  
13 première règle, pas de maraudage entre  
14 entrepreneurs. Donc, un entrepreneur ne vient pas  
15 chercher un travailleur d'un autre. Êtes-vous au  
16 courant de ça?

17 R. Non.

18 Q. **[344]** Non? L'autre règle, toujours d'Hydro-Québec,  
19 c'est que s'il y a un départ volontaire d'un  
20 employé, comme ça, ils partent volontairement puis  
21 ils s'en vont le lendemain travailler pour un autre  
22 entrepreneur, alors qu'Hydro-Québec a imposé aux  
23 travailleurs une sanction de deux semaines, à ce  
24 moment-là si un travailleur quitte inopinément,  
25 sans avis, un entrepreneur, il pourra pas revenir



1 sur le chantier pendant quinze (15) jours. Avez-  
2 vous été mis au courant de ça?

3 R. Non.

4 Q. **[345]** O.K.

5 (14:37:14)

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Est-ce que vous avez la preuve de ces faits Maître  
8 Houle?

9 Me DENIS HOULE :

10 On pourrait toujours en faire la preuve Madame,  
11 oui.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Ou si vous avez des documents à faire parvenir à la  
14 Commission?

15 Me DENIS HOULE :

16 Non, j'ai pas de documents à faire... Ça serait des  
17 témoignages Madame. Ah! mais cette règle-là est,  
18 c'est une règle... c'est une pratique d'Hydro-  
19 Québec qui existait même sur la Côte-Nord avant.  
20 S'il y a des gens d'Hydro-Québec qui viennent  
21 témoigner, ils pourront le dire Madame. Moi je l'ai  
22 vécu là-bas, alors c'est pour ça que j'en parle.

23 Q. **[346]** Vous avez parlé du paiement de certaines  
24 amendes, entre autres le huit mille dollars  
25 (8 000 \$), l'amende à laquelle avait été condamné

1 Bernard Gauthier et de, entre cinquante (50 \$) et  
2 soixante-quinze dollars (75 \$) ses deux délégués  
3 syndicaux, qui sont payés par les syndicats, par le  
4 syndicat, par le local 791.

5 R. Ce que je soupçonne effectivement c'est qu'ils sont  
6 payés par le local 791.

7 Q. **[347]** Est-ce que vous avez connu, dans vos  
8 enquêtes, un comportement semblable au niveau de  
9 l'International?

10 R. Comme j'expliquais, un des éléments qui me permet  
11 de soupçonner, au-delà du fait qu'ils sont  
12 représentés par le procureur de la FTQ  
13 Construction, c'est dans le cadre d'un dossier à la  
14 cour qui impliquait Denis Jobin du local 711, on  
15 m'avait donné l'information que l'amende allait  
16 être payée par le local.

17 Q. **[348]** Le 711 c'est l'Inter?

18 R. Exactement.

19 Q. **[349]** International. Est-ce que pour vous, vous  
20 trouvez pas ça incongru un peu qu'un syndicat  
21 vienne payer une amende qui est due personnellement  
22 par un agent syndical ou par des délégués?

23 R. Je vous dirais que c'est pas à moi à juger  
24 comment... juger de leur gestion interne puis je  
25 laisse ces jugements-là à...

1 Q. **[350]** À d'autres.

2 R. ... d'autres personnes et particulièrement aux  
3 commissaires.

4 Q. **[351]** Mais êtes-vous d'accord avec moi que c'est,  
5 cette façon de régler des amendes qui sont dues par  
6 des individus, ça vient cautionner leur  
7 comportement sur les chantiers?

8 R. On pourrait le prendre, le considérer de cette  
9 façon-là, oui.

10 Q. **[352]** Et si ça se fait finalement, c'est parce que  
11 un personnage comme Bernard Gauthier rapporte  
12 beaucoup au syndicat, à la FTQ Construction?

13 R. Je crois qu'il rapporte beaucoup. Maintenant je  
14 tiens seulement à spécifier que je n'ai pas la  
15 preuve que les amendes sont payées par les  
16 associations syndicales; je n'ai que des soupçons.

17 Q. **[353]** Quand il a été question de la journée d'étude  
18 du mois de juin...

19 R. Mais simplement pour...

20 Q. **[354]** Oui, excusez-moi, oui, allez-y.

21 R. ... concernant le cautionnement, juste le fait que  
22 ces personnes-là soient représentées par un  
23 procureur de la FTQ Construction, ça nous donne un  
24 indice sur le cautionnement également, là, de  
25 l'association sur les gestes qu'ils ont portés.

1 Q. **[355]** Vous voulez dire qu'à ce moment-là, l'avocat  
2 est rémunéré par le local directement?

3 R. C'est ce que je présume également.

4 Q. **[356]** O.K. L'arrêt de travail de juin deux mille  
5 onze (2011) qu'on a qualifié de journée d'étude,  
6 alors vous avez dit que c'était pour une demande  
7 d'augmenter le service aérien pour les  
8 travailleurs?

9 R. Exactement.

10 Q. **[357]** Alors entre autres, un arrêt supplémentaire à  
11 Baie-Comeau, ce qui ne se faisait pas avant?

12 R. Entre autres, oui.

13 Q. **[358]** Savez-vous si Bernard Gauthier et son groupe  
14 ont demandé à Hydro-Québec d'avoir un avion  
15 également qui pourrait desservir les travailleurs  
16 du Lac St-Jean, du Saguenay-Lac-St-Jean?

17 R. C'est possible, mais on m'avait fait part... on  
18 m'avait fait part d'un vol pour la Gaspésie, mais  
19 c'est le témoin qui me fait part, un témoin qui me  
20 fait part de ces propos-là. C'est possible que  
21 Bernard Gauthier ait revendiqué autres choses aussi  
22 puisque, forcément, ce que j'ai constaté, il  
23 revendique beaucoup.

24 Q. **[359]** Maître Laurin vous a parlé de travail au  
25 noir. Vous dites que ce sont plus les inspecteurs

1 que l'enquêteur que vous êtes ou votre équipe de  
2 sept, huit enquêteurs qui s'occupez de ces  
3 dossiers-là, mais savez-vous, de par votre travail  
4 depuis deux mille neuf (2009), que le travail au  
5 noir, très peu dans le domaine du génie civil  
6 puisqu'on a affaires à des contrats publics. C'est  
7 exact?

8 R. Je pourrais pas vous dire, je pourrais vous dire.

9 Q. **[360]** Vous savez pas?

10 R. C'est... ça pourrait être logique, mais je pourrais  
11 pas vous dire. Je sais de manière générale qu'il y  
12 a certains secteurs qui sont plus à risque et c'est  
13 des secteurs principalement, là, dans le...

14 Q. **[361]** Résidentiel?

15 R. ... résidentiel, mais ma connaissance s'arrête...  
16 ma connaissance va pas trop loin, là, à ce sujet-  
17 là, donc...

18 Q. **[362]** Dernier sujet, vous avez répondu à une  
19 question qui vous était posée par maître Laurin que  
20 les délégués syndicaux se promenaient d'un chantier  
21 à l'autre. Vous vous rappelez d'avoir dit ça?

22 R. Oui.

23 Q. **[363]** Est-ce que vous savez que, finalement, le  
24 délégué qui est censé être élu évidemment par ses  
25 collègues de travail, n'est rattaché qu'à un seul

1 chantier?

2 R. Oui puis d'ailleurs c'est une problématique, comme  
3 je le mentionnais, qui est propre, bien je faisais  
4 référence à un délégué de la FIPOE à ce moment-là,  
5 qui se promenait d'un chantier à l'autre, mais on  
6 voit ça aussi, on m'a rapporté ça aussi, là, sur le  
7 chantier de la Romaine, notamment un employeur qui  
8 me rapportait que Bernard Gauthier le rencontre en  
9 compagnie de deux délégués de chantier, mais ces  
10 délégués-là sont à l'emploi de d'autres entreprises  
11 concurrentes qui font des travaux ailleurs sur le  
12 chantier.

13 Q. **[364]** Puis vous savez que c'est, que ce  
14 comportement-là est contraire aux dispositions de  
15 la convention collective génie civil et voirie?

16 R. Oui, mais au-delà de ça, contraire à la loi...

17 Q. **[365]** R-20?

18 R. ... la loi R-20.

19 Q. **[366]** O.K. Merci Monsieur Sabourin. Merci Madame.

20 M. RENAUD LACHANCE, commissaire :

21 Q. **[367]** Vous avez répondu tout à l'heure à maître  
22 Laurin qu'à la CCQ, dans votre unité d'enquête,  
23 vous faites également des enquêtes sur le personnel  
24 de la CCQ?

25 R. Oui.

1 Q. [368] Et que c'est la... de quelle jur... quelle  
2 nature d'enquête vous faites sur le personnel?

3 R. Des enquêtes administratives, des enquêtes internes  
4 ces choses-là.

5 Q. [369] Comme, est-ce que ça peut être comme, par  
6 exemple, trafic d'influence portant sur une carte  
7 de compétence ou bien autre chose de ce genre-là  
8 ou...?

9 R. Disons que j'ai jamais vu une enquête de ce type-  
10 là, mais c'est plus, ça pourrait arriver, mais j'ai  
11 jamais vu d'enquête...

12 Q. [370] Mais vous avez jamais vu d'enquête...

13 R. ... à ce niveau-là. C'est davantage des enquêtes au  
14 niveau de, ça peut être des situations de  
15 harcèlement au travail...

16 Q. [371] O.K.

17 R. ... ou ces choses-là, là.

18 Q. [372] Parfait. Merci.

19 Me SIMON TREMBLAY :

20 Donc ça compléterait pour monsieur Sabourin. Je  
21 vous demanderais de prendre une pause. Ma collègue,  
22 maître LeBel va suivre avec le prochain témoin  
23 mais, je vous suggérerais une courte pause à ce  
24 moment-ci pour qu'on puisse faire les changements  
25 appropriés.

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Est-ce que vous voulez que... On fait une courte  
3 pause et on prendrait une pause par la suite ou  
4 vous voulez que...

5 Me SIMON TREMBLAY :

6 Bien écoutez, je regarde l'heure, il est trois  
7 heures moins quart (14 h 45). On peut peut-être  
8 prendre la pause d'après-midi, là, quinze (15)  
9 minutes à l'avance.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 O.K.

12 Me SIMON TREMBLAY :

13 On pourra reprendre, là, vers trois heures et quart  
14 (15 h 15), trois heures et... (15 h...).

15 LA PRÉSIDENTE :

16 Parfait.

17 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

18 REPRISE DE L'AUDIENCE

19

20 \_\_\_\_\_  
(15:03:37)

21

22



1 L'AN DEUX MILLE QUATORZE (2014), ce vingt-quatrième  
2 (24e) jour du mois de février,

3

4 A COMPARU :

5

6 PIERRE LAPRISE, Directeur des opérations

7

8 LEQUEL, affirme solennellement ce qui suit :

9

10 Me SONIA LeBEL :

11 Vous pouvez vous asseoir, Monsieur Laprise.

12 LA COUR :

13 Bonjour, Monsieur Laprise.

14 INTERROGÉ PAR Me SONIA LeBEL :

15 Q. **[373]** Alors, Monsieur Laprise, on va peut-être  
16 pouvoir commencer à situer un peu votre témoignage  
17 pour la Commission. Vous avez dit directeur des  
18 opérations. Directeur des opérations pour quelle  
19 compagnie?

20 R. La compagnie Fernand Gilbert.

21 Q. **[374]** Qu'on peut appeler... donc qu'on peut appeler  
22 FGL, je pense, également?

23 R. Oui, FGL pour le... le projet. Oui.

24 Q. **[375]** Et on va peut-être revenir à vous, on  
25 reviendra à la compagnie et à votre travail au sein

1 de la compagnie et qu'est-ce que la compagnie fait,  
2 là, sur le terrain. Vous avez quel genre de  
3 formation, Monsieur Laprise?

4 R. Moi, j'ai été élevé dans une entreprise de... de  
5 construction, on avait une entreprise. Et puis j'ai  
6 une formation de technicien en génie civil depuis  
7 mil neuf cent soixante-quinze (1975). Et puis  
8 depuis ce temps-là que je travaille sur la  
9 construction, là, à plein temps.

10 Q. **[376]** O.K. Et quelles étaient vos fonctions? Quel  
11 genre de travail vous faisiez dans les premières  
12 années?

13 R. Les premières années comme travailleur : arpentage,  
14 contremaître, ces choses-là, et puis j'ai toujours  
15 travaillé à peu près une vingtaine d'années comme  
16 surintendant. Et puis depuis deux mille trois  
17 (2003), à l'emploi de chez Fernand Gilbert, je suis  
18 directeur des opérations.

19 Q. **[377]** O.K. Vous avez... vous êtes... Depuis combien  
20 de temps vous êtes chez Fernand Gilbert?

21 R. Vingt-six (26) ans.

22 Q. **[378]** Vingt-six (26) ans, en mil neuf cent quatre-  
23 vingt-huit (1988), je pense?

24 R. Depuis quatre-vingt-huit (88), quatre-vingt-huit  
25 (88), oui.

1 Q. **[379]** O.K. Et vous êtes entré chez... dans cette  
2 compagnie-là à quel titre, au départ?

3 R. Comme surintendant des travaux, surintendant  
4 général.

5 Q. **[380]** Qu'est-ce que ça fait un surintendant  
6 général? Peut-être m'éclairer un peu.

7 R. On dirige les travaux, on emploie... on engage les  
8 travailleurs, on engage les contremaîtres, on  
9 participe aux réunions de chantier avec le client,  
10 c'est tout ça.

11 Q. **[381]** Vous travaillez sur les projets sur le  
12 terrain un peu plus à ce moment-là.

13 R. Sur le terrain.

14 Q. **[382]** Sur la mise en place des projets. Vous êtes  
15 pas... est-ce que vous participez aux soumissions,  
16 les choses comme ça?

17 R. Oui, oui. J'ai toujours participé aux soumissions  
18 chez Fernand Gilbert pour des travaux.

19 Q. **[383]** O.K.

20 R. Oui.

21 Q. **[384]** Donc, vous pouvez... on peut dire que vous  
22 participez au processus du jour un à ce moment-là,  
23 puis vous êtes impliqué jusqu'à la fin des travaux.

24 R. Exactement.

25 Q. **[385]** Vous êtes directeur des opérations, vous avez

1 dit depuis deux mille trois (2003), je pense?

2 R. Depuis deux mille trois (2003), oui.

3 Q. **[386]** Depuis deux mille trois (2003). Et  
4 particulièrement, vos fonctions sont de quel ordre?

5 R. Vous voulez dire...

6 Q. **[387]** Comme directeur des opérations, qu'est-ce que  
7 ça... qu'est-ce que vous faites comme directeur des  
8 opérations?

9 R. Ah! Après avoir participé aux soumissions, on  
10 établit les... les équipements qu'on a besoin pour  
11 aller sur les travaux, la main-d'oeuvre, quel  
12 surintendant qui va aller faire les travaux, les  
13 contremaîtres. Ensuite, il faut... il faut  
14 construire l'équipe, autrement dit, pour aller  
15 bâtir le projet, pour aller faire le projet.

16 Q. **[388]** O.K.

17 R. Ensuite de ça, je m'occupe de tous les travaux des  
18 contrats de Fernand Gilbert, pas seulement un  
19 projet en particulier, mais de tous les projets  
20 qu'on exécute.

21 Q. **[389]** O.K. Êtes-vous quelquefois amené à participer  
22 plus avant à un projet plutôt qu'un autre ou en  
23 général vous êtes... vous supervisez tout ça, là?

24 R. Tous... tous les... tous les travaux de tous les  
25 projets.

1 Q. **[390]** O.K.

2 R. C'est pas un projet en particulier, c'est tous les  
3 projets.

4 Q. **[391]** Donc, parlons peut-être de l'entreprise en  
5 particulier. Quel est ce type d'entreprise-là et  
6 quel genre de projets est-ce qu'elle exécute?

7 R. Fernand Gilbert est une entreprise qui existe  
8 depuis mil neuf cent cinquante-sept (1957), elle a  
9 cinquante-cinq (55) ans de... de travaux. On  
10 exécute des travaux en génie civil, plus  
11 particulièrement dans l'excavation, mais au niveau  
12 des gros travaux de génie civil du Québec central.  
13 Je pourrais vous dire des routes, des... on a fait  
14 des ponts, on a fait aussi égout, aqueduc civil,  
15 génie municipal, même minier aussi, on fait des  
16 travaux miniers.

17 Q. **[392]** C'est une entreprise à peu près de quelle  
18 grosseur ça? De quelle envergure?

19 R. On engage moyennement à toutes les années mille  
20 (1000) personnes à nos... à nos services.

21 Q. **[393]** Ça, c'est des employés qui sont comme per...  
22 pas nécessairement permanents, là. Vous parlez  
23 de... est-ce que ça inclut les travailleurs qui  
24 sont sur vos chantiers?

25 R. Oui.

1 Q. **[394]** Oui.

2 R. Oui. C'est de l'ouvrage aux chantiers...

3 Q. **[395]** Donc, vous pouvez employer jusqu'à mille  
4 (1000) personnes à peu près par année.

5 R. Oui. Oui.

6 Q. **[396]** Est-ce qu'il y a des employés permanents chez  
7 FGL?

8 R. Oui, beaucoup.

9 Q. **[397]** On parle de quoi à peu près comme nombre...

10 R. Ah! Mon Dieu.

11 Q. **[398]** ... et de quel type d'employés permanents?

12 R. Il faut comprendre que Fernand Gilbert et le Groupe  
13 Gilbert, il y a différentes filiales, mais peut-  
14 être deux cent cinquante (250) employés, là, à  
15 plein temps, là.

16 Q. **[399]** O.K. Et quelle est la région de... Je  
17 comprends qu'elle oeuvre au Québec  
18 particulièrement. Est-ce qu'elle oeuvre ailleurs  
19 qu'au Québec?

20 R. Oui. Présentement, depuis deux mille huit (2008),  
21 on travaille au Nunavut, on fait des travaux pour  
22 des projets miniers. Et puis dans la région, on a  
23 touché à toutes les régions du Québec, là, incluant  
24 la Côte-Nord aussi. La Côte-Nord, on a quand même  
25 fait des travaux depuis mil neuf cent quatre-vingt-

1       sept (1987) qu'on... moi, que je travaille... en  
2       quatre-vingt-huit (88), je travaille pour Fernand  
3       Gilbert, on a fait des travaux à... voyons! à  
4       Natashquan, Baie-Johan-Beetz, Havre-Saint-Pierre,  
5       Sept-Îles, Baie Comeau, Forestville, c'est tous les  
6       endroits où ce qu'on a travaillé sur la Côte-Nord.  
7       Ça fait vingt-cinq (25) ans qu'on travaille, là,  
8       dans la région de la Côte-Nord.

9       Q. **[400]** Puis, en règle générale, dans la région de la  
10       Côte-Nord, est-ce que... on parle de quel type de  
11       travaux, des routes, des ponts?

12       R. Des routes et puis habituellement c'est des projets  
13       de digues et barrages.

14       Q. **[401]** O.K. Donc, mil neuf cent quatre-vingt-sept  
15       (1987), Fernand Gilbert est présent sur la Côte-  
16       Nord. Je pense qu'on va parler plus  
17       particulièrement ensemble, Monsieur Laprise, d'un  
18       projet qui a déjà été mentionné et par monsieur  
19       Comeau et par monsieur Sabourin devant la  
20       Commission, d'ailleurs l'entreprise et votre nom  
21       ont été mentionnés, c'est peut-être pour voir un  
22       peu votre point de vue ou la façon dont ça s'est  
23       passé pour vous, on va parler du chantier de la  
24       Romaine, c'est exact?

25       R. Oui.

1 Q. **[402]** Peut-être juste nous expliquer, au départ,  
2 là, Fernand Gilbert avait... vous étiez combien de  
3 soumissionnaires sur ce projet-là?

4 R. Il y a... je crois qu'il y avait quatre  
5 soumissionnaires sur le projet. Nous, nous étions  
6 le plus bas soumissionnaire, il y avait ABC Nelson,  
7 Il y a eu Inter-Cité, il y a un autre entrepreneur,  
8 je me rappelle pas son nom, il y a peut-être Simard  
9 et Beaudry aussi. Mais on a été le plus bas  
10 soumissionnaire en deux mille neuf (2009).

11 Q. **[403]** En deux mille neuf (2009). Donc...

12 R. Printemps deux mille neuf (2009).

13 Q. **[404]** Le projet de la Romaine, duquel on va  
14 discuter cet après-midi ensemble, là, a débuté au  
15 mois de mai deux mille neuf (2009), c'est exact?

16 R. C'est bien ça.

17 Q. **[405]** O.K. Vous avez mentionné... et on va peut-  
18 être y revenir plus avant, vous avez mentionné  
19 tantôt que Fernand Gilbert, la compagnie y est  
20 présente, sur la Côte-Nord, depuis au moins vingt-  
21 cinq (25) ans. Vous avez dû, j'imagine, faire  
22 affaire aux centrales syndicales dans les autres...  
23 dans les projets précédents?

24 R. Oui, on a toujours fait affaire avec les gens de la  
25 Côte-Nord. On a engagé... on est pas, autrement



1 dit, en... comment je pourrais vous dire, là?

2 Q. **[406]** En opposition?

3 R. Contre l'emploi régional, là, c'est complètement  
4 faux, là. Il y a des bons travailleurs sur la Côte-  
5 Nord puis on les emploie. On a travaillé à Pointe-  
6 Noire, sur le projet de... d'aluminerie puis on...  
7 on n'a jamais eu de problème, là...

8 Q. **[407]** Est-ce qu'il arrive que vous repreniez, d'un  
9 chantier à un autre, les mêmes employés ou les  
10 mêmes travailleurs?

11 R. Oui, on rencontre souvent des travailleurs qui  
12 viennent nous... qui nous appellent, déjà,  
13 d'ailleurs, qui ont... qui ont déjà fait affaire  
14 avec nous autres puis qui... qui nous rappellent,  
15 là, ça c'est sûr et certain, là, souvent. Nous, on  
16 a toujours fonctionné comme ça de... d'engager des  
17 travailleurs qui nous appelaient. Ils nous  
18 envoyaient un CV ou encore... comme ça. Mais le  
19 projet de la Romaine a été spécial parce que là  
20 c'était un gros projet d'Hydro-Québec. Et puis,  
21 lorsqu'on a eu le projet, bien, on... les syndicats  
22 nous ont appelés pour faire... pour nous  
23 représenter leurs travailleurs. Ça fait que...

24 Q. **[408]** Aviez-vous besoin de plus de travailleurs  
25 qu'à l'habitude, à ce moment-là, dans ce genre de

1           projet-là?

2           R. Bien, c'est un projet de route qui pouvait monter  
3           jusqu'à cent cinquante (150) personnes, là, dans  
4           le... au niveau du chantier, là, de la construction  
5           de la route, oui.

6           Q. **[409]** O.K. Donc, à ce moment-là, si je comprends  
7           bien, dès le départ du projet, au mois de mai, vous  
8           avez été approché par les centrales syndicales et  
9           particulièrement par monsieur Bernard Gauthier,  
10          qu'on appelle Rambo, c'est exact?

11          R. On a été rencontrés seulement par la FTQ  
12          Construction, c'était Bernard Girard qui est venu  
13          me rencontrer avec Bernard Gauthier.

14          Q. **[410]** O.K. Est-ce que c'est parce que la FTQ  
15          Construction, en tout cas, le local représenté par  
16          Bernard Gauthier sur la Côte-Nord, était plus  
17          susceptible de vous fournir des travailleurs de par  
18          le type de main-d'oeuvre dont vous aviez besoin?

19          R. Pas nécessairement. Nous, au départ... c'est sûr  
20          que la FTQ, sur la Côte-Nord, détient la majorité  
21          des travailleurs, je peux dire, d'équipements  
22          lourds pour nos travaux. Mais il y a... la CSN en  
23          a, l'Inter ont des travailleurs aussi. Puis, lors  
24          des discussions qu'on a eues avec monsieur  
25          Gauthier, c'est que, oui, on va de la main-

1 d'oeuvre, là, locale et puis que je voulais  
2 respecter le pourcentage des représentations  
3 syndicales, là, sur la Côte-Nord.

4 Ça fait que moi, s'il y avait, mettons,  
5 quatre-vingts pour cent (80 %) de FTQ puis dix pour  
6 cent (10 %) Inter ou CSN, bon, bien, j'ai dit :  
7 « Je vais prendre un dix pour cent (10 %) de  
8 l'Inter ou un dix pour cent (10 %) de la CSN pour  
9 respecter au moins les... les pourcentages des  
10 travailleurs. »

11 Q. **[411]** Avant le projet de la Romaine, mai deux mille  
12 neuf (2009), est-ce que vous aviez eu affaire avec  
13 monsieur Gauthier, à ce moment-là, pour... pour la  
14 main-d'oeuvre?

15 R. Non, c'est... la première fois que j'ai rencontré  
16 monsieur Gauthier c'est pour le projet de la  
17 Romaine, en deux mille neuf (2009).

18 Q. **[412]** O.K. Aviez-vous affaire avec des gens de son  
19 local, à ce moment-là, je parle des travailleurs du  
20 local 791, à ce moment-là?

21 R. Oui. Oui.

22 Q. **[413]** C'était pas monsieur... c'était pas monsieur  
23 Gauthier qui était le représentant, si je comprends  
24 bien?

25 R. J'ai des travailleurs qui sont venus me rencontrer

1 sur différents travaux mais j'ai jamais eu affaire  
2 directement à lui avant deux mille neuf (2009).

3 Q. **[414]** O.K. On va peut-être en discuter un peu plus  
4 tantôt, mais si on parle de référence de main-  
5 d'oeuvre, si je comprends bien, il y a rien qui  
6 empêche un entrepreneur comme vous, un donneur  
7 d'ouvrage, de contacter directement un travailleur  
8 sur le terrain, c'est exact?

9 R. Non, il y a rien qui nous l'empêche.

10 Q. **[415]** Il y a rien qui vous l'empêche. O.K. Donc,  
11 monsieur Gauthier se présente à vous, si je  
12 comprends bien, de lui-même ou il vous appelle, de  
13 quelle façon ça se passe?

14 R. Vous voulez dire pour la rencontre...

15 Q. **[416]** La première rencontre initiale, là.

16 R. La première rencontre. C'est monsieur Bernard  
17 Girard qui m'a appelé pour me... faire une  
18 rencontre pour... avant les travaux.

19 Q. **[417]** O.K.

20 R. Oui.

21 Q. **[418]** Il y a d'autres syndicats qui sont  
22 représentés sur la Côte-Nord?

23 R. Oui, il y a d'autres syndicats mais eux sont pas...  
24 ils sont pas venus me rencontrer, ils nous ont pas  
25 appelés non plus.

1 Q. **[419]** O.K. Et le discours de monsieur Gauthier et  
2 de monsieur Girard était de vous demander quoi,  
3 cent pour cent (100 %) de la main-d'oeuvre locale,  
4 de quelle façon est-ce qu'ils fonctionnaient?

5 R. Ah! regardez, cent pour cent (100 %)... il m'a dit  
6 qu'il allait nous fournir la meilleure main-  
7 d'oeuvre qu'il y avait sur la Côte-Nord puis qu'on  
8 allait avoir un avantage sur tous les autres. Ça  
9 fait que : « Regarde, oui, on va prendre la main-  
10 d'oeuvre locale », mais, moi, j'ai toujours dit par  
11 contre, à compétence égale, là, il faut que j'ai  
12 quand même une bonne compétence, parce que la  
13 gérance du chantier nous autres, on va la garder  
14 pareille la gérance de la main-d'oeuvre.

15 Q. **[420]** Je comprends qu'on va favoriser la main-  
16 d'oeuvre locale, mais pas à n'importe quel prix, ça  
17 prend quelqu'un qui est capable de faire le  
18 travail?

19 R. Je veux dire normalement comme on dit, au décret de  
20 la construction on a toujours cent cinquante (150)  
21 heures ouvrables pour voir si un travailleur a la  
22 compétence pour exécuter certains travaux qu'on lui  
23 demande. S'il a pas la compétence, bon, bien on est  
24 justifié à l'intérieur de cent cinquante (150)  
25 heures de dire : « Bien lui il fait pas mon

1           affaire, donne-moi un autre travailleur. » Ça c'est  
2           au décret de la construction. Ça fait que monsieur  
3           Gauthier bien ça non, il en change pas. Ça c'est  
4           sûr.

5       Q. **[421]** Qu'est-ce que vous voulez dire par là, c'est-  
6           à-dire que cent cinquante (150) heures...

7       R. Même si tu lui dis qu'il est pas bon : « Regarde,  
8           non, il est très bon, puis tu vas le garder. »

9       Q. **[422]** La probation de cent cinquante (150) heures  
10          dans le décret est pas applicable selon lui, bien  
11          dans ses termes à lui je parle?

12      R. Non, dans ses termes à lui, elle est pas  
13          applicable.

14      Q. **[423]** O.K. Et là...  
15          (15:16:20)

16      LA PRÉSIDENTE :

17      Q. **[424]** Là, si je comprends bien, si vous me  
18          permettez, Maître LeBel. Si je comprends bien, peu  
19          importe la rigueur de la loi quand on a des  
20          individus qui comme monsieur Gauthier l'applique à  
21          leur façon ça donne rien?

22      R. Non, ça donne rien parce qu'il va...il t'oblige à  
23          le garder, tu sais. Ça c'est sûr que quand même je  
24          lui dirais : « Change-moi-le au début ça a pas  
25          fait. » Ça c'est sûr, non.

1 Q. **[425]** O.K.

2 Me SONIA LeBEL :

3 Q. **[426]** Et si on revient peut-être à la conversation  
4 initiale, je comprends que monsieur Gauthier  
5 voulait que vous favorisiez la main-d'oeuvre  
6 locale, mais pas la main-d'oeuvre locale, la main-  
7 d'oeuvre de son syndicat, c'était son discours?

8 R. Non, c'est pas nécessairement de son...

9 Q. **[427]** Pas nécessairement?

10 R. Bien de son syndicat, oui. C'est son syndicat, mais  
11 premièrement il voulait que j'engage au début,  
12 c'était tout à fait normal de prendre du monde de  
13 Havre-Saint-Pierre parce que la main-d'oeuvre  
14 locale est tout près puis il y avait droit à  
15 travailler sur le site des travaux. Ensuite il en  
16 prenait de Baie-Comeau, Sept-Îles, Baie-Comeau, en  
17 éloignant, puis j'ai rien contre ça, contre la  
18 main-d'oeuvre locale, là, non. Mais d'abord que la  
19 main-d'oeuvre est bonne puis elle est compétente,  
20 j'ai aucun problème.

21 Q. **[428]** Avez-vous dans le passé, avec les autres  
22 projets de Fernand Gilbert justement favorisé quand  
23 vous étiez sur la Côte-Nord, appliquer ce principe-  
24 là de favoriser, favoriser on s'entend pas à  
25 n'importe quel prix naturellement, mais favoriser

1 la main-d'oeuvre locale...

2 R. Oui.

3 Q. **[429]** ... dans les autres projets?

4 R. Oui. À Baie-Johan-Beetz, on a été trois ans à Baie-  
5 Johan-Beetz sur un projet routier qu'il y avait pas  
6 de lien routier, il fallait travailler avec  
7 l'équipement par bateau, mais on employait de la  
8 main-d'oeuvre locale, il y avait du personnel qui  
9 venait de Baie-Johan-Beetz, de Natashquan,  
10 Aguanish, tous les secteurs, Havre-Saint-Pierre,  
11 j'en ai eu de Sept-Îles, mais c'est pas, c'est tout  
12 le monde de l'endroit. C'est sûr qu'il m'enverra  
13 pas quelqu'un de la CSN, mais lui il prône pour...  
14 pour son village comme on dit.

15 Q. **[430]** O.K. Et quand vous avez parlé justement à  
16 monsieur Girard et à monsieur Gauthier lors de  
17 cette... elle s'est passée de quelle façon cette  
18 rencontre-là, est-ce qu'elle était quand même assez  
19 courtoise?

20 R. Oui, oui. Oui, ça s'est passé à nos bureaux à  
21 Chicoutimi et puis ça a été très courtois.

22 Q. **[431]** O.K. Quand vous avez exprimé le fait que vous  
23 alliez effectivement, vous aviez rien contre la  
24 vertu effectivement embaucher les gens de la région  
25 compte tenu que le projet se situait sur la Côte-



1 Nord et que vous avez parlé de peut-être respecter  
2 la représentativité des syndicats. Quelle a été  
3 leur réaction, à ce moment-là?

4 R. Bien disons qu'ils ont pas tellement réagi, c'est  
5 de toute façon c'est tout à fait normal, là, pour  
6 ces genres de travaux-là et puis chacun a le droit  
7 de travailler, nous autres un travailleur qu'il  
8 provienne de la CSN ou de la FTQ ou de l'Inter ou  
9 de la CSD, c'est un travailleur comme les autres  
10 puis il a le droit de travailler.

11 Q. **[432]** Alors tout travailleur étant jugé compétent  
12 ou équivalent...

13 R. Oui.

14 Q. **[433]** ... je comprends que la façon de faire  
15 habituellement quand on va dans une région ou quand  
16 on va... quand on a un projet c'est d'essayer de  
17 prendre des employés au prorata de la  
18 représentativité des syndicats?

19 R. Bien...

20 Q. **[434]** Est-ce que c'est...

21 R. ... personnellement j'ai toujours préconisé ça  
22 parce qu'on veut pas donner, moi en tout cas j'ai  
23 jamais voulu donner le cent pour cent (100 %)  
24 d'emplois à un syndicat. Nous autres c'est pas  
25 notre façon de faire.

1 Q. **[435]** C'est sûr que ça dépend du corps de métier,  
2 parce qu'on peut comprendre que dans certains cas  
3 on n'a pas le choix, là?

4 R. Oui, mais dans notre... dans nos corps de métiers  
5 ce qui est équipements lourds, puis manoeuvres ou  
6 encore ces choses-là, il y en a dans tous les  
7 syndicats.

8 Q. **[436]** Donc, vous êtes pas limité à un ou deux, une  
9 ou deux centrales ou à un ou deux locaux  
10 particuliers?

11 R. Non, non, du tout.

12 Q. **[437]** O.K. Je comprends, là, on est-tu... on est  
13 avant mai deux mille neuf (2009) à cette rencontre-  
14 là?

15 R. C'est avant mai, en avril deux mille neuf (2009).

16 Q. **[438]** En avril deux mille neuf (2009)?

17 R. Oui.

18 Q. **[439]** Les travaux débutaient, la première pelletée  
19 de terre, comme on dit, était prévue pour quelle  
20 date?

21 R. Était prévue pour le quinze (15) de mai.

22 Q. **[440]** O.K.

23 R. Environ.

24 Q. **[441]** Donc, vous avez une discussion, on s'est pas  
25 mal entendu sur les grands principes, puis tout

1           allait bien, à ce moment-là?

2           R. Oui.

3           Q. **[442]** On se rend sur le chantier de la Romaine,  
4           maintenant on est en mai deux mille neuf (2009)?

5           R. Oui.

6           Q. **[443]** Comment se déroule l'ouverture des travaux,  
7           Monsieur Laprise?

8           R. Ah, juste avant que le chantier ait sa première  
9           pelletée de terre avec monsieur Charest, le premier  
10          ministre, on a débuté un certain décapage du  
11          terrain... du terrain naturel, j'ai des équipements  
12          qui commençaient à arriver sur le chantier et puis  
13          dans la première semaine, là, j'ai un fardier qui  
14          est venu porter un équipement lourd, un camion  
15          tout-terrain et puis mon surintendant qui était sur  
16          le chantier, sur l'heure du midi, il attendait un  
17          coup que l'équipement était débarqué, c'était  
18          pendant la période de dégel.

19                 Et puis le fardier, le set d'essieux en  
20          arrière était un coup transporté, il pouvait  
21          l'enlever pour retourner à Chicoutimi. Puis, là,  
22          l'opérateur du camion avec l'escorte il essayait  
23          d'enlever les « pins » pour « dépiner » la partie  
24          de l'essieu arrière et puis il avait de la misère,  
25          ça fait que mon surintendant s'est approché pour

1 s'informer s'il avait de la misère, tout ça, puis  
2 en s'approchant, bon bien, ils lui ont expliqué que  
3 les « pins » avaient de la misère à sortir. Ça fait  
4 que lui, il a vu ce qui allait pas. Il a pris une  
5 barre de fer au côté puis il a juste frappé dessus  
6 puis ça a débloqué, puis tout était correct. Mais  
7 quand il a fait ça, bien il s'est fait prendre en  
8 photo par un opérateur et puis, le lendemain, j'ai  
9 eu un rassemblement de trente (30) personnes déjà  
10 qui m'attendaient à l'entrée du chantier et puis  
11 j'étais avec mon patron, monsieur Gilbert, puis on  
12 nous a clairement dit que là, ils voulaient  
13 absolument que notre surintendant parte du  
14 chantier, ils voulaient que je « claire » le  
15 surintendant tout de suite en démarrant.

16 On a réussi à s'entendre, en tout cas il y  
17 avait un représentant Hydro-Québec, là, de la  
18 sécurité. On a réussi à s'entendre, parce que là,  
19 regarde, on arrive, là, laissez-nous commencer, on  
20 va mettre les choses au clair puis ça s'est passé.  
21 En tout cas, là, le monde ont parti puis ça s'est  
22 réglé.

23 Q. **[444]** Là vous allez m'expliquer quelque chose puis  
24 vous avez peut-être un peu le rôle de chaque  
25 personne sur le chantier. On les a peut-être

1 définis, là, au cours des différents témoignages,  
2 mais pour nous aider à comprendre, je comprends  
3 qu'il y a le travailleur, là, là il y a l'employé  
4 qui effectue le travail. Ensuite, il y a des  
5 contremaîtres, c'est exact?

6 R. Bien à ce moment-là, les contremaîtres étaient pas  
7 arrivés au chantier. J'avais trois travailleurs à  
8 mon emploi.

9 Q. **[445]** Puis il y avait pas de place pour plus à ce  
10 moment-là, non?

11 R. Non, mais je dirais, le surintendant, on démarrait  
12 les travaux, l'équipement était pas arrivé, on  
13 était en marche de... on était en train de se  
14 mettre en marche. Le surintendant lui, il recevait  
15 l'équipement puis on la faisait débarquer, là, tout  
16 près de l'ouverture du chantier. Mais les  
17 contremaîtres ont débuté peut-être deux semaines  
18 après, là.

19 Q. **[446]** Donc on était vraiment en avant-première du  
20 projet, en train de placer les choses...

21 R. Oui, oui, oui.

22 Q. **[447]** ... et là le surintendant, qu'est-ce qu'on  
23 lui reproche, là? Qu'est-ce qu'il a fait de mal  
24 dans cette histoire-là, en tout cas selon...?

25 R. Selon eux, c'est d'avoir travaillé, d'avoir pris un

1           outil pour pouvoir travailler, que lui il avait pas  
2           le droit de toucher. C'est ça qu'on lui a reproché.

3       Q. **[448]** Mais éclairez-moi, est-ce qu'il prenait la  
4           place de quelqu'un? Est-ce que ça a fait en sorte  
5           que vous avez embauché un travailleur de moins  
6           suite à cet événement-là?

7       R. Non, non, du tout parce que, comme j'ai eu par  
8           après d'autres affaires, c'est que j'en ai parlé  
9           avec Bernard Girard, c'est que les gens, rendre  
10          service à quelqu'un puis travailler, c'est deux  
11          choses différentes. Tu sais, c'est ça la différence  
12          qu'ils voient pas autrement dit. Parce que,  
13          quelqu'un qui est mal pris, tu vas aller l'aider  
14          mais eux autres, c'est pas ça. Il faut que  
15          t'engages quelqu'un pour aller l'aider.

16      Q. **[449]** O.K. Là, vous dites que dès le lendemain ou  
17          vous avez ... il y a eu un rassemblement d'une  
18          trentaine (30) de personnes?

19      R. Je dirais quatre, ça c'est le lendemain, oui,  
20          trente (30) personnes qui nous ont pas intimidé,  
21          là, mais on peut dire ça aussi, là.

22          15:24:24

23          LA PRÉSIDENTE :

24      Q. **[450]** Alors si je comprends bien, c'est du  
25          syndicalisme à outrance qui est paralysant?

1 R. Oui, c'est sûr.

2 Me SONIA LeBEL :

3 Q. **[451]** Est-ce que vous avez eu dans les minutes ou  
4 dans les heures qui ont suivi des nouvelles de cet  
5 événement-là? Ou est-ce que vous avez appris que ça  
6 avait pas fait l'affaire de personne le lendemain,  
7 au rassemblement de trente (30) personnes? Comment  
8 ça se déroule?

9 R. Vous voulez dire, si j'ai eu des...

10 Q. **[452]** Là, le surintendant, on s'entend qu'il  
11 décroche la « pin », là, ça va bien...

12 R. Oui.

13 Q. **[453]** ... jusqu'à là...

14 R. Oui.

15 Q. **[454]** ... par la suite, on s'en va au lendemain,  
16 puis on a un rassemblement de trente (30)  
17 personnes. Est-ce qu'il se passe des choses entre  
18 les deux?

19 R. Non, entre les deux, il s'est pas passé rien, là.  
20 Ça a continué à travailler.

21 Q. **[455]** À votre connaissance, qui est l'instigateur  
22 de ce rassemblement-là? Il est sûrement pas  
23 spontané, là?

24 R. Bien, écoutez, je le sais pas. Probablement que  
25 l'opérateur qui a pris la photo, il a communiqué la

1 photo à monsieur Gauthier puis c'est lui qui a,  
2 probablement, mais je dis ça, je peux pas...

3 Q. **[456]** Mais ça, est-ce que v...

4 R. ... je peux pas savoir si c'est lui à ce stade-là.

5 Q. **[457]** À ce stade-là, monsieur Gauthier est pas dans  
6 le décor?

7 R. Il est pas dans le décor. Il est pas là, ça c'est  
8 sûr.

9 Q. **[458]** O.K. Et ce sont, et les trois travailleurs,  
10 ou le travailleur en question à qui on a rendu un  
11 coup de main, appartenait à quel Local?

12 R. Ah! eux c'était des travaux qui étaient non  
13 syndiqués. C'est le transporteur, c'est le  
14 conducteur du camion fardier et puis une escorte  
15 qui sont pas...

16 Q. **[459]** Donc c'est pas des gens qui étaient  
17 syndiqués, là?

18 R. C'est pas des gens syndiqués.

19 Q. **[460]** O.K.

20 R. Ça c'est des travailleurs hors décret.

21 Q. **[461]** Et les trente (30) personnes qui se sont  
22 présentées le lendemain, est-ce que c'est des gens  
23 qui appartenait à un Local en particulier?

24 R. Oui parce que tous ceux qui sont venus me  
25 rencontrer, j'en... la plupart, j'en ai engagé,



1           puis ils étaient tous de la FTQ.

2       Q. **[462]** O.K. La FTQ Construction. Est-ce qu'ils  
3           appartenait au Local de monsieur Gauthier en  
4           particulier ou pas nécessairement?

5       R. Il y en avait un du 791 qui est un grutier mais les  
6           autres, c'était des... du 791 et du Local AMI  
7           aussi. Oui.

8       Q. **[463]** O.K. Et quand ils se sont présentés là, je  
9           veux dire, ils se sont exprimés j'imagine ces  
10          trente (30) personnes-là. Ils ont dit ça fait pas  
11          notre affaire, vous pouvez pas le faire travailler,  
12          le surintendant peut pas travailler, c'est des  
13          choses comme ça qui se sont dites?

14      R. Oui c'est ça puis ils ont dit regarde, ici sur la  
15          Côte-Nord, là, vous allez apprendre une chose que  
16          les contremaîtres puis les surintendants, ils  
17          touchent à rien. Ça c'est sûr.

18      Q. **[464]** Puis si on... Fernand Gilbert limitée, je  
19          vais dire FGL pour les fins de...

20      R. Oui.

21      Q. **[465]** ... l'interrogatoire si ça vous dérange pas.  
22          FGL a fait des travaux dans d'autres régions?

23      R. Oui.

24      Q. **[466]** Dans d'autres régions, il y a des  
25          contremaîtres, il y a des surintendants?

1 R. Oui.

2 Q. **[467]** Est-ce que ça arrive qu'on... un surintendant  
3 fait ce genre de gestes-là puis que ça provoque un  
4 tollé?

5 R. Moi depuis quarante (40) ans que je fais des  
6 travaux sur la construction, j'ai jamais vu  
7 quelqu'un me reprocher parce qu'un contremaître a  
8 touché à une pelle ou... en voulant rendre service  
9 à quelqu'un ou un surintendant, de parler à un  
10 opérateur, exemple qui, que l'opération qu'il fait  
11 est pas correcte, là. Il ira pas voir un  
12 contremaître, s'il est au côté, il va lui dire tout  
13 de suite, tu sais. Ça, on le vit pas ailleurs, ça  
14 c'est sûr.

15 Q. **[468]** Parce que théoriquement, le surintendant  
16 devrait s'adresser au contremaître, puis le  
17 contremaître devrait s'adresser au travailleur?

18 R. Théoriquement, oui. C'est vrai que...

19 Q. **[469]** Bien si on est sur le chantier puis le  
20 surintendant est à deux pieds et demi du  
21 travailleur, il ira pas chercher le contremaître à  
22 un mille?

23 R. Bien souvent, c'est sûr que le surintendant, il se  
24 gênera pas. Il va dire regarde, fais pas ça, ça  
25 marche pas, tu sais, au lieu d'aller voir le

1           contremaître, bien va donc lui dire. Non, ça, on  
2           est habitué à ça puis non, on le fait pas.

3       Q. **[470]** Et dans les vingt-cinq (25) ans où vous avez  
4           été là, préalablement FGL, sur d'autres chantiers,  
5           est-ce que vous aviez eu ce genre de discussion-là  
6           ou de problématique-là? Puis c'était sur la Côte-  
7           Nord, on s'entend.

8       R. Oui, c'est ça, on est sur la Côte-Nord. Moi,  
9           ailleurs, on s'entend que j'ai pas eu ces  
10          discussions-là ailleurs.

11      Q. **[471]** O.K.

12      R. Oui.

13      Q. **[472]** Puis est-ce que c'est particulièrement dans  
14          le chantier de la Romaine vous avez eu ces  
15          difficultés-là?

16      R. Non, disons que quand on a travaillé à Pointe-  
17          Noire, j'étais à Baie-Johan-Beetz dans ce temps-là  
18          mais j'ai travaillé un peu à Pointe-Noire sur le  
19          projet de Alouette. Oui, il y avait des... Ça,  
20          c'est sûr que sur le projet Alouette c'était  
21          fréquent. Ça, c'était normal puis c'était appliqué.

22      Q. **[473]** O.K. Ce genre de situation-là

23      R. Oui.

24      Q. **[474]** Parfait. On s'en va un peu plus loin, il y a  
25          un autre incident, je pense, encore toujours dans

1 les débuts de l'ouverture du projet de la Romaine.

2 D'ailleurs, décrivez-moi...

3 R. Oui.

4 Q. **[475]** ... peut-être un peu c'était quoi le projet  
5 de FGL à ce moment-là. C'était de bâtir un tronçon  
6 de route, c'est exact?

7 R. Bien le tronçon de route qu'on a construit pour  
8 l'ouverture du projet Romaine c'était la route  
9 principale qui montait jusqu'au kilomètre 48 pour  
10 le projet Romaine-2. On a construit cinquante-cinq  
11 (55) kilomètres de route en deux mille neuf (2009)  
12 et deux mille dix (2010).

13 Q. **[476]** O.K.

14 R. Pour Hydro-Québec.

15 Q. **[477]** Donc, on peut parler de la route principale  
16 qui reliait la route au chantier?

17 R. La route principale, oui.

18 Q. **[478]** O.K.

19 R. Oui.

20 Q. **[479]** O.K. Et vous avez eu, là, l'entièreté de la  
21 longueur de cette route-là à ce moment-là, au  
22 complet, FGL?

23 R. Bien du tronçon de la route 138 du départ, à partir  
24 de la route 138...

25 Q. **[480]** Jusqu'au chantier.

1 R. ... jusqu'au chantier Romaine-2 qui est au  
2 kilomètre 45 mais la route s'est poursuivie par  
3 après à d'autres entrepreneurs jusqu'à,  
4 présentement, elle est rendue au Camp Mista, au  
5 kilomètre 117.

6 Q. **[481]** Vous l'avez obtenu jusqu'au kilomètre 45?

7 R. 48.

8 Q. **[482]** 48. O.K.

9 R. Et il y avait des accès pour se rendre au barrage  
10 et à la prise d'eau.

11 Q. **[483]** O.K. Mais vous avez eu le début de cette  
12 route-là à partir de la 138 à ce moment-là.

13 R. C'est ça.

14 Q. **[484]** O.K. Et là, c'est là que le premier incident,  
15 quand on est en travaux préparatoires pour  
16 l'ouverture, si on veut, du chantier, avec votre  
17 surintendant se produit. Il y a un second incident,  
18 je pense, quelques jours ou quelques semaines plus  
19 tard?

20 R. Je dirais quatre jours plus tard mon surintendant  
21 est encore sur les travaux, on a environ un  
22 kilomètre ou deux kilomètres de route de préparés,  
23 on est sur le sable, un sable qui est quand même  
24 fin, et puis notre, la niveleuse, disons qu'elle  
25 est pas encore au chantier, mon surintendant, le

1           surintendant il dit à un opérateur de boueur  
2           d'attacher un matelas, c'est un matelas de bois  
3           normalement qu'on se sert pour traverser les cours  
4           d'eau ou encore dans des endroits qui sont plus  
5           fragiles, autrement dit, des tourbières, pour  
6           niveler le terrain, tu sais, pour un petit coup.  
7           Ça fait que là, le travailleur a pris la chaîne  
8           pour l'attacher mais de la façon qu'il l'a  
9           attachée, le surintendant était au côté puis il  
10          attachait la chaîne après des cylindres  
11          hydrauliques que tu peux pas briser, tu sais. Ça  
12          fait que là, le surintendant il dit « Regarde,  
13          t'attaches pas à la bonne place, passe-moi la  
14          chaîne, je vais te montrer où l'attacher. » ça fait  
15          que il a pris la chaîne puis là, il l'a attachée  
16          ailleurs.

17                Encore là, il s'est fait prendre en photo  
18          puis là, c'est « Rambo » qui m'a appelé, là, c'est  
19          Bernard Gauthier m'a appelé. Regarde, j'ai pas  
20          réussi à placer un mot au téléphone. J'ai même  
21          raccroché, j'ai dit « Regarde, ça sert à rien de  
22          discuter avec, il est trop fâché. Probablement que  
23          je vais le rappeler un peu plus tard mais... ». Ça  
24          fait que là, j'ai même appelé Bernard Girard lui  
25          disant « Regarde, ton gars, il parle assez sec au

1           téléphone, d'ailleurs j'ai pas réussi à placer un  
2           mot puis, là, parce que apparemment que mon  
3           surintendant a touché une chaîne... » ça fait que,  
4           là, Bernard Girard, il m'a dit « Regarde, je vais  
5           l'appeler, là. Les gars voient pas la différence  
6           entre rendre service à quelqu'un puis travailler,  
7           c'est ça la différence. », c'est ce que Bernard  
8           Girard m'a dit.

9                       Ça fait que par après j'ai rappelé monsieur  
10          Gauthier puis là, lui, il m'a raccroché parce que  
11          là, « Regarde, il m'a dit, je suis en train de  
12          dîner. » ça fait que là, j'ai rappelé par après  
13          puis ça s'est calmé suite à ça. Disons que Bernard  
14          Girard lui avait probablement parlé mais ça s'est  
15          calmé suite à, après ça.

16       Q. **[485]** Selon votre compréhension, Monsieur Laprise,  
17          c'est quoi le travail de monsieur Gauthier au  
18          juste? C'est quoi son rôle?

19       R. Monsieur Bernard Gauthier?

20       Q. **[486]** Oui.

21       R. Bien il est représentant syndical, il s'occupe de,  
22          pas trouver de l'emploi à ses travailleurs, de  
23          placer, dans ce temps-là c'est le placement  
24          syndical, de faire affaire avec ces gens-là pour  
25          placer sa main-d'oeuvre.

1 Q. **[487]** Et s'il y a des possibilités de conflits,  
2 puis je vais dire, sous le terme de « conflits » je  
3 vais englober tout ce qui pourrait se passer avec  
4 un travailleur ou sur le chantier, est-ce que c'est  
5 son rôle, justement, d'en discuter avec vous puis  
6 de voir à trouver des solutions?

7 R. Bien normalement, oui. Partout ailleurs, s'il y a  
8 un problème sur les chantiers, on règle le problème  
9 en discutant calmement puis, regarde, c'est ce  
10 qu'on vit avec les autres représentants syndicals,  
11 (sic) j'ai jamais eu de problèmes avec les gens de,  
12 les représentants syndicals (sic) de Québec, de  
13 Mauricie...

14 Q. **[488]** Toute centrale confondue.

15 R. Toute centrale confondue, j'ai jamais eu de  
16 problèmes avec ça. Quand il y a eu des petits  
17 conflits, des affaires comme ça, on les a réglés.

18 Q. **[489]** O.K.

19 R. On les a réglés amicalement.

20 Q. **[490]** Puis quand on en est à cet incident-là, à cet  
21 événement-là, votre surintendant lui explique de ne  
22 passer sous le cylindre parce que je comprends que  
23 les cylindres sont très fragiles à ce niveau-là...

24 R. Bien...

25 Q. **[491]** ... on en est où au niveau de l'embauche du



1           personnel par rapport à vos travaux puis au  
2           chantier?

3       R. Nous, le projet de Romaine, de la route, en deux  
4       mille neuf (2009), sur le chantier des travailleurs  
5       qui, on parle, emplois CCQ, on avait cent pour,  
6       bien presque cent pour cent (100 %) de main-  
7       d'oeuvre locale. Les seuls travailleurs qui étaient  
8       pas de la région de la Côte-Nord, j'en avais qui  
9       venaient de Québec, des contremaîtres, et puis du  
10      Saguenay-Lac-Saint-Jean qui venaient, qui étaient  
11      contremaîtres aussi puis j'avais un contremaître  
12      qui venait de la Côte-Nord, mais le reste était  
13      cent pour cent (100 %) tout de la Côte-Nord.

14     Q. **[492]** O.K.

15     R. Oui.

16     Q. **[493]** Et c'était déjà ça à ce moment-là?

17     R. Oui, c'était déjà ça. On avait seulement des  
18      travailleurs de la région de la Côte-Nord.

19     Q. **[494]** Je comprends qu'à part, peut-être, les gens  
20      qui étaient ce qu'on appelle vos douze/douze  
21      (12/12) ou certains contremaîtres, des choses comme  
22      ça, qui venaient d'ailleurs, le travailleur sur le  
23      terrain provenait de la Côte-Nord?

24     R. Oui. Oui. Les seuls douze/douze (12/12) qu'il y  
25      avait c'était... c'était mes contremaîtres, qui

1           étaient pour nous autres depuis plusieurs années.

2       Q. **[495]** O.K. À ce moment-là, monsieur Gauthier, est-  
3           ce que vous avez réussi à parler avec lui de cet  
4           événement-là? Je comprends que la première fois  
5           c'est vous qui raccrochez...

6       R. Oui, mais, non, il m'a pas... oui, il est venu sur  
7           le chantier par après pour... pour remplacer du  
8           monde puis on discutait puis il a discuté avec mon  
9           surintendant, toute... tout se faisait calmement,  
10          il y a pas... on a pas eu de problème, là, comme  
11          tel, là, par après. On engageait sa main-d'oeuvre,  
12          ça fait qu'il y avait pas de problème.

13      Q. **[496]** O.K. Quand on parle du surintendant qui peut  
14          pas travailler, là, on va faire la distinction  
15          entre rendre service puis travailleur, je comprends  
16          qu'il y a dans ça... bon, il y a une base valable à  
17          tout ça, là. Ça veut dire que vous pourriez pas  
18          prendre un de vos surintendants, même s'il avait la  
19          compétence ou la capacité, et lui faire faire du  
20          travail en plus à la place d'un travailleur, c'est  
21          exact?

22      R. Non, non, du tout.

23      Q. **[497]** Mais c'est ça l'idée de base, l'idée de base  
24          c'est de pas priver un travailleur de son travail,  
25          c'est ça?

1 R. Ah! non, de toute façon il a pas le temps de  
2 s'occuper de ça, là, c'est sûr et certain, ni les  
3 contremaîtres, là.

4 Q. **[498]** O.K. Monsieur Gauthier vous appelle combien  
5 de temps après... après cet événement-là, avec la  
6 chaîne, le moment où vous lui raccrochez au nez  
7 parce qu'il est trop agressif?

8 R. Ça avait été dans les heures après. Je dirais peut  
9 une heure après qu'il m'a appelé.

10 Q. **[499]** Qu'est-ce qu'il vous disait au téléphone,  
11 avez-vous été en mesure de comprendre quelque  
12 chose?

13 R. J'ai pas compris. J'ai jamais rien compris ce qu'il  
14 m'a dit.

15 Q. **[500]** O.K. Vous avez raccroché, vous...

16 R. Bien, ce qu'il disait : « Regarde, vous avez pas  
17 compris », tu sais, c'est pas comme ça que ça se  
18 passait sur la Côte-Nord puis « Vous allez  
19 apprendre », tu sais, c'est ça qu'il semblait me  
20 dire là mais... J'ai raccroché parce que ça...  
21 ça...

22 Q. **[501]** Là vous avez parlé avec...

23 R. Je vous répéterai pas ce qu'il disait au téléphone,  
24 là, mais...

25 Q. **[502]** Mais c'était de cette nature-là, ce que vous

1           venez de dire?

2           R. C'est ça, c'est des...

3           Q. **[503]** Il était pas content?

4           R. Il était pas content le monsieur.

5           Q. **[504]** O.K. Monsieur Girard, vous lui avez parlé  
6           dans l'intervalle, par la suite?

7           (15:35:26)

8           LA PRÉSIDENTE :

9           Q. **[505]** Mais à part le langage probablement coloré  
10          qu'il a tenu, qu'est-ce qu'il disait exactement?

11          R. Ah! regardez, il disait que... il me rappelait que  
12          sur la Côte-Nord, les chapeaux blancs, ils ont pas  
13          le droit de toucher à rien. Tu sais, c'est bien de  
14          valeur, dire... il voulait qu'au départ ça soit  
15          clair, là : « Vous allez comprendre que là on  
16          commence le chantier puis on veut pas que ça se  
17          reproduise. » C'est ça qu'il voulait... qu'il me  
18          disait. Ça fait que là j'ai dit : « C'est beau,  
19          j'ai dit, regarde... » Puis là j'avais appelé  
20          Bernard Girard pour lui conter un peu ce qui  
21          s'était passé puis Bernard Girard m'a dit :  
22          « Regarde... Pierre, il dit, écoute, rendre service  
23          c'est une chose, travailler c'est une autre. Ça  
24          fait que là, il dit, regarde, je vais essayer de  
25          lui parler puis je vais... » Ça fait qu'après ça,

1           ça a été moins pire, ça a été correct après.

2           Me SONIA LeBEL :

3           Q. **[506]** Ça s'est calmé un peu?

4           R. Ça s'est calmé.

5           Q. **[507]** Est-ce que c'est le même... est-ce que c'est  
6           le même surintendant qui était impliqué dans les  
7           deux premiers événements?

8           R. Oui. Oui. Le surintendant a fait les travaux du  
9           début aller jusqu'à la fin.

10          Q. **[508]** O.K. Mais je comprends que, dans le premier  
11          événement, on vous a demandé de le sortir?

12          R. Oui.

13          Q. **[509]** O.K. Est-ce que c'est quelqu'un qui venait de  
14          la région?

15          R. Non, c'est quelqu'un qui vient de... Saint-Marcel,  
16          dans le coin de Saint-Hyacinthe.

17          Q. **[510]** À votre connaissance, est-ce que ça a joué,  
18          ça, dans les événements?

19          R. Je crois pas, non. D'après moi, que le surintendant  
20          viennne de n'importe où au Québec, là...

21          Q. **[511]** Ça faisait pas partie de ce qu'on vous...

22          R. Non, d'après moi, qu'il vienne du Lac, qu'il vienne  
23          de Montréal, il voulait pas que les surintendants  
24          ou les contremaîtres touchent à rien.

25          Q. **[512]** On était vraiment à ce niveau-là...

1 R. Oui.

2 Q. **[513]** ... dans ces deux événements-là?

3 R. Oui.

4 Q. **[514]** Parfait. Donc, vous essayez de rappeler  
5 monsieur Gauthier, à ce moment-là est-ce qu'il est  
6 plus calme au téléphone, quand il vous dit qu'il  
7 est en train de souper, ou il a toujours...

8 R. Oui... bien, il était plus calme, après ça il était  
9 plus calme. Il est venu nous rencontrer je dirais  
10 peut-être une semaine ou deux après, là. Parce que  
11 là la demande de travailleurs était plus importante  
12 parce que le chantier déroulait puis il y avait  
13 beaucoup plus de main-d'oeuvre qui rentrait au  
14 chantier, ça fait que là est venu rencontrer aussi  
15 les gens de Havre-Saint-Pierre parce que les... là  
16 il voulait faire rentrer d'autres personnes de la  
17 Côte-Nord, mais autres que Havre-Saint-Pierre. Ça  
18 fait que ça c'est sûr qu'il y avait un peu... à mon  
19 avis, il y a eu un conflit peut-être avec les gens  
20 de Havre-Saint-Pierre, là, mais ça, ça s'est réglé  
21 entre eux autres.

22 Q. **[515]** Ça s'est réglé entre eux autres. Vous avez  
23 parlé tantôt, Monsieur Laprise, du fait que, bon,  
24 naturellement FGL favorise... que ce soit sur la  
25 Côte-Nord ou ailleurs, favorise l'embauche de la

1 main-d'oeuvre locale, quand c'est possible?

2 R. Oui.

3 Q. **[516]** Particulièrement sur la Côte-Nord, je  
4 comprends que, bon, avec la Romaine, ce tronçon de  
5 route-là, c'est Hydro-Québec qui était le donneur  
6 d'ouvrage, qui a lancé l'appel d'offres?

7 R. Oui.

8 Q. **[517]** O.K. Est-ce qu'Hydro-Québec a ce genre  
9 d'exigence-là aussi, au niveau de la main-d'oeuvre  
10 locale?

11 R. Oui... bien, il y a toujours, dans les documents  
12 d'appel d'offres, de prioriser l'embauche locale,  
13 mais c'est un chantier à mobilité provinciale, ça  
14 c'est sûr et certain, mais...

15 Q. **[518]** Qu'est-ce qui détermine ça, là, la différence  
16 entre un chantier local, si on veut puis un  
17 chantier à mobilité provinciale?

18 R. Le décret de construction quand il a été renégocié  
19 les entrepreneurs quand ils vont à l'extérieur, ils  
20 ont le droit d'amener la main-d'oeuvre qui provient  
21 partout dans la région, surtout sur des gros  
22 travaux comme ça avec Hydro-Québec, la Baie James,  
23 partout c'est main-d'oeuvre, mobilité provinciale,  
24 tu peux prendre du monde de partout à la grandeur  
25 du Québec.

1 Q. **[519]** Donc, c'est un chantier qui est caractérisé  
2 par le fait que sur ce chantier-là le décret permet  
3 une mobilité provinciale?

4 R. Oui, parce que la plupart de ces chantiers de cette  
5 envergure-là, qu'on appelle les chantiers à  
6 baraquements, le gîte et le couvert est fourni par  
7 le donneur d'ouvrage, le maître d'oeuvre. Ça fait  
8 qu'à ce moment-là, les travailleurs à l'intérieur  
9 du Québec peuvent travailler sans avoir à défrayer  
10 des coûts et l'entrepreneur a pas non plus à  
11 défrayer des coûts de pension sur ces travaux-là.

12 Q. **[520]** Et dans ce cas-là le maître d'oeuvre étant  
13 Hydro-Québec...

14 R. Oui.

15 Q. **[521]** ... c'est lui qui devait fournir lesdits  
16 baraquements et la nourriture, et caetera?

17 R. Exactement.

18 Q. **[522]** O.K. Et dans un chantier d'un autre... d'un  
19 autre ordre où le baraquement ou la nourriture  
20 serait pas fourni, je comprends que si vous prenez  
21 de la mobilité provinciale vous avez de la pension  
22 à payer, des choses comme ça, donc...

23 R. C'est ça, à ce moment-là...

24 Q. **[523]** ... il y a des coûts supplémentaires sur  
25 l'exécution des travaux?



1 R. Oui. À ce moment-là, l'entrepreneur qui  
2 soumissionne à un projet, puis qu'il prend de la  
3 main-d'oeuvre qui provient de l'extérieur, qu'il  
4 est obligé de payer une pension à ses gars, bon,  
5 bien regarde, il va risquer de pas avoir la job  
6 tout simplement. Ça c'est sûr. Ça fait qu'on a  
7 toujours avantage de prendre la main-d'oeuvre  
8 locale pour des projets qui sont en ville ou  
9 quelque chose semblable, tu sais. On parle pas de  
10 chantiers éloignés, je parle de chantiers qui sont  
11 dans des localités, soit exemple comme à Sept-Îles,  
12 à Pointe-Noire, c'était un projet qui était en  
13 ville. Ça fait que, là, cet endroit-là le monde  
14 logeait de ses propres moyens à Sept-Îles ou à  
15 Port-Cartier et puis tu payais la pension aux  
16 travailleurs tout simplement.

17 Q. **[524]** Ça fait que si on oublie les principes tout à  
18 fait louables de faire travailler la main-d'oeuvre  
19 locale sur un chantier qui se situe dans leur  
20 communauté, je comprends que pour des raisons  
21 purement économiques, l'entrepreneur a toujours  
22 avantage à prendre de toute façon la main-d'oeuvre  
23 locale?

24 R. C'est tout à fait normal, puis c'est ce qu'on  
25 préconise.

1 Q. **[525]** O.K. Et dans un chantier comme Hydro-Québec  
2 par contre, la grande différence c'est comme le  
3 gîte et le couvert est fourni vous avez pas vous à  
4 absorber ni le donneur d'ouvrage ni le contribuable  
5 qui paie le contrat au bout du compte...

6 R. Non, c'est déjà établi dans l'appel d'offres.

7 Q. **[526]** C'est déjà établi dans l'appel d'offres...

8 R. Oui.

9 Q. **[527]** ... donc, c'est absorbé d'un autre niveau,  
10 mais pas par vous. Je comprends que vous pourriez  
11 théoriquement prendre de la main-d'oeuvre de  
12 partout?

13 R. Théoriquement, oui.

14 Q. **[528]** Théoriquement, oui?

15 R. Oui.

16 Q. **[529]** Par contre, FGL favorise quand même la main-  
17 d'oeuvre locale et je comprends qu'Hydro-Québec  
18 particulièrement sur la Côte-Nord vous donne un  
19 certain... un certain incitatif, on s'entend?

20 R. Bien c'est sûr qu'Hydro-Québec ont probablement  
21 aussi à avoir un peu acheté la paix en disant  
22 regardez, ils ont eu des rencontres avec les gens  
23 de la Côte-Nord puis les travaux se situent sur la  
24 Côte-Nord, donc ils vont essayer de dire aux  
25 représentants ou encore au monde de la région :

1 « Bien on va faire travailler le monde de la Côte-  
2 Nord. » C'est tout à fait louable, c'est bien  
3 correct.

4 Mais quand ils obligent le monde autrement  
5 à dire : « Bien lui je peux pas te le faire rentrer  
6 tout de suite, parce qu'il y a encore du monde de  
7 disponible sur la Côte-Nord. » Bien je pense qu'ils  
8 font un peu d'ingérence parce que c'est de la  
9 mobilité provinciale. Ils peuvent pas t'obliger à  
10 prendre du monde de la Côte-Nord comme tel. Oui,  
11 ils peuvent te suggérer, mais pas t'obliger. Dans  
12 certains cas, souvent le travailleur était... il  
13 était refusé.

14 Q. **[530]** O.K. Donc, ce que vous avez... ce que vous  
15 nous dites c'est qu'Hydro-Québec probablement  
16 particulièrement sur la Côte-Nord fait face aux  
17 mêmes réalités et s'il veut que ses chantiers  
18 avancent, doit acheter un peu la paix si on veut?

19 R. Oui, oui, à mon avis, oui.

20 Q. **[531]** O.K. Et quand Hydro-Québec fait des appels  
21 d'offres et attribue des contrats à des entreprises  
22 comme la vôtre ou celle pour laquelle vous  
23 travaillez, je comprends que ça fait pas partie de  
24 l'appel d'offres, mais il y a une certaine consigne  
25 de... de prendre la main-d'oeuvre locale et au-

1 delà... au-delà de la logique même, là?

2 R. Oui, parce que dans les documents d'appel d'offres  
3 on nous mentionne, oui de préconiser, prioriser la  
4 main-d'oeuvre locale, mais on n'a pas de  
5 pourcentage à respecter. Il y a aucun... aucun  
6 chiffre d'annoncé dans les documents d'appel  
7 d'offres.

8 Q. **[532]** C'est une déclaration de principe?

9 R. C'est une déclaration de principe. Oui, on va  
10 prioriser la main-d'oeuvre locale, mais c'est pas  
11 écrit que tu dois prendre minimum cinquante pour  
12 cent (50 %) de main-d'oeuvre locale. C'est tout  
13 simplement il faut prioriser tant et aussi  
14 longtemps qu'il y en a, après ça il faut que  
15 j'aille à l'extérieur. À un moment donné, mes  
16 travaux il faut qu'ils se continuent, puis on a des  
17 chantiers à livrer, il faut les livrer.

18 Q. **[533]** Parce que particulièrement sur le chantier de  
19 la Romaine, je pense que vous aviez certains  
20 échéanciers par rapport au kilométrage à établir.  
21 Comment ça fonctionnait?

22 R. C'est pas...

23 Q. **[534]** Pas rentrer dans le détail des montants  
24 d'argent, mais juste nous expliquer un peu comment  
25 ça fonctionne, votre réalité?

1 R. Bien, le projet en tant que tel, on a des  
2 contraintes. Il y a des contraintes ou des  
3 pénalités sur certains types de travaux qu'on a à  
4 réaliser sur la route. Exemple, du zéro allé au  
5 kilomètre dix, fallait être rendu pour telle date  
6 pour livrer un pont temporaire pour traverser la  
7 Rivière Romaine pour donner accès à la rive droite  
8 de la rivière pour telle date. Si t'étais pas rendu  
9 bon t'étais en pénalité à vingt-cinq mille dollars  
10 (25 000 \$) par jour. Et puis ça c'est des choses  
11 qui s'accumulent parce que si t'es en retard à cet  
12 endroit-là, tu risques d'être en retard plus loin.

13 Q. **[535]** Puis il y a une autre pénalité plus loin?

14 R. Puis il y a une autre pénalité plus loin. Ça fait  
15 que... Parce que là, rendu à un autre endroit,  
16 fallait livrer le camp des Murailles et le  
17 terrassement du camp des Murailles pour telle autre  
18 date, exemple au mois d'octobre, si t'étais pas  
19 rendu là, bien t'as encore une pénalité qui  
20 s'additionne. Sont toutes cumulatives. Ça fait que,  
21 puis la même chose pour livrer la route de  
22 pénétration qui était au kilomètre cinquante-cinq  
23 (55) kilomètre de route le huit (8) de décembre,  
24 exemple, qui pouvait donner soixante-quinze mille  
25 dollars (75 000 \$) de pénalité par jour si t'es pas

1        rendu à cette date-là. Ça fait que quand on  
2        additionne toutes les pénalités qu'il peut y avoir,  
3        tu te rends jusqu'à trois cent mille dollars  
4        (300 000 \$) par jour de pénalité, puis jusqu'à une  
5        concurrence à dix pour cent (10 %) du projet qui  
6        peut monter au-delà de sept millions (7 M\$) de  
7        pénalité.

8        Q. **[536]** Ça fait que, sur vos reins, si on veut, les  
9        reins de FGL, compte tenu que ça fait partie des  
10       clauses intégrantes du contrat ou l'appel d'offres,  
11       vous avez l'obligation de résultat, l'obligation de  
12       livrer si on veut.

13       R. Oui, on peut pas se permettre de pas livrer à ces  
14       dates-là sinon on va avoir de la pénalité et puis à  
15       ce moment-là, on est contraint, je dirais avec les  
16       rencontres avec Hydro-Québec, bon bien, qu'est-ce  
17       qu'ils pouvaient faire pour accélérer les travaux?  
18       Parce que là, faut accélérer les travaux donc, là  
19       il faut travailler le dimanche. Ça fait que si t'as  
20       pas prévu de travailler le dimanche, bien là t'es  
21       contraint à payer du temps supplémentaire sur ton  
22       projet pour rattraper le retard.

23       Q. **[537]** La plus grande richesse d'une entreprise dans  
24       un chantier comme ça, c'est quoi?

25       R. La plus grande richesse d'une entreprise sur un

1           chantier, on est jamais plus performant que nos  
2           travailleurs. Ça c'est notre richesse. C'est nos  
3           travailleurs.

4       Q. **[538]** Ça fait que vous avez beau vouloir dans votre  
5           bureau puis avoir la volonté que ça avance vite  
6           puis ça roule, si sur le chantier ça fonctionne pas  
7           ou c'est cahotique, vous êtes tributaire de ça, là.

8       R. On est tributaire de ça. Si quelqu'un te met des  
9           bâtons dans les roues, regarde, tu vas le subir. Ça  
10          c'est sûr.

11      Q. **[539]** Est-ce que ça pourrait même mettre en péril  
12          une entreprise?

13      R. Oui, oui, parce que, je peux vous dire, quand tu  
14          risques d'avoir une pénalité de sept millions  
15          (7 M\$) à l'autre bout, ça fait mal au portefeuille  
16          un peu, là, je pense.

17      Q. **[540]** De deux choses l'une : ou l'entreprise subit  
18          un coût ou bien l'entreprise retournera plus faire  
19          des contrats.

20      R. Bien si elle est encore capable de supporter ça,  
21          bien je pense pas qu'elle y retourne.

22      Q. **[541]** O.K. Par rapport à, bon on a parlé de deux  
23          événements qui impliquaient, là, du, je vais dire  
24          du travail ou un coup de main de, selon les points  
25          de vue, rendus par votre surintendant. Il y a eu un

1 autre événement qui implique un travailleur qui  
2 venait je pense de l'extérieur de la Côte-Nord,  
3 c'est exact?

4 R. Oui, un travailleur, monsieur... je pense qu'il a  
5 été nommé, là, monsieur Simard.

6 Q. **[542]** Monsieur Simard. Expliquez-nous un petit peu  
7 qui est cette personne-là puis qu'est-ce qui s'est  
8 passé le concernant?

9 R. Lui c'est un travailleur du Saguenay que... il  
10 travaillait pour le, autrement dit, pour la FTQ,  
11 pour des, pour, je dirais, il travaillait sur notre  
12 concasseur, un autre exemple, au Saguenay, mais il  
13 travaillait avec la FTQ pour avoir des nouveaux  
14 membres puis tout ça, puis il avait eu une entente  
15 avec Bernard Girard puis le représentant syndical  
16 du Saguenay pour pouvoir le faire travailler à la  
17 Romaine. Ça fait que...

18 Q. **[543]** Je comprends que les faits, c'était attaché  
19 cette histoire-là avec Bernard Girard?

20 R. Oui c'était attaché. C'était attaché puis...

21 Q. **[544]** Puis c'est un membre de la FTQ Construction  
22 naturellement, on...

23 R. Oui c'est un membre de la FTQ Construction puis  
24 c'est pas...

25 Q. **[545]** ... on va s'entendre que quand on parle de



1 FTQ dans votre témoignage, on parle de la FTQ  
2 Construction, là, ça pourrait être ça, là.

3 R. Oui, oui. Oui, oui. Excusez-moi.

4 Q. **[546]** O.K. Et on a entendu parler beaucoup de la  
5 FTQ. Donc il faut juste pas mêler les cartes.  
6 (15:47:32)

7 LA PRÉSIDENTE :

8 Q. **[547]** Quand on dit que c'était attaché, vous voulez  
9 dire qu'il y avait une entente préalable qui était  
10 en vigueur avec monsieur Girard et qui d'autre?

11 R. Oui pour ce travail... puis monsieur Bernard  
12 Gauthier. C'est parce que ce travailleur-là, il y  
13 avait eu une entente avec le représentant syndical  
14 de la région du Saguenay-Lac-St-Jean et puis  
15 Bernard Girard, pour faire monter ce travailleur-là  
16 au chantier. Donc, oui ça s'était parlé, c'était  
17 accepté et puis il s'est présenté au chantier, là,  
18 pour travailler sur nos appareils de concassage.

19 Me SONIA LeBEL :

20 Q. **[548]** O.K. Est-ce que c'était quelqu'un qui avait  
21 déjà travaillé pour votre entreprise ça, monsieur  
22 Simard?

23 R. Oui, oui, il avait travaillé... il travaillait pour  
24 nous sur des projets dans le parc des Laurentides,  
25 là, au niveau des concassages.

1 Q. **[549]** Au niveau de son allégeance syndicale  
2 préalable, est-ce qu'il a toujours été à la FTQ  
3 Construction?

4 R. Oui, il a toujours été de la FTQ Construction ce  
5 travailleur, là.

6 Q. **[550]** Donc c'est un travailleur de la FTQ  
7 Construction qui s'en va travailler sur la Côte-  
8 Nord.

9 R. Oui.

10 Q. **[551]** Il y a une entente avec les représentants de  
11 la FTQ, on s'entend, des représentants de locaux ou  
12 de la centrale de la FTQ-Construction...

13 R. Oui.

14 Q. **[552]** ... à l'effet qu'il peut aller, incluant  
15 monsieur Gauthier, à l'effet qu'il peut aller sur  
16 la Côte-Nord et c'est, donc c'est pas quelqu'un  
17 d'un autre syndicat, là.

18 R. Non, non, non.

19 Q. **[553]** C'est simplement quelqu'un d'une autre  
20 région.

21 R. C'est vraiment d'une autre région, mais il fait  
22 partie du local 791, mais il n'est pas de la région  
23 de la Côte-Nord.

24 Q. **[554]** Donc le local, le même local dont on parle  
25 avec Bernard Gauthier depuis quelques temps.

1 R. Exactement, oui.

2 Q. **[555]** O.K. Et là, ça se passe comment son arrivée  
3 sur la Côte-Nord? Est-ce que...

4 R. Bien disons qu'il était pas le bienvenu, ça, c'est  
5 sûr. Il a travaillé peut-être deux semaines. Pour  
6 lui c'était pas facile parce que il devait prendre  
7 l'autobus tous les matins et tous les soirs avec  
8 les travailleurs de la Côte-Nord et puis il m'a  
9 dit : « Regarde, c'est pas facile d'aller s'asseoir  
10 dans l'autobus pour voyager, là, ça, c'est... ». Il  
11 a trouvé ça dur.

12 Q. **[556]** Bien expliquez-moi, il arrive quoi, au mois  
13 de novembre à peu près, deux mille neuf (2009)?

14 R. Environ, oui, au mois de novembre.

15 Q. **[557]** O.K. Mois de novembre et là, bon, comment ça  
16 se passe? Je comprends que pour, on part des  
17 baraquements et on amène les travailleurs en  
18 autobus le matin au lieu où le chantier est rendu  
19 si on veut, ou en tout cas...

20 R. Oui, oui, au site des travaux.

21 Q. **[558]** ... à leurs postes de travail respectifs.

22 R. Oui, oui.

23 Q. **[559]** Au site des travaux, effectivement.

24 R. Au site des travaux.

25 Q. **[560]** Puis qu'est-ce qui se passait exactement dans

1 l'autobus le concernant?

2 R. Ah! Bien regardez, sa place était délimitée déjà au  
3 départ puis il fallait que ça soit se mettre tout  
4 seul sur un siège puis pendant toute la durée du  
5 trajet il pouvait pas parler puis, de façon, il y a  
6 pas personne qui voulait lui parler non plus.

7 Souvent il se faisait invectiver parce que c'était  
8 un « bleuet » ça fait que, regarde, il avait trouvé  
9 ça assez bas, là, mais il s'est dit : « Regarde, ça  
10 va finir par passer, je vais continuer à travailler  
11 puis je vais faire mon ouvrage, un point c'est  
12 tout. »

13 Q. **[561]** Est-ce qu'il vous en a parlé dès le départ?

14 R. Pas à moi, il en a parlé à d'autres travailleurs,  
15 au surintendant.

16 Q. **[562]** O.K. Au surintendant, mais compte tenu que  
17 c'était arrangé avec monsieur Girard et monsieur  
18 Gauthier, est-ce qu'il y a quelqu'un qui est  
19 intervenu auprès de ces, soit de Bernard Gauthier,  
20 soit de Bernard Girard pour dire « Regarde, parle à  
21 tes gars dans l'autobus, ça suffit, là. ».

22 R. Non, non, il y a personne qui est intervenu pour  
23 monsieur Simard.

24 Q. **[563]** O.K. Et c'est pas venu à vos oreilles tout de  
25 suite?

1 R. Non, c'est pas venu tout de suite à mes oreilles.

2 Q. **[564]** O.K. Et quand c'est venu à vos oreilles, on  
3 était rendu à quel moment dans l'événement? Ça  
4 faisait combien de temps que ça durait?

5 R. Ah! Quand c'est venu à mes oreilles, il avait déjà  
6 été invectivé à la sortie de la cuisine.

7 Q. **[565]** De quelle façon? Qu'est-ce qui s'est passé au  
8 juste?

9 R. Quand il est sorti de déjeuner le matin de la  
10 cuisine il devait être environ six heures le matin  
11 (6 h 00), une trentaine de travailleurs de la Côte-  
12 Nord l'ont entouré puis ils lui ont dit tout  
13 simplement que « il était chanceux de respirer. »,  
14 c'est ça carrément qu'ils lui ont dit.

15 Q. **[566]** Et là, on se situe, ça fait combien de temps  
16 qu'il est là, sur la Côte-Nord, avec vous?

17 R. Environ, probablement deux, trois semaines,  
18 maximum.

19 Q. **[567]** O.K.

20 R. Oui.

21 Q. **[568]** Il est venu vous voir à ce moment-là?

22 R. Il s'est rendu à nos bureaux et puis, là, regarde,  
23 il a donné sa... il nous a donné sa démission qu'il  
24 voulait plus travailler avec ces gens-là. C'était  
25 un type qui était assez marqué, il pleurait, puis

1           on a voulu lui fournir une camionnette pour dire :  
2           « Regarde, tu auras pu à voyager avec eux autres,  
3           tu... Prends une camionnette pour te rendre à  
4           l'ouvrage puis, avec le contremaître, puis...  
5           Regarde, tu vas pouvoir continuer à travailler puis  
6           ça va finir par passer. ». Il nous a donné sa  
7           démission, « ah, non, non, regarde, il dit, moi, il  
8           dit, c'est fini, la Côte-Nord, je reviens plus  
9           ici. » ça fait qu'il est parti.

10       Q. **[569]** Monsieur Simard c'est un travailleur de la  
11           construction depuis de nombreuses années, il en  
12           était pas à son premier chantier j'imagine?

13       R. Non, non, du tout, une personne d'environ une  
14           quarantaine d'années.

15       Q. **[570]** O.K. Donc c'est pas la première fois qu'il  
16           fait affaire à des travailleurs...

17       R. Non.

18       Q. **[571]** ... c'est pas la première fois qu'il est sur  
19           un chantier, il est pas...

20       R. Non, c'est pas la première fois, mais c'est la  
21           première fois qu'il subissait ça.

22       Q. **[572]** O.K. Au point de quitter le chantier puis  
23           s'en retourner?

24       R. Oui. Oui.

25       Q. **[573]** O.K. Il a même, parce que vous aviez même, je

1           comprends, vous avez offert même de lui donner une  
2           camionnette pour qu'il voyage à part des autres.

3       R. Oui.

4       Q. **[574]** Est-ce qu'il y avait des problèmes aussi le  
5           soir, le matin, dans, parce qu'on parle de  
6           baraquements, j'imagine que les gens vivent, ils  
7           mangent quand même assez ensemble dans ces  
8           endroits-là?

9       R. Oui, si tu... Même le soir où est-ce qu'ils vont  
10          coucher dans les dortoirs, là, c'est tous des gens  
11          de la Côte-Nord, c'est toutes des chambres  
12          individuelles, mais il y a des salons pour écouter  
13          la télévision, des choses de même. À ce moment-là,  
14          lui, il disait : « Regarde, il dit, je peux pas  
15          sortir de la chambre, il dit, moi, si je sors de la  
16          chambre bien je me fais écoeurer tout le temps, il  
17          dit », mais c'était la même chose pour nos  
18          contremaîtres aussi à l'intérieur des dortoirs des  
19          campements. Il y avait pas de campements  
20          spécifiques pour les contremaîtres ça fait que les  
21          contremaîtres étaient à même les dortoirs des  
22          travailleurs ça fait qu'on, ils trouvaient pas ça  
23          vraiment plaisant de travailler, là. Le climat de  
24          travail pour les contremaîtres était pas... était  
25          pas évident.

1 Q. **[575]** Et qu'est-ce qu'on reprochait aux  
2 contremaîtres à ce moment-là, le même genre de  
3 situation?

4 R. De pas venir de la région.

5 Q. **[576]** O.K. Moi, ce qui m'intrigue, Monsieur  
6 Laprise, c'est que vous avez une discussion avec  
7 monsieur Girard, avec monsieur Gauthier. On  
8 s'entend, pour les raisons que vous avez  
9 expliquées, pour que monsieur Simard vienne  
10 travailler sur la Côte-Nord. C'est comme je l'ai...

11 R. C'est...

12 Q. **[577]** C'est comme j'ai dit tantôt, c'est attaché.  
13 Alors, il y a-tu eu une suite à ça? Avez-vous eu  
14 une discussion avec monsieur Girard?

15 R. C'est pas moi qui ai demandé à monsieur Simard de  
16 venir au chantier, là. C'est... c'est le  
17 syndicat... le représentant syndical de la région  
18 du Lac Saint... Saguenay... du Saguenay qui avait  
19 demandé à monsieur Girard de pouvoir monter un peu  
20 de sa main-d'oeuvre au chantier de la Romaine. Puis  
21 c'était le premier travail, c'était un de ses  
22 travailleurs que, lui, il voulait qu'il monte parce  
23 qu'il a travaillé... il avait travaillé avec lui  
24 pour... pour le syndicat puis, t'sais, il avait  
25 amené des membres puis tout ça, ça fait que...



1           mais, c'est pas nous qui a fait la demande  
2           directement, de dire « tu vas nous monter ce gars-  
3           là ». Non, c'est pas l'entreprise, c'est le... le  
4           syndicat, FTQ...

5       Q. [578] Donc, entre eux, si on veut...

6       R. Entre eux.

7       Q. [579] ... à l'intérieur même du syndicat, on s'est  
8           entendu pour amener monsieur...

9       R. À l'intérieur du syndicat, oui.

10      Q. [580] ... Simard sur la Côte-Nord.

11      R. C'est ça. Exactement.

12      Q. [581] Et à l'intérieur même du syndicat, on l'a...  
13           on l'a chassé, si on veut, là, les travailleurs sur  
14           le terrain.

15      R. Oui.

16      Q. [582] Mais avez-vous eu une discussion avec  
17           monsieur Girard et monsieur Gauthier par rapport à  
18           ça? Parce que je comprends que bon, on vous a quand  
19           même...

20      R. Non, j'ai pas eu de... moi, j'ai pas eu de  
21           discussion avec eux pour... pour le... ce  
22           travailleur-là en particulier, là. Moi, c'est pas  
23           moi qui l'avais demandé. C'est... c'est entre  
24           les... les centrales... pas les centrales  
25           syndicales, mais entre la centrale de la FTQ, eux,

1 d'une région à l'autre qui voulait monter un  
2 travailleur. Mais lui, il a donné sa démission par  
3 après, puis avec Bernard Girard : « Regarde, il  
4 dit, excuse-nous, il dit, « coudon », il est parti,  
5 puis on... on va le remplacer, c'est pas pire que  
6 ça. »

7 Q. **[583]** Quand vous remplacez un travailleur comme ça  
8 en cours de chantier, il y a quand même certaines  
9 conséquences. Peut-être pas un à l'unité, là, mais  
10 il y a une conséquence. Comment... de quelle façon  
11 on peut placer un travailleur sur un chantier? Vous  
12 m'avez parlé à un moment donné d'un... bon, une  
13 espèce de... avant d'avoir accès à un chantier ou  
14 au chantier, un chantier d'Hydro-Québec comme ça,  
15 il y a un certain délai, là, de rigueur, là.

16 R. Quand on fait appel à un travailleur comme... pour  
17 commencer, il faut trouver le travailleur. Si... si  
18 on demande à un travailleur de la... exemple, qui  
19 provient de la FTQ ou que c'est le représentant  
20 syndical qui nous réfère un travailleur, il faut  
21 faire la demande à Hydro-Québec pour un accès de  
22 chantier. C'est quarante-huit (48) heures  
23 d'attente. Et puis quand le travailleur arrive au  
24 chantier, on a à donner une formation en sécurité  
25 qui dure, là, une demi-journée qui est cinq heures,

1           là, avant que le travailleur tombe au travail,  
2           aille au travail, donc...

3       Q. **[584]** Donc, on peut-tu faire un chiffre rond puis  
4           dire, grosso modo, avant qu'un travailleur, du  
5           moment de son choix jusqu'au moment où il est  
6           opérationnel ou en opération sur le chantier, il y  
7           a un trois jours de délai qui se passe...

8       R. Minimum.

9       Q. **[585]** ... où il est pas productif pour vos travaux.

10      R. Minimum trois jours. Oui. Minimum trois jours, si  
11       t'en as un, si tu t'en trouves un tout de suite.

12      Q. **[586]** O.K.

13      R. Hum, hum.

14      Q. **[587]** Donc, trois jours, à partir même du moment où  
15       vous identifiez un travailleur qui fait votre  
16       affaire...

17      R. Oui.

18      Q. **[588]** ... il y a un trois jours de délai de rigueur  
19       de toute façon...

20      R. Oui.

21      Q. **[589]** ... avant qu'il devienne en opération sur le  
22       chantier.

23      R. Exactement.

24      Q. **[590]** Je comprends que l'impact d'un travailleur  
25       qui est retiré du chantier, c'est quand même

1           minimal sur l'ensemble, là.

2           R. Oui.

3           Q. **[591]** Mais quand on parle d'un mouvement plus grand  
4           de masse, il peut avoir un grand impact sur votre  
5           chantier.

6           R. Oui. Là c'est... c'est vraiment, là, dommageable à  
7           l'entreprise si... si pour cinq travailleurs, il  
8           faut que tu les remplaces les cinq le lendemain,  
9           oublie ça, tu en a pas... t'as pas cinq le  
10          lendemain, tu vas attendre.

11          Q. **[592]** O.K. À ce moment-là, vous avez pas de  
12          discussion, vous l'avez dit, avec monsieur...  
13          monsieur Gauthier concernant ce travail-là  
14          particulièrement. Ça, ça fait partie de l'objet  
15          compte tenu que ça s'est passé à l'intérieur du  
16          syndicat, c'est ça?

17          R. Bien, pour ce travailleur-là, non, on n'a pas de...  
18          on n'a pas eu de discussion, là, pour le... pour le  
19          remplacer parce que disons il est venu à nos  
20          bureaux, puis il nous a dit carrément « regarde, je  
21          donne ma démission » il est parti. Ça fait que, là,  
22          nous autres, automatiquement on a fait affaire pour  
23          avoir un autre travailleur, là, avec le... la  
24          partie syndicale.

25          Q. **[593]** O.K. Est-ce que... je vous pose la question :

1 est-ce qu'il y a eu un impact ça sur votre  
2 chantier, sur des délais, sur vos travaux, le  
3 départ de ce travailleur-là? Est-ce qu'il avait...  
4 est-ce qu'il avait une fonction particulière, là,  
5 qui a fait en sorte que...

6 R. Non. Quand c'est seulement un travailleur comme ça  
7 qui travaillait sur l'unité de concassage, sur la  
8 place même, là, on a réussi à remplacer rapidement  
9 avec un autre travailleur...

10 Q. **[594]** Pas par le surintendant.

11 R. Non. Par un autre travailleur qui travaillait dans  
12 un autre groupe de travailleurs, disons qu'on  
13 pouvait libérer un travailleur, un opérateur puis  
14 le... l'amener au site de concassage. Ça, il y a  
15 aucun problème là-dessus, là. On est capable sur le  
16 chantier de... de faire un mouvement de personnel  
17 assez rapidement.

18 Q. **[595]** De façon exceptionnelle, je pense, Madame la  
19 Présidente, on pourrait ajourner ici. Il y a des  
20 choses à aller vérifier ou des choses à faire...

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Oui. Il y a des... Oui.

23 Me SONIA LeBEL :

24 ... avec d'autres...

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Parfait. Alors, nous allons suspendre  
3 exceptionnellement aujourd'hui à quatre heures  
4 (16 h 00) et nous allons revenir demain. Merci.

5 Me SONIA LeBEL :

6 Merci.

7

8 ET LE TÉMOIN NE DIT RIEN DE PLUS

9

10 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

11

12

1        SERMENT D'OFFICE

2

3        Nous, soussignés, **DANIELLE BERGERON**, et **JEAN**  
4        **LAROSE**, sténographes officiels, dûment assermentés,  
5        certifions sous notre serment d'office que les  
6        pages qui précèdent sont et contiennent la  
7        transcription fidèle et exacte des notes  
8        recueillies au moyen de l'enregistrement numérique,  
9        le tout hors de notre contrôle et au meilleur de la  
10       qualité dudit enregistrement, le tout, conformément  
11       à la Loi.

12       Et nous avons signé,

13

14

15

16

---

17       **DANIELLE BERGERON**

18

19

20

21

22

23

---

24       **JEAN LAROSE**

25